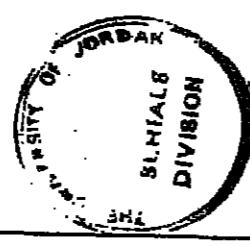


l conteste le versement  
italies aux ménages



55<sup>e</sup> ANNÉE - N° 16801 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

# Le Monde

DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

TÉLÉVISION RADIO MULTIMÉDIA

- Les ados adorent « Hartley »
- Techno saga sur France-Culture



## Serbes et Kosovars sont convoqués à Rambouillet pour faire la paix

UN NOUVEAU MASSACRE a fait vingt-quatre morts parmi les Kosovars, à Rogovo, vendredi 29 janvier. Face à cette guerre, qui a déjà provoqué la mort de près de 2 000 personnes et entraîné l'exode de 300 000 réfugiés, le Groupe de contact sur l'ex-Yugoslavie (Etats-Unis, Royaume-Uni, Russie, France, Allemagne, Italie) a convoqué Serbes et Kosovars à partir du 6 février à Rambouillet (Yvelines). A l'ordre du jour : un statut accordant une « autonomie substantielle » au Kosovo, où les Albanais constituent 90 % de la population. Si elles acceptent ces pourparlers, les deux parties auront deux semaines pour parvenir à un accord. L'ONU approuve l'initiative et l'OTAN se réunit samedi pour renforcer son dispositif militaire de pression.

Lire p. 2



## ■ Amélie Mauresmo, malgré la défaite

Certes, elle n'a pas gagné les Internationaux d'Australie. Certes, on a plus parlé de sa vie privée que de son jeu. Amélie Mauresmo n'en est pas moins le grand espoir du tennis féminin français.

p. 12 et 20

## ■ Réforme du lycée : M. Allègre ballotté

Diverses manifestations d'enseignants conduisent une semaine pendant laquelle Claude Allègre a été l'objet de pressions contradictoires à propos de la réforme des lycées.

p. 10

## ■ Carlos nie tout lien avec Cuba

Le terroriste dément, dans une lettre au Monde, avoir jamais reçu l'appui de La Havane, contrairement à ce qu'affirme un transfuge cubain.

p. 28

## ■ Ce que Poulenc aurait pu dire de lui

Un entretien imaginaire avec le compositeur français, qui aurait cent ans cette année.

p. 24

## ■ Au « Grand Jury »

Jean-Pierre Chevénement sera l'invité du « Grand Jury RTI-Le Monde-LCI », dimanche 31 janvier à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM; Argentine, 8 F; Autriche, 20 ATS; Belgique, 2000 francs; Canada, 2,25 CAD; Danemark, 20 DKK; Espagne, 225 PTA; Grèce, 1200 Drachmas; Irlande, 140 E; Italie, 2000 L; Luxembourg, 5000 L; Malte, 100 M; Pays-Bas, 200 NLG; Portugal, 2,50 PTE; République fédérative de RFA, 500 PFN; Suède, 10 KRS; Suisse, 2,40 Fr; Turquie, 120 TL; USA, 0,75 USD (intérieure), 1,20 F.

M 0146 - 131 - 7,50 F

130 000 exemplaires

Le secret  
sur so

## INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999

E  
—  
■ I  
■ fun  
■ la r  
■ vici  
■ l'at  
■ tot  
■ goi  
■ les  
■ T  
■ I  
■ C  
■ soi  
■ "p  
■ org  
■ coi  
■ d'e  
■ cat  
■ Co  
■ ■ ch  
■ ■ "p  
■ pn  
■ d'  
■ co  
■ ■ su  
■ jet  
■ de  
■ ■ In  
■ ge  
■ re  
■ pr  
■ su  
■ 50  
■ ■ et  
■ se  
■ br  
■ la  
■ ■ cc  
■ ■ d'  
■ ■ d'  
■ ■ d'  
■ ■ le  
■ ■ b  
■ ■ in  
■ ■ ir  
■ ■ p  
■ ■ g  
■ ■ d  
■ ■ jk  
■ ■ c  
■ ■ pa  
■ ■ a  
■ ■ s  
■ ■ c  
■ ■ r  
■ ■ e  
■ ■ i  
■ ■ e  
■ ■

**BALKANS** Belgrade n'avait pas encore réagi, samedi, à la convocation à des négociations lancée la veille par le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie. Les six pays membres de ce

groupe ont demandé aux Serbes et aux Kosovars d'ouvrir le 6 février, à Rambouillet, des discussions qui doivent aboutir en deux semaines à l'adoption d'un statut de large auto-

nomie pour le Kosovo. ● L'ONU a appuyé l'initiative du Groupe de contact et l'OTAN devait annoncer samedi des dispositions militaires pour faire pression sur les deux parties. ● SUR LE

TERRAIN, celles-ci sont plus tournées vers l'affrontement armé que vers la négociation. L'Armée de libération du Kosovo (UCK) s'est renforcée et a gagné du crédit dans la population. Les

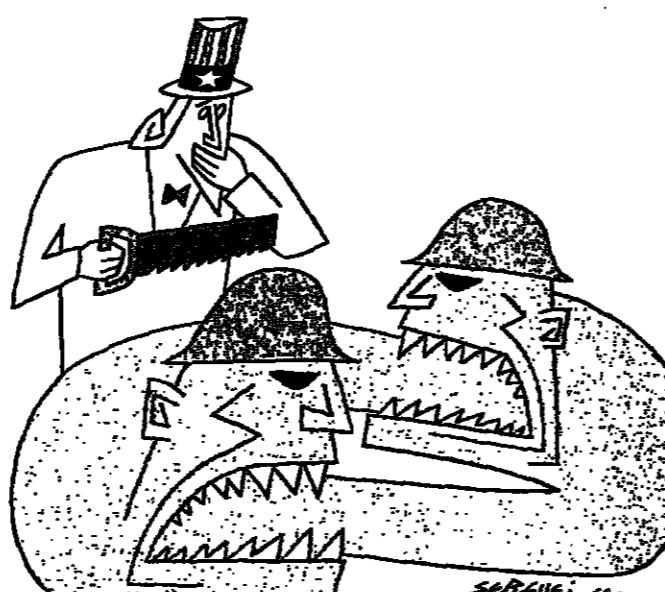
forces serbes poursuivent leur répression massive. ● VINGT-QUATRE KOSOVARS albanais ont été tués vendredi par la police dans le village de Rogovo.

### Serbes et Kosovars ont trois semaines pour parvenir à un accord

Les deux parties en conflit ont jusqu'au 5 février pour se décider à venir négocier à Rambouillet une « autonomie substantielle » de la province, puis deux autres semaines pour s'entendre sur ses modalités. L'OTAN relance la menace militaire pour les convaincre d'obtempérer

LE SECRÉTAIRE au Foreign Office, Robin Cook, devait se rendre, samedi 30 janvier, à Belgrade, puis à Pristina, pour présenter aux dirigeants serbes et kosovars la convocation à des négociations que leur ont adressée la veille les grandes puissances. Les ministres des affaires étrangères des six pays membres du Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Etats-Unis, Russie, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie), réunis vendredi à Londres, ont sommé les deux parties de venir le 6 février à Rambouillet pour engager des discussions. Le communiqué du Groupe de contact leur donne sept jours pour s'entendre sur un plan d'autonomie substantielle pour la province. Un délai supplémentaire d'une semaine leur sera éventuellement accordé en cas de progrès des discussions.

Si elles ont lieu, les discussions se dérouleront sous la coprésidence des ministres français et britannique des affaires étrangères, Hubert Védrine et Robin Cook. Il n'a pas été précisé qui devait représenter la partie serbe. Du côté kosovar, les Occidentaux tentent de réunir une



équipe de négociation qui rassemble la tendance modérée, qu'enclame Ibrahim Rugova, les opposants politiques à ce dernier et une représentation du mouvement armé, l'UCK.

L'une des difficultés est de constituer cette équipe et de la faire admettre comme interlocuteur aux autorités de Serbie et de Yougoslavie, qui ont jusqu'à présent refusé tout

dialogue avec les « terroristes » de l'UCK.

Le texte de Londres ne fait pas mention de la menace militaire occidentale, à laquelle la Russie reste hostile. Mais les pays membres de l'OTAN devaient préciser, samedi à Bruxelles, la nature des pressions qu'ils vont exercer sur les deux parties pour les inciter à se rendre à Rambouillet et à s'entendre dans les trois semaines sur un règlement du conflit. L'OTAN « est prêt à agir » si les parties en conflit au Kosovo refusent de négocier, a avancé de son côté, vendredi, le président Bill Clinton.

#### DÉCLARATION FORMELLE

Le Groupe de contact, dans sa déclaration de Londres, rappelle Belgrade à ses engagements précédents et lui demande de « cesser toute action offensive et de répression » ; il « condamne également toutes les provocations de l'UCK ». Il indique d'autre part que les parties devront « accepter le niveau et la nature de la présence internationale jugée appropriée par la communauté internationale », une formule qui pourrait re

couvrir l'envoi dans la province d'une force terrestre multinationale pour faire appliquer un accord. A cet égard, le premier ministre britannique Tony Blair, qui avait dû jeudi soir voir Jacques Chirac, a confirmé vendredi que la Grande-Bretagne et la France « font en ce moment des préparatifs pour une intervention ». « Je suis tout à fait d'accord avec le président Chirac. Il est nécessaire d'avoir une préparation militaire pour aider à la réussite d'une solution diplomatique », a-t-il dit.

Vendredi soir, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni à New York pour approuver, dans une déclaration, l'initiative du Groupe de contact et exiger « que les parties assument leurs responsabilités et se conforment entièrement à ces décisions et exigences ». C'est la France et la Grande-Bretagne qui avaient réclamé cette déclaration formelle. Elles indiquent notre correspondante à New York, Afsaneh Bassir Pour. En adoptant ce texte, estime un diplomate français, « le Conseil de sécurité s'est donné un rôle éminent pour toute action qui peut s'ensuivre ». (AFP, Reuters.)

### Réserve à Belgrade, méfiance à Pristina

BELGRADE  
de notre envoyé spécial

Les autorités de Belgrade se sont donné le temps de la réflexion, vendredi 29 janvier, avant de se prononcer sur l'« invitation » du Groupe de contact à négocier, avec les Albanais du Kosovo. Sans dire s'il se rallie à ce projet de table ronde, le président yougoslave Slobodan Milošević s'est déclaré favorable à un « dialogue politique direct » entre les autorités de Belgrade et « les représentants des communautés nationales » du Kosovo, rapporte l'agence officielle Tanjug. « Notre pays est engagé en permanence pour un règlement pacifique [de la crise au Kosovo] », a-t-il précisé lors d'un entretien à Belgrade avec le chef du Parti communiste russe, Guennadi Ztouganov. Le 25 novembre, le président serbe, Milan Milutinović, avait fait entériner un plan de règlement de la crise au Kosovo par des représentants de petites minorités vivant dans cette province, afin de marginaliser les Albanais, qui forment 90 % de la population kosovare. Le gouvernement serbe a indiqué qu'il fera connaître « en temps voulu » ses réactions au Groupe de contact, lorsqu'il en aura été « officiellement informé ».

Le dirigeant nationaliste Vuk Draskovic, ancien opposant aujourd'hui vice-premier ministre yougoslave, a quant à lui estimé que le problème, au Kosovo, « c'est le projet de Grande Albanie, c'est le terrorisme albano ». « Nous sommes ouverts à tout type de négociations démocratiques à condition qu'elles excluent l'hypothèse d'une indépendance du Kosovo ou de sa constitution comme troisième république de la RFSY [République fédérale de Yougoslavie] », a-t-il indiqué. L'ultranationaliste Vojsislav Šešelj, vice-premier ministre serbe, a, de son côté, refusé d'envisager que les discussions se déroulent ailleurs qu'en Serbie ou avec la participation des « terroristes de l'UCK ». A Pristina, les réactions sont

également mitigées. Ibrahim Rugova, chef de file des indépendantistes kosovars modérés, a réagi positivement au projet de réunion à Rambouillet, sans préciser s'il ferait lui-même le voyage. Il a surtout espéré que cette table ronde ne soit pas un alibi pour « camoufler des massacres et des meurtres sur le terrain ». Samedi matin, les indépendantistes de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) déclarent les responsables politiques albano et renforce les radicaux, partisans d'une indépendance totale. « Les bombardements soutenus, ces derniers jours, de l'artillerie et des chars de l'armée yougoslave au sud de Podujevo [nord de la province], avaient pour but de desserrer l'ériante de l'UCK autour de l'axe stratégique, vital, Belgrade-Pristina, de les repousser une colline plus loin », explique un responsable des opérations de la Mission d'observation au Kosovo (KVM) de l'OSCE. « Mais aucune des deux parties ne peut remporter de victoire définitive », affirme un analyste militaire.

Aujourd'hui encore, l'UCK est incapable de relever le gant d'un affrontement direct. Elle ne dispose que d'armes légères à opposer aux blindés, à la puissance de

les collines. L'armée yougoslave et la police tiennent sous un contrôle relatif les routes et les villes. Elles surveillent la frontière avec l'Albanie et la Macédoine. Elles s'efforcent de repousser les indépendantistes dans leur maquis dès que ceux-ci s'approchent un peu trop près des axes de communications. « Les bombardements soutenus, ces derniers jours, de l'artillerie et des chars de l'armée yougoslave au sud de Podujevo [nord de la province], avaient pour but de desserrer l'ériante de l'UCK autour de l'axe stratégique, vital, Belgrade-Pristina, de les repousser une colline plus loin », explique un responsable des opérations de la Mission d'observation au Kosovo (KVM) de l'OSCE. « Mais aucune des deux parties ne peut remporter de victoire définitive », affirme un analyste militaire.

Aujourd'hui encore, l'UCK est incapable de relever le gant d'un affrontement direct. Elle ne dispose que d'armes légères à opposer aux blindés, à la puissance de

défection et aux discussions, d'autant qu'aucun pays, ou presque, ne soutient son projet d'indépendance. « Les Kosovars ne croient plus guère en Rogovo, mais ils hésitent encore entre réalisme et radicalisme », affirme un négociateur albano, « sous couvert d'anonymat. Entre ces deux forces, à la dynamique opposée, le compromis est difficile. A l'issue d'un entretien, mercredi 27 janvier, avec des dirigeants de l'UCK, le diplomate américain Christopher Hill avait vainement dénoncé « les manœuvres politiques albano-pour savoir qui dirige la délégation ».

Schématiquement, la scène politique est écartelée entre adversaires et partisans d'Ibrahim Rugova – de plus en plus isolé –, et ceux de Rexhep Qosja et d'Adem Demaj, indépendantistes radicaux. Ancien prisonnier politique – il a passé vingt-huit ans dans les geôles yougoslaves –, M. Demaj a abandonné la direction du petit Parti parlementaire du Kosovo (PPK) à l'été 1998 pour devenir le représentant politique de l'UCK. « Mais personne ne contrôle politiquement l'UCK », affirme Mahmut Bakalli, ancien président de la Ligue des communistes du Kosovo et observateur modéré de la vie politique locale.

Si Ibrahim Rugova et Adem Demaj sont d'accord sur l'objectif final – l'indépendance –, leurs divergences sur les moyens d'y parvenir se doublent de solides inimités personnelles, attisées en coulisse par de jeunes politiciens persuadés que le jour de l'indépendance – et du pouvoir – n'a jamais été aussi proche. « Une plate-forme minimale, comme chez les Albanais, est envisageable. Elle résultera probablement de l'allégement des Albanais sur la position des plus radicaux, qui ont le vent en poupe. C'est-à-dire l'indépendance totale et rien d'autre », avertit un diplomate occidental. Ce dont les Serbes, et la communauté internationale, ne veulent pas entendre parler.

Jacques Isnard

Christophe Chatelot

### De la force d'extraction à une force d'« occupation »

LES ÉTATS-MAJORS ALLIÉS ont élaboré un éventail de scénarios à propos des interventions éventuelles au Kosovo, depuis le dispositif actuel d'extraction, installé en Macédoine et renforcé au besoin, jusqu'à la perspective d'une force d'« occupation » – ou de rétablissement de la paix –, en passant par le déploiement d'unités d'interposition. Quelle que soit la formule adoptée, cette présence militaire au Kosovo devrait bénéficier d'une « couverture » aérienne, maintenue en alerte dans les territoires voisins, qui peut agir seule et neutraliser des défenses sol-air, ou qui peut venir en appui-feu de troupes au sol.

Réunissant quelque 1 800 hommes en Macédoine, la force d'extraction est sur pied aujourd'hui avec pour rôle d'être l'« ange gardien », à distance, des vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) sur le terrain, au Kosovo. C'est la première étape. Son renfort est d'ores et déjà prévu, à partir de l'équivalent de deux brigades – soit une division –, de 8 000 hommes au total. Un tel renfort n'a pas besoin, pour le moment, d'être déployé en Macédoine. Il est disponible dans les

Etats d'Europe occidentale qui ont déjà fourni des éléments à la force d'extraction, et il serait mobilisé en fonction des menaces exercées contre les vérificateurs.

Un deuxième scénario se rapporte à la mise sur pied, à partir de l'embryon de cette force d'extraction, d'une autre force – du style de l'IFOR, puis de la SFOR en Bosnie et en Croatie –, qui se serait amenée à faire respecter des accords de paix au Kosovo. Ses objectifs seraient notamment la séparation des combattants, le contrôle et la surveillance des armements et la sécurisation des axes de déplacement dans la zone. Sous le commandement d'un état-major de l'OTAN du type de l'ARCC (le corps de réaction rapide du Commandement allié en Europe, dont le PC est en Allemagne), elle pourrait compter l'équivalent de trois divisions, soit 25 000 à 30 000 hommes, et serait déployée en interposition.

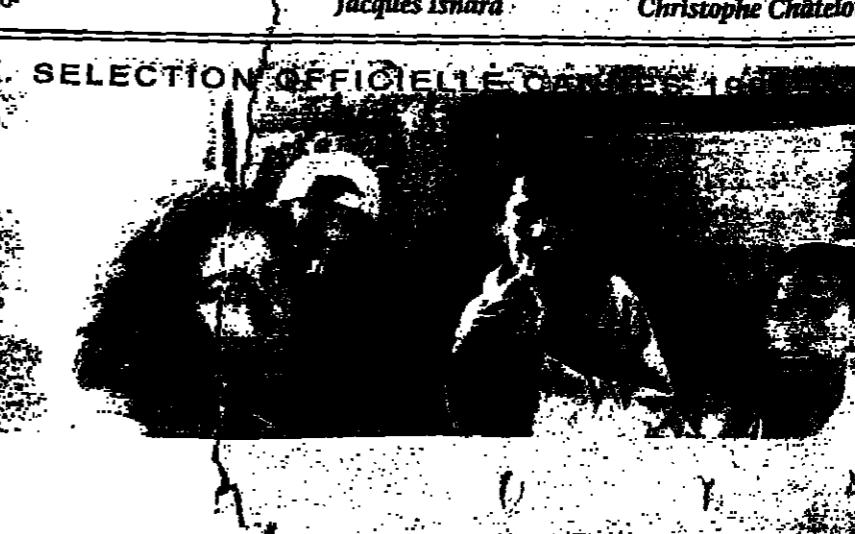
L'OTAN a poussé ses réflexions au-delà, jusqu'à la constitution – sans doute plus problématique et plus aventureuse – à terme –, d'une force dite d'« occupation », qui rassemblerait quelque 100 000 hommes. On est là dans une autre lo-

SORTIE LE 3 FÉVRIER 1999

### LA PETITE MARCHANDE DE ROSES

L'enfance tuée  
des rues de Médiellin

Distribué par STEWARD



## Le secrétaire général de l'ONU est attaqué sur son rôle au Rwanda et face à l'Irak

Confronté aux critiques américaines et belges, Kofi Annan reste serein

Après avoir bénéficié de deux années de démission de la part des gouvernements et de la presse, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan

*du Conseil en tant qu'ambassadeur américain.*

Finira la lune de miel. Comme ses prédecesseurs à la tête de l'ONU, Kofi Annan, élu secrétaire général de l'ONU en 1997, est la cible d'attaques de certains gouvernements et de la presse. En Belgique, où il s'est rendu mercredi 27 janvier, on lui a demandé des explications sur son rôle dans le génocide de 1994 au Rwanda. Aux Etats-Unis, on l'accuse d'avoir « apaisé » Saddam Hussein. Pour le plus grand éditorialiste du *Washington Post*, Kofi Annan est un « traître », parce qu'il a négocié avec le président irakien. A la « une » de l'hebdomadaire de gauche *New York Times*, le diplomate ghanéen a été qualifié d'« homme décent accusé d'actes indécents ». Le *Sunday Telegraph* de Londres a mis en cause sa neutralité, dans un contrat accordé à une société suisse où travaille le fils de M. Annan.

En Belgique, des familles des « casques bleus » tués au Rwanda en 1994 et des familles des victimes tuées du génocide ont demandé une enquête indépendante sur le rôle de l'ONU et en particulier celui de Kofi Annan accusé de porter « une lourde responsabilité » dans l'échec des Nations unies à prévenir le génocide. M. Annan, qui était responsable des opérations de maintien de la paix en 1994, est accusé d'avoir réagi de manière « totalement inadéquate » aux avertissements du général canadien Roméo Dallaire, chargé des forces onusiennes au Rwanda.

Informé de la demande des familles belges, le secrétaire général a accepté l'enquête, « mais nous devons y inclure le rôle du Conseil de sécurité », a-t-il dit dès le lundi 25 janvier lors d'une conférence de presse. Ses proches rappellent qu'à l'époque l'ONU avait demandé une force de 5 000 hommes pour Rwanda, que « le Conseil de sécurité a refusé d'envoyer, voire a décidé de retirer les 500 « casques bleus » déjà sur place ». Visiblement frustrés par les attaques américaines contre leur patron, ils ajoutent : « Madeleine Albright elle-même était assise dans la salle

nan est depuis quelques mois la cible d'accusations à propos de son rôle en tant que responsable des opérations de maintien de la paix au

Rwanda en 1994, ou encore, de son comportement à l'égard de l'Irak. Le diplomate ghanéen se dit disposé à répondre de ses actes.

C'est justement cet argument qui fait rager journaliste américain David Rieff, qui, dans le *New Republic*, accuse Kofi Annan de « ne pas avoir le courage de ses tentatives morales ». « À entendre Kofi Annan il aurait même négocié avec Hitler », a déclaré au *Monde* M. Rieff, ajoutant : « Qu'est-ce qu'un dictateur, un criminel de guerre ou un génocidaire doit faire pour amener le secrétaire général de l'ONU à dire : "Non, je refuse de négocier avec cette personne" ? »

Pour lui, Kofi Annan est « l'incarnation de toutes les contradictions inhérentes aux Nations unies ». Il explique : « Kofi est un fonctionnaire international, qui ne peut pas décider s'il est la voix morale de l'organisation, ou tout simplement le serviteur des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité. Dans ses discours, il est la voix morale, mais quand les choses vont mal, il n'y a pas de place pour un débat sérieux sur le rôle de l'ONU : « Au lieu de lancer un vrai débat sur les échecs en Bosnie ou au Rwanda,

Afsané Bassir Pour

## La Colombie décrète l'« état d'urgence économique et sociale »

Panique et pillages à Armenia après le séisme

Le GOUVERNEMENT colombien a décrété, vendredi 29 janvier, l'état d'urgence économique et sociale pour une durée de trente jours afin de mobiliser les moyens nécessaires à la reconstruction de la région caillère, à l'ouest de la Colombie, sinistrée par le tremblement de terre de lundi.

Le bilan officiel du séisme pour l'ensemble des pays s'élevait, vendredi, à 922 morts. Mais, selon les estimations des secouristes, il devrait s'approcher de 1 500 morts, tandis que le nombre de sans-abris pourrait atteindre 150 000 personnes selon le président Andres Pastrana. Les équipes qui poursuivent les recherches n'ont désormais plus beaucoup d'espérance de trouver des survivants.

GAZ LACRYMOGENES  
Sur place, la situation est critique : 4 500 hommes de troupe sont déployés à Armenia pour assurer le contrôle de la ville colombienne la plus ravagée par le séisme. L'objectif est de tenter de mettre fin aux pillages des magasins par des habitants affamés ou

des voleurs. Malgré cela, les forces n'ont pas pu contenir les assauts de la foule qui ont mis à sac, vendredi, des résidences, des commerces et le siège de la Croix-Rouge sur place. Elles ont fait usage de gaz lacrymogènes pour repousser la foule qui pillait les stocks de vivres avant de tenter de distribuer ces mêmes marchandises volées aux plus nécessiteux. Plusieurs personnes ont été blessées au cours de ces incidents et quelque 120 pillards ont été arrêtés.

Les pillards affirment être des victimes du tremblement de terre et se plaignent d'être les laissés-pour-compte de l'aide qui se met progressivement en place. Le ministre de l'intérieur, Nestor Martinez, a contesté cette version, soulignant qu'il s'agit en réalité d'habitants de communes voisines venus profiter de la situation.

Pour le chef de l'Etat, qui est toujours sur place pour superviser l'organisation des secours, la situation est sous contrôle et les pillages ne constituent plus que des cas isolés. — (AFP)

## Club Méditerranée

LE CLUB MEDITERRANEE À NOUVEAU BÉNÉFICIAIRE : 171 MF DE RÉSULTAT NET - PROGRESSION DE 33 % DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION

La dynamique de transformation du Club Méditerranée est largement engagée et s'est accélérée depuis l'été 1998. Notre nouvelle politique marketing appliquée en France et dans certains pays d'Europe, liée à une meilleure accessibilité de nos villages sur le plan des prix et de la distribution, a été un succès. Nous lançons aujourd'hui un plan de modernisation des ressources humaines qui a pour objectif d'améliorer l'efficacité globale des hommes et de l'organisation.

Je suis plus que jamais confiant dans l'avenir du Club Méditerranée et notamment dans la réalisation de notre objectif de 700/750 MF de résultat d'exploitation en l'an 2000.

1999 devrait donc marquer à nouveau une progression des résultats, avec l'extension de notre politique sur nos principaux marchés, malgré les effets de la crise asiatique et la réduction provisoire de notre capacité au premier semestre liée à notre politique de renouvellement.

a déclaré Philippe Bourguignon

### EXÉCUTION DU PLAN CONFORME AUX PRÉVISIONS

Le résultat net part du Groupe pour l'exercice 1998 (1<sup>er</sup> novembre 1997, 31 octobre 1998) s'établit à 171 MF (26 Millions d'Euros) et le résultat d'exploitation à 380 MF (58,7 Millions d'Euros) progresse de 33 % par rapport à l'année précédente (291 MF retraité des éléments non récurrents).

Le Club Méditerranée renoue ainsi avec les bénéfices. Ces résultats sont encourageants comme à témoigner la progression des journées hôtelières vendues (+ 7,7 %) et celle du taux d'occupation (72,3 % contre 69,1 % l'année précédente), soit 3,2 points. Ils enregistrent les premiers effets positifs des mesures mises en œuvre durant la saison de l'été dernier. Fort de ses premiers succès, le Club Méditerranée poursuit l'exécution de son plan stratégique conformément au calendrier prévu.

1. Refondation de la marque : améliorer l'image et redevenir inimitable. Le Club Méditerranée a bâti une politique de communication harmonisée à l'échelle de la planète. La nouvelle campagne mondiale du Club, aujourd'hui développée dans les principaux pays européens de vente du Groupe, sera généralisée à d'autres pays. Elle sera renforcée par une politique événementielle : lancements des nouvelles brochures, événements sportifs, développement des forums en village et partenariats ; et par la mise en place d'un programme de fidélisation.

2. Renantage du produit, du marketing et de la distribution : agir vite et fort.

Le Club Méditerranée a recentré son offre produit sur le milieu de gamme et clarifié sa segmentation (du village de cases au 4 Trident). Les rénovations se poursuivent dans les villages : à ce jour, 17 villages ont déjà été rénovés, 9 sont en cours de rénovation et plus de 40 sont programmés jusqu'à fin 2000. Le Club a également recentré et rationalisé sa distribution, en se concentrant sur les marchés stratégiques (numéro Azur en France, accord avec Dertour en Allemagne, avec Neckermann en Belgique...), tout en fermant quelques bureaux commerciaux dans des pays moins prioritaires. Nous avons cette année amélioré notre produit : diversité d'activités sportives et qualité des spectacles accueillis.

3. Renouvellement par une politique de prix juste : améliorer les volumes.

Le Club Méditerranée a commencé à mettre en œuvre une politique de prix juste et une grille de prix simplifiée dans certains pays d'Europe : baisses des prix en fonction des périodes et des villages, réduction des promotions et prix transports plus compétitifs. Le Club a également débuté l'allongement de la durée d'ouverture de certains villages. Cette politique sera progressivement généralisée et étendue à d'autres secteurs, notamment dans la zone Amérique du Nord.

4. Rationalisation de la gestion et de l'organisation : délivrer un produit rentable.

La rationalisation a déjà été mise en œuvre dans certains domaines : aux USA, regroupement de toutes les fonctions marketing/opérations/finance à Miami, la centrale de réservations téléphonique restant à Scottsdale, Arizona (passage de 5 à 2 sites) ; mise en place d'une plate-forme de réservation téléphonique européenne unique dotée d'une technologie de pointe (passage de 7 à 1 site) ; réorganisation des modes opératoires des villages. Ce sont les premiers résultats du plan de reengineering complet de l'entreprise qui va se poursuivre. Parallèlement, la mise en œuvre du plan de restructurement de 1996 se poursuit. A ce jour, 8 villages ont été cédés ou fermés en plus de la sortie de City Club à Vienne et de la cession de Club Med One.

### LE FUTUR

\* Modernisation des Ressources Humaines

Le Club Méditerranée engage, en concertation avec les partenaires sociaux, un plan global d'adaptation et de modernisation des Ressources Humaines. Dès 1999, il sera proposé à une centaine de salariés du siège de plus de 52 ans de partir volontairement à des conditions financières attractives. 70 % des postes libérés seront réaffectés, pour partie en interne et pour partie en externe. Ces mesures permettront donc de favoriser la mobilité interne, appuyée par une politique de formation volontariste et le recrutement d'expertises nouvelles, qui font défaut au Club dans certains domaines. De plus, une politique de rémunération de la performance individuelle va être mise en place en 1999 au siège. Elle sera associée à la négociation sur l'aménagement et la réduction du temps de travail, conformément à la législation sur les 35 heures, mise en œuvre selon la spécificité du secteur d'activité du Groupe, dès janvier 2000.

### \* Développement

Pour faire face à l'augmentation des volumes qui devraient encore s'accroître, le Club Méditerranée doit également développer sa capacité d'accueil. Le Club va donc consolider ses positions en Europe/Afrique par l'ouverture de nouveaux villages à Méribel, Serre Chevalier, Djebba en Tunisie et Tabia en Egypte. De plus, le développement des zones insuffisamment couvertes est engagé, et notamment Kobira au Japon, Holguin à Cuba et Punta Cana en République Dominicaine.

### \* Redéploiement

Le Club Méditerranée va également développer son activité circuit grâce à « Club Med Découverte » (pour la saison été 99, 58 circuits, contre 39 en 97). Le Club Méditerranée a l'ambition de devenir un TO généralisé. Enfin, en l'an 2000, le Club redéployera son activité dans le secteur plus large des loisirs et de la détente, avec l'ouverture au printemps d'une première unité à Paris.

### DONNÉES CHIFFRÉES

	1996/97	1997/98
Nombre de clients	1 474 000	1 547 400
J.H. vendues	9 801 700	10 554 400
Coefficient d'occupation	69,1 %	72,3 %
(en millions)	Francs	Euros
Chiffre d'affaires	8 226	8 384
Résultat d'exploitation	(104)	386
Résultat financier	(163)	(161)
Résultat des sociétés	16	(1)
mises en équivalence		
Résultat exceptionnel	(942)	24
Impôt	(45)	(23)
Survaleurs	(55)	(50)
Intérêts minoritaires	(2)	(3,5)
Résultat Net part du Groupe	(1 294)	171
Capacité d'autofinancement	(750)	696
Investissements	457	627
Endettement financier	2 065	1 764
Situation nette totale	2 475	2 953
	450,2	

## La Suède va indemniser les victimes de la stérilisation forcée

STOCKHOLM  
de notre correspondant

Un an et demi après sa formation, une commission chargée de faire la lumière sur la stérilisation de près de 63 000 Suédois entre 1935 et 1975 a rendu son premier rapport, mardi 26 janvier. Comme prévu, il n'évoque que l'indemnisation des victimes, les aspects historiques et sociaux de cette pratique devant faire l'objet d'un second document à l'été 1999. Ce n'est qu'en 1997 que le royaume prit conscience de l'ampleur et de l'atrocité de ce programme de stérilisation, pourtant rendu légitime par deux lois (en 1934 et 1941).

Si l'eugénisme fut des émules dans d'autres pays avant la seconde guerre mondiale, il fut par la suite associé, en Suède, au bien-être prononcé par la sociale-démocratie au pouvoir. Sous prétexte de vouloir édifier une « société meilleure », ont expliqué des historiens, il convenait de réduire les dépenses sociales en faveur de ceux dont on pensait qu'ils ne pourraient, seuls, subvenir aux besoins d'enfants.

D'où la stérilisation de nombreuses femmes (95 % des cas) jugées, souvent de façon arbitraire, impropre à enfanter : parce qu'elles avaient des problèmes de santé, des difficultés à l'école ou des mœurs « dissolues » (*Le Monde* du 27 juillet 1997).

Nommée par le gouvernement social-démocrate, la commission a recommandé, dans son rapport, d'indemniser les victimes à hauteur de 175 000 couronnes (18 674 euros). Pour y avoir droit, il faudra répondre à certains critères, parmi lesquels : prouver avoir été stérilisée contre sa volonté.

Antoine Jacob

## Le président angolais assume les pleins pouvoirs contre la rébellion

**LUANDA.** Le président angolais, José Eduardo Dos Santos a décidé, vendredi 29 janvier, d'assumer pleinement les pouvoirs de chef de l'Etat, de chef du gouvernement et de commandant en chef de l'armée que lui confère la Constitution pour mieux combattre la rébellion de Jonas Savimbi. Dans un message adressé au Parlement, M. Dos Santos a annoncé la suppression du poste de premier ministre pendant une « période exceptionnelle », qui durera jusqu'au rétablissement complet de la normalité constitutionnelle, c'est-à-dire une victoire définitive sur Jonas Savimbi. M. Dos Santos entend ainsi exercer une gestion directe de la crise militaire provoquée par la reprise de la guerre civile. Il a cependant exclu, comme « inadéquat », le recours à l'état d'urgence « qui peut mettre en jeu les droits civils fondamentaux des citoyens et la démocratie ». - (AFP)

## Sept Européens seraient aux mains des rebelles au Congo-Brazzaville

**PARIS.** Les sept Européens – cinq Français, un Allemand et un Danois – qui avaient été portés disparus lundi dans le sud-ouest du Congo-Brazzaville sont aux mains des rebelles et devraient être libérés samedi 30 janvier, écrit ce même jour le quotidien français *Libération*. Les sept employés de la société Socobois « sont avec nous depuis mercredi », a déclaré le commandant rebelle Paul Moulier, joignant au téléphone satellite par le journal. Les sept Européens auraient filé à pied la ville de Dilis, lors d'une attaque des rebelles, et auraient été « récupérés » par ces derniers deux jours plus tard.

## Moscou réclame le limogeage du chef de l'Unscom en Irak

**NEW YORK.** La Russie a officiellement demandé le limogeage immédiat de Richard Butler, le chef de la Commission spéciale des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak (Unscom). Cette demande a été formulée dans une lettre adressée, vendredi 29 janvier, par le ministre des affaires étrangères russe, Igor Ivanov, au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Par ailleurs, une première séance de discussions a réuni, vendredi, à Londres, des opposants irakiens et le représentant spécial des Etats-Unis pour la « transition en Irak », Frank Ricciardone, qui a été nommé la semaine dernière. M. Ricciardone a indiqué qu'il n'était pas question pour l'administration américaine de renverser directement Saddam Hussein mais d'offrir une assistance aux groupes qui veulent mettre fin à son régime. A ce stade, sept mouvements de l'opposition irakienne ont été sélectionnés pour bénéficier des 97 millions de dollars (84,3 millions d'euros) d'aide prévue par l'Irak Liberation Act, loi votée en 1998 par le Congrès des Etats-Unis. M. Ricciardone a refusé de commenter les aspects militaires de cette aide mais a indiqué qu'il serait assisté d'un conseiller militaire au cours de sa mission. - (AFP)

### DÉPÉCHES

■ **IRAN :** le ministre iranien des affaires étrangères, Kamal Kharrazi, effectuera, mardi 2 et mercredi 3 février, une visite à Paris pour des entretiens avec son homologue français, Hubert Vedrine, et le président Jacques Chirac. Cette visite devrait préparer celle que le président Mohamad Khatami doit effectuer en France, en principe en avril.

■ **ISRAËL/CHYPRE :** la justice chypriote a retiré, vendredi 29 janvier, l'accusation d'espionnage contre deux agents du Mossad israélien, qui, en contrepartie, ont reconnu avoir été en possession de matériel illégal et s'être approchés d'une zone interdite. Ce compromis est le fruit d'un accord entre la défense et l'accusation, après une visite secrète à Chypre du procureur général israélien, Eliahu Rubinstein, qui avait rencontré le procureur général de l'île pour lui expliquer que les deux Israéliens arrêtés ne se livraient pas à des activités d'espionnage contre Chypre. - (AFP)

■ **RUSSIE :** le porte-parole de Boris Eltsine, qui avait annoncé mercredi que le président russe resterait jusqu'à la fin de la semaine à l'hôpital central de Moscou, n'est pas en mesure d'indiquer quand il pourra le quitter, a rapporté, vendredi 29 janvier, l'agence Itar-Tass. M. Eltsine a été hospitalisé d'urgence le 17 janvier pour un « ulcère aigu ». - (Reuters)

■ **Environ 300 000 enseignants ont observé la grève**, à travers la Russie, le mouvement de grève nationale lancé pour protester contre les salaires impayés, a indiqué, vendredi 29 janvier, le syndicat de l'éducation. Certains enseignants ont débrayé trois heures, d'autres ont cessé le travail pendant plusieurs jours, selon les régions, précise le syndicat. Les arrérés de salaires, que le gouvernement s'était engagé à combler, atteignent quatre mois en moyenne, et jusqu'à dix-huit mois dans certaines régions sibériennes. - (AFP)

■ **CHINE :** la police de Shenzhen, « zone économique spéciale » jouxtant Hongkong, a découvert, vendredi 29 janvier, une bombe dans une arrière animée du centre de la ville et l'a fait exploser sous contrôle, ont rapporté la police et des témoins. On ne signale aucun blessé. Il s'agit du second attentat à la bombe depuis le début de la semaine, et du dernier en date d'une série qui a endeuillé le pays depuis le début de l'année. - (Reuters)

■ **Deux séparatistes musulmans ont été récemment condamnés à mort** pour fabrication d'explosifs dans la région autonome du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine, a rapporté, jeudi 28 janvier, Amnesty International. Les deux hommes faisaient partie d'un groupe de 12 Ouïghours, l'éthnie majoritaire au Xinjiang, poursuivis devant le tribunal à Korgas (Huo'erqusi en chinois), une petite ville frontalière du Kazakhstan, selon l'organisation de défense des droits de l'homme. - (AFP)

## Le Conseil de l'Europe demande un moratoire sur les greffes animales chez l'homme

**STRASBOURG.** Les membres du Conseil de l'Europe ont demandé, vendredi 29 janvier, un moratoire sur la technique dite de « xénotransplantation », qui consiste à greffer des cellules, tissus ou organes d'origine animale sur des organismes humains. Dans une recommandation adoptée à l'unanimité, le Conseil de l'Europe estime que « la xénotransplantation pose d'importants problèmes scientifiques, médicaux, éthiques, sociaux et juridiques qui doivent être résolus avant que des essais cliniques puissent être envisagés ». Expliquant que « les rétrovirus et les prions d'origine animale transmis par des xénogreffes [organes animaux greffés] peuvent provoquer des maladies qui, si elles se propagent à d'autres individus, risquent de causer des pandémies majeures », le Conseil de l'Europe recommande que « soit décret rapidement dans tous les Etats membres un moratoire juridiquement contraignant sur tous les essais cliniques de xénotransplantation ». Un rapport effectué sur le sujet par la commission de la science et de la technologie du Conseil avait préconisé l'adoption d'un tel moratoire (Le Monde du 22 janvier).

## L'ONU et les indépendantistes s'inquiètent d'un retrait indonésien précipité de Timor-Oriental

### Le leader emprisonné de la guérilla réclame un désarmement

Après l'annonce, mercredi, que Djakarta pourrait rapidement se retirer de Timor-Oriental occupé par les Indonésiens depuis vingt-quatre ans, l'ONU et

des leaders indépendantistes timorais se sont inquiétés, vendredi 29 janvier, du risque de conflit qui pourrait provoquer un départ non préparé. Le

leader indépendantiste emprisonné Xanana Gusmao, qui doit être placé en résidence surveillée, a réclamé plus de temps et un désarmement.

Budiman. « Ils ne seront pas riches, le travail sera peut-être dur, mais ils pourront y parvenir », estime-t-il. Le territoire est pauvre, ses ressources limitées et la prospection pétrolière et gazière, entreprise par des Australiens et des Indonésiens, n'a pas encore donné de résultats. En raison de la proximité de l'Australie, l'exploitation d'un fort potentiel touristique est prometteur, mais dans un délai de plusieurs années. La diaspora timoraise est d'un maigre recours et le territoire souffre, avant tout, d'un manque cruel de cadres autochtones.

« S'ils mettent en place un cadre juridique solide, s'ils entretiennent la stabilité politique, ils pourront attirer de nombreux intérêts étrangers, taïwanais, sud-coréens, australiens. Mais ils devront s'appuyer sur une aide étrangère pendant pas mal de temps », a également déclaré Budiman. Mais « l'infrastructure politique n'est pas prête pour l'indépendance », rétorque le politologue indonésien Mohammed Hakim. Une phase de transition s'impose donc dans le cadre d'une coopération avec Djakarta et d'une assistance internationale, laquelle devra s'étaler sur plusieurs années.

Jean-Claude Pomonti

## L'Antarctique, continent gelé et menacé, cherche gouvernement

### BASE SCOTT (Antarctique) de notre envoyé spécial

Il ne faut pas de passeport pour aller en Antarctique, pas même de fiches d'immigration en quittant Christchurch, l'une des principales portes d'accès à l'Antarctique. Et bien que quelques drapeaux flottent ici et là devant les bases scientifiques, aucune souveraineté ne s'exerce sur l'immense continent blanc.

La première réunion politique « ministérielle sur la glace » jamais organisée en Antarctique s'est achevée, jeudi 28 janvier, à Scott Base, base néo-zélandaise en mer de Ross. La Nouvelle-Zélande souhaitait « sensibiliser la classe politique aux problèmes de ce continent, le dernier que l'homme n'aît pas encore sauvé ». Vingt-quatre pays, dont la France, y ont participé. Mais au terme de cinq jours de rencontres informelles, il fallut de laborieuses négociations pour aboutir à un communiqué minimaliste, signé des tensions au sein de ce forum. En 1959, sept pays, dont la France, avaient mis entre parenthèses, mais pas abandonné, leurs revendications territoriales sur diverses « tranches » du continent au profit du principe d'un domaine « dédié à la paix et à la science » énoncé dans le traité de l'Antarctique (1961).

Le continent, gelé à 98 %, détient une mine d'informations essentielles à une meilleure connaissance de notre planète, son histoire et

son climat. Les scientifiques sont convaincus que la préservation de l'Antarctique est vitale pour l'humanité. Mais le tourisme s'y développe rapidement, en particulier à partir d'anciens brise-glace soviétiques. « Hier, nous avons eu la visite du Kapitan-Kleibnikov. Quand nous sommes partis en mer, peu après leur amarrage, nous sommes tombés sur leurs déchets », déplore le chercheur français Jean-Claude Hurreau, à Terra Nova Bay.

### PÊCHE ILLÉGALE

Que faire ? A qui de faire appliquer le protocole de Madrid (1991) dans cette situation, ou la convention sur le respect des écosystèmes en matière de ressources marines (CCAMLR, prononcé Camilar) quand il s'agit de pêche illégale ? Des dizaines de braconniers semi-industrielles, en particulier espagnols, latino-américains, japonais et norvégiens, continuent de remplir leurs filets de poisson rares et menacés. Tous le monde le déplore mais les priorités varient. L'Europe, dit-on, préfère que les braconniers soient dans le Grand Sud que dans le Nord ; le Japon, très demandeur du poisson « interdit », évite le sujet. Frustrées par la lenteur des discussions, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont signé, mercredi 26 janvier, un accord de coopération sur les affaires antarctiques et ont indiqué leur intention d'appeler une rencontre ministé

rielle si la réunion exceptionnelle de la CCAMLR en avril ne prenait pas les décisions nécessaires à enrayer ce trafic illégal et menaçant pour l'écosystème antarctique.

Le problème de la pêche pourrait se répéter dans d'autres secteurs. Dans les années 80, certains pays asiatiques commençaient à réclamer leur « part du gâteau » alors qu'ils montaient des projets miniers. Le protocole de Madrid a imposé un moratoire de cinquante ans sur toute exploitation minière. Mais qui bougera et avec quels moyens lorsqu'un pays se mettra à rechercher une éventuelle matière précieuse ?

Ce sont les inconvénients d'une terre qui n'appartient à personne, régie par trois textes (traité de l'Antarctique, protocole de Madrid et CCAMLR) qui forment un ensemble bancal. Petit à petit et sans encore avoir été formulée germe l'idée d'une souveraineté internationale. Il est impossible de reprendre les anciennes revendications territoriales d'avant 1959 ; certaines se recoupent et les Etats-Unis, aujourd'hui principal intervenant en Antarctique, ne font pas partie des sept pays « possesseurs ». L'Antarctique ne serait donc plus décupé mais bien géré par un nouveau genre de gouvernement international. Reste à le concevoir.

Florence de Changy

## La préparation de l'élection présidentielle algérienne s'accélère

### Les principaux candidats devraient présenter leurs programmes dans le courant de la semaine

A DEUX MOIS ET DEMI de l'élection présidentielle, les candidats se bousculent pour succéder au président Zeroual, qui écoute de deux à six mois son mandat de cinq ans. Ils étaient quatre en 1995 lors du scrutin précédent. Ils sont près d'une trentaine à ce jour. Et la liste n'est pas close.

A épulocher les noms des postulants, c'est un demi-siècle d'histoire de l'Algérie qui défile. Avec Belaïd Abdessalam, soixante-douze ans, membre du comité central du Parti du peuple algérien (PPA) au début des années 50, c'est l'Algérie d'avant l'indépendance qui est au rendez-vous. Elle le sera encore si le PPA, soixante-douze ans – l'un des derniers fondateurs du FLN encore en vie –, choisit finalement de se présenter. Le président Zeroual. Pour ne pas soutenir la candidature de M. Boudéfia, le PPA, dont le secrétaire général est M. Djebaili, vient de claquer la porte au lendemain de l'annonce par son secrétaire général qu'il était aux côtés de M. Boudéfia.

SILENCE OFFICIEL

Jusqu'ici, toutes ces candidatures restent virtuelles. Aucun prétendant à la succession du chef de l'Etat n'a encore déposé de dossier auprès du Conseil constitutionnel pour officialiser sa démarche. Toutefois, aucun des « poids lourds » de la compétition n'a publié de profession de foi, tracé les grandes lignes d'un quelconque programme électoral, ou répondu aux questions de la presse algérienne. Chacun avance masqué et se tait, retardant le plus longtemps possible l'heure de sa dévoilement.

Le silence officiel, paradoxalement, n'a pas empêché les responsables de certains partis de prendre les devants et de se prononcer en faveur de M. Boudéfia. Mal leur en

a pris : les voici accusés par une partie de leurs troupes de soutenir « sur ordre » celui qui est présenté, à tort ou à raison, comme « le candidat du pouvoir ».

La fronde touche l'ancien parti unique, le Front de libération nationale (FLN), dont nombre de cellules, opposées à la direction, sont acquises à Mouloud Hamrouche et font campagne en sa faveur. Elle touche aussi le mouvement islamiste Nahdah (Renaissance), dont le fondateur, Abdallah Djebabla, vient de clamer la porte au lendemain de l'annonce par son secrétaire général qu'il était aux côtés de M. Boudéfia. M. Djebabla a l'intention de se présenter à la présidentielle sous les couleurs d'un nouveau parti, créé vendredi 29 janvier, le Mouvement de la réforme nationale.

La fronde touche surtout la première formation politique officielle du pays, le Rassemblement national démocratique (RND), un parti créé pour appuyer l'action du président Zeroual. Pour ne pas soutenir la candidature de M. Boudéfia, le secrétaire général du RND, Tahar Benbabbache, a été évincé il y a quelques jours et remplacé par Ahmed Ouyahia, l'ancien premier ministre. Mais M. Benbabbache ne s'avoue pas vaincu et entend réunir un congrès les 4 et 5 février « afin de choisir un candidat ». L'homme du

compromis pourrait être un autre ancien premier ministre, Mokdad Sifi.

La semaine qui commence devrait donc permettre d'y voir plus clair. Outre le RND et le FFS, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), un parti à dominante kabyle, décidera s'il présente ou non un candidat. Dans l'affirmative, ce devrait être son président, Said Sad, qui avait déjà affronté Lamine Zeroual en 1995.

Surtout, dans les prochains jours, quelques-uns des témoins de cette élection confirmeront officiellement leur candidature et lanceront quelques indications sur leur programme. Il est temps. Les manœuvres d'appareils qui ont marqué jusqu'ici le prochain scrutin, prévu pour la mi-avril (les dates du 15 ou du 16 avril sont les plus fréquemment citées), ne sont pas de nature à reconquérir les Algériens avec la politique. L'opinion publique, à en croire la presse, se désintéresse de l'élection. Pourtant, selon un sondage réalisé par l'Institut national d'études et de stratégie globale (Inseg) – un organisme officiel –, jeudi par le quotidien *El Hayat*, Said Zeroual arriverait en tête du scrutin, suivi de M. Att-Ahmed (au cas où il serait candidat) et de M. Boudéfia.

Jean-Pierre Tugut

l'ambassadeur  
s'inquiète de l'ac  
cipité de Timor

CULTURE  
(Publicis)

LE MONDE / DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999 / 4  
LE MONDE / DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999 / 5

# dolce vita

FRUITFUL



**www.vespa.com est un e-business IBM**

Si vous n'allez pas chez les concessionnaires Vespa, les concessionnaires Vespa viendront à vous, grâce aux serveurs Web IBM.

IBM

Dolce Vita

## **FRANCE**

LE MONDE / DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999

SOCIAL

**SOCIAL** Le 46<sup>e</sup> congrès de la CGT, réuni à Strasbourg du 31 janvier au 5 février, doit être celui d'un triple changement de la première centrale syndicale française : passage

a un syndicalisme de propositions, engagement dans l'Europe, transmission du secrétariat général de Louis Viannet à Bernard Thibault. ● CES ÉVOLUTIONS vont nourrir de

virs débats au sein d'une confédération qui a pris ses distances avec le PCF, mais qui demeure et, même, devient plus encore le champ d'engagement principal de nombreux

communistes de toutes tendances, des modernistes aux conservateurs, auxquels s'ajoutent plusieurs courants de l'extrême gauche. ● LOUIS VIANNET et Ber-

nard Thibault ont multiplié, ces derniers mois, les déclarations annonciatrices de changements, parfois atténuées ou corrigées par la suite (vire page 7).

**La CGT propose à sa « base » un syndicalisme positif et européen**

Le millier de délégués réunis à Strasbourg pour le 46<sup>e</sup> congrès confédéral va débattre, pendant cinq jours, du renouvellement des pratiques, de l'« épreuve de vérité » des 35 heures, de l'unité d'action avec la CFDT et des moyens de résorber les « déserts syndicaux »

« QUI A PEUR de la négociation ? », annonce la jeune femme, habillée en tailleur, une main derrière l'oreille. L'affiche du 46<sup>e</sup> congrès de la CGT, qui débute dimanche 31 janvier et siégera jusqu'au 5 février, à Strasbourg, annonce la couleur. « Etre CGT aujourd'hui, c'est agir et innover », complète le slogan retenu pour l'événement. La CGT veut faire savoir qu'elle « bouge ». Sa direction a choisi de passer du « tout-contestataire » à « un syndicalisme de revendications et de propositions ». Le logo du congrès – une boule jaune, sur fond bleu, avec un arrondi d'étoile rappelant le drapeau de l'Union européenne –, tout comme le lieu choisi, Strasbourg, soulignent l'autre enjeu majeur du congrès : le tournant européen de la CGT, qui a demandé son adhésion à la Confédération européenne des syndicats (CES).

Bernard Thibault, qui devait faire, dimanche, le rapport d'ouverture, s'attend à « des débats vifs ». Il risque de ne pas être démenti. L'importance et la nature des thèmes abordés pendant le congrès - la mise en place des 35 heures dans les entreprises, le développement d'un syndicalisme rassemblé, qui se traduit par un duo inhabituel avec la CFDT - nourrissent des inquiétudes et sus- faible syndicalisation » et la « division syndicale » sont « autant handicaps qui permettent au patronat, aujourd'hui, de nous amener des négociations plutôt sur ses demandes que sur celles des salariés ». Avec 654 000 adhérents (508 000 actifs et 146 000 retraités) à la fin de l'exercice 1997, la CGT regagne pour la première fois de nombreux adhérents depuis le creux atteint en 1991, avec 636 670 adhérents. Elle reste bien implantée parmi

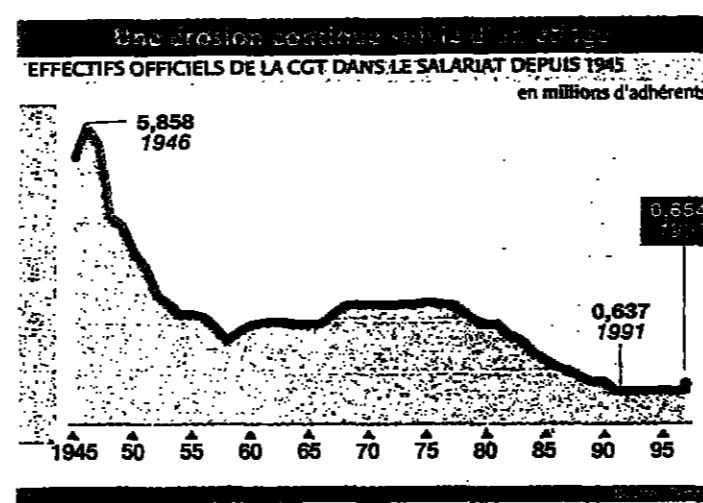
#### **Une demande d'adhésion rejetée à deux reprises**

- La Confédération européenne des syndicats (CES) est née en 1973, au lendemain du premier élargissement de l'Union européenne. Rassemblant, à l'origine, des organisations syndicales des pays membres de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ou du Conseil de l'Europe (tels que Malte, Chypre ou la Turquie), elle s'est élargie, en 1995, à certains pays d'Europe centrale et orientale (Bulgarie, République tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie et Slovaquie). Elle regroupe 65 confédérations de 28 pays d'Europe. Cinq autres pays ont le statut d'observateur (Croatie, Estonie, Lettonie, Lituanie et Slovénie).
- Dirigée par un secrétariat de sept membres, la CES réunit un congrès tous les quatre ans. Un comité de direction de quinze membres se réunit huit fois par an, tandis que le comité exécutif, au sein duquel tous les membres affiliés disposent d'au moins un siège, tient quatre réunions par an. L'exécutif, présidé par l'Autrichien Fritz Verzetsnitsch, avec comme secrétaire général Emilio Gabaglio (CISL, Italie) et comme secrétaire général adjoint

Jean Lapeyre (CFDT), est le seul organe décisionnel entre deux congrès. Les organisations nationales interprofessionnelles adhèrent directement à la CES.

● En France, FO, la CFDT et la CFTC sont membres de la CES. La CGT a, par deux fois, en 1975 et en 1979, présenté une demande d'adhésion, rejetée au motif que la centrale était membre de la Fédération syndicale mondiale (FSM), l'ex-Internationale syndicale communiste. Au cours de son 45<sup>e</sup> congrès, en décembre 1995, la CGT a voté sa « désaffiliation » de la FSM. L'adhésion de la CGT à la CES sera soumise au comité exécutif de cette dernière en mars ; elle doit y recueillir les deux tiers des suffrages pour être acceptée. La CGT devrait faire son entrée à la CES lors du 9<sup>e</sup> congrès de la confédération européenne, à Bruxelles, le 26 mai au 2 juillet.

ICI, on s'inquiète. Là, on tire des sonnettes d'alarme. Là encore, on compte les coups de semonce. Qu'arrive-t-il, par exemple, à ce syndicat PTT du Finistère qui a rejeté, à 100 % des voix, le document d'orientation pour le 46e congrès de la CGT rédigé sous la houlette de Bernard Thibault ? Comment analyser ce vote de l'union départementale de Lot-et-Garonne qui a refusé, devant Lydia Brovelli, membre de la direction confédérale, descendue exprès de Paris, de biffer de ses statuts la référence à la « suppression du capitalisme » ? Comment interpréter les mouvements de mauvaise humeur qui secouent la fédération de l'énergie où, à la suite de la signature de l'accord 35 heures à EDF-GDF, de sections entières comme Paris-Autore (ex-Paris-Est), Nanterre ou Toulouse ont entamé une grève



**Des instances dirigeantes profondément rajeunies et féminisées**

**RAJEUNISSEMENT** et féminisation à tous les étages : du sommet à la base, de Bernard Thibault, âgé de quarante ans, candidat désigné pour devenir le futur secrétaire général, aux 1 060 délégués présents à Strasbourg, la CGT s'est lancée dans une vaste opération de renouvellement et de rotation de ses responsables. La centrale souhaite s'appuyer sur de nouvelles couches de militants.

Si aucune radiographie aussi précise n'est disponible pour les délégués qui viennent d'être désignés, la CGT a décidé, toutefois, de poursuivre et d'amplifier le mouvement commençé en 1995. Ainsi, pour 80 % des militants présents à Strasbourg, il s'agira de leur premier congrès confédéral. Près d'un tiers sont des femmes, 10 % ont moins de trente ans, et 10 % sont des ingénieurs et des cadres, ces chiffres pouvant se recouper. Pour préparer le congrès, le comité confédéral national, le « parlement » de la centrale, avait envoyé aux instances de base un profil type de délégué : plutôt jeune, plutôt féminin, ayant récemment adhéré. Les fédérations et les unions départementales ont joué le jeu, de plus ou moins bonne grâce, ces consignes n'étant qu'indicatives.

La commission exécutive, composée de 86 membres depuis le précédent congrès, devrait aussi être largement remaniée. Sur les 180 candidatures présentées, le comité confédéral national a retenu, le 8 décembre 1998, une liste de 86 noms, qui sera soumise au vote du congrès. L'affiliation à la CGT est obligatoire.

- 25 femmes et 16 hommes -, la commission exécutive sera presque renouvelée de moitié (48 %). La CGT a aussi choisi d'observer une stricte parité (43 hommes et 43 femmes) : 3 candidats ont moins de quarante ans, deux plus de cinquante-cinq ans ; 46 sont issus du privé, soit 53 % de la future commission, 28 de la fonction publique (33 %) et 12 du secteur public nationalisé (14 %). La liste proposée comporte 22 ouvriers et 23 employés, soit 53 %, 7 techniciens et agents de maîtrise (22 %), 12 cadres, 3 ingénieurs, 2 enseignants et 1 arbitre.

1-2-1

*taliste», disparus des statuts de la CGT lors de son précédent congrès, en décembre 1995. Farouchement opposés à toute forme de rapprochement avec la «CFDT-Notat», ses partisans fustigent avec autant d'ardeur la prochaine adhésion de leur centrale à la Confédération européenne des syndicats (CES), «véritable support de la politique de Maastricht-Amsterdam».*

S'ils ne revendiquent « aucun rapport de force quantifié » au sein de la CGT, leur influence semble pourtant dépasser largement le noyau dur qui s'était constitué, en juin 1995, autour de Roger Nadaud, ancien secrétaire de la fédération de la santé, de 1967 à 1989, et collaborateur du secteur de la protection sociale, à la confédération, de 1993 à 1997. « A cette époque-là, ils ne se doutaient pas que j'animaïs le collectif », raconte le contestataire, démis de ses fonctions, le 3 décembre 1997, pour les « activités fractionnelles de Corri-

Depuis, M. Nadaud se bat au grand jour, au nom de ses camarades restés dans l'ombre par crainte de la « chasse aux sorcières ». « Chaque fois qu'un dirigeant réformiste découvre un militant qui n'est plus dans la ligne, celui-ci va se faire harceler jusqu'à

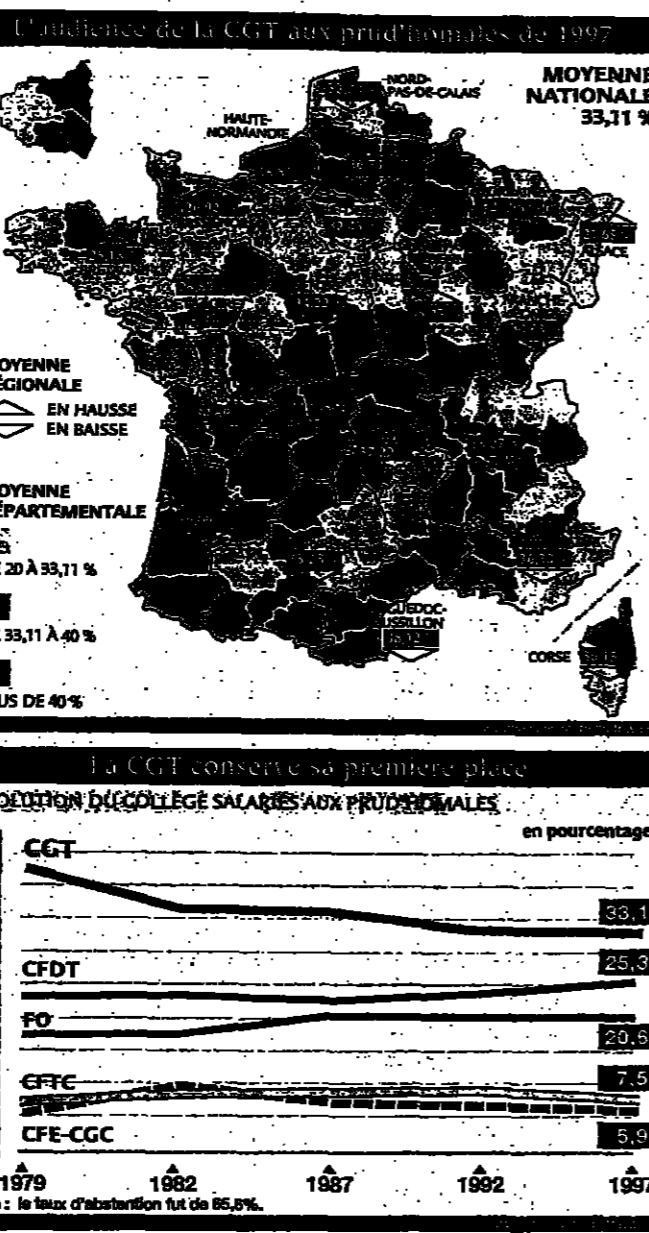
**« La crise du politique provoque un certain report des problèmes dans le syndicalisme, avec des camarades qui veulent régler dans la CGT des problèmes liés à leur propre organisation politique »**

recteur de la revue *Futurs*, qui est l'un des principaux chefs de file des rénovateurs du PCF, insiste pour qu'on se garde des simplifications trop aisées, du type « rénovur-

En fait, toutes les cartes sont brouillées. Il y a effectivement un courant communiste orthodoxe, renforcé depuis peu par un nombre croissant de militants du Parti des travailleurs (trotskistes de la tendance lambertiste) et de

*l'organisation syndicale* ». Pour Continuer la CGT, le syndicalisme de la centrale ouvrière ne peut être que révolutionnaire et inspiré des « valeurs syndicales » telles que

« valeurs fondatrices, telles qu'elles ont été énoncées au congrès de Limoges, en 1895 ».



## De la fermeté affirmée à la souplesse affichée

**LOUIS VIANNET** et son successeur désigné, Bernard Thibault, ont multiplié, depuis 1997, les déclarations amoncelées d'évolutions de la CGT sur plusieurs questions-clés du débat social. Sur d'autres, ils ont confirmé les positions traditionnelles de cette confédération.

● **35 heures.** « A elle seule, la réduction de la durée du travail ne conduit pas automatiquement à des créations d'emplois », estime M. Viannet dans un entretien à *Rouge* (daté 27 novembre 1997). La mesure doit s'insérer dans une dynamique d'ensemble, se protéger contre toutes les dérives comme l'annualisation, les heures supplémentaires qui iraient à contre-courant des créations d'emplois. »

Les craintes du secrétaire général de la CGT se confirment après les accords conclus au cours de l'été 1998 dans la métallurgie et dans le sucre, dont la CGT n'est pas signataire. « L'objectif central du patronat dans les négociations est d'obtenir plus de flexibilité, et, notamment, l'annualisation du temps de travail, la mise en cause d'accès importants et, chaque fois qu'il le pourra, de nouvelles périodes sur les salaires sans le moindre engagement sur l'emploi », déclare-t-il le 25 août.

Interrogé, le 10 novembre, sur le premier accord de branche pour les 35 heures signé par la CGT, dans le textile, M. Viannet souhaite alors que son organisation se retrouve dans d'autres branches en position de signer. « Je souhaite pouvoir dire "oui" souvent », ajoute-t-il, avant de reconnaître que la CGT a longtemps eu « une conception féministe de la

signature d'accords, à considérer qu'elle ne pouvait signer que ce qui correspondait exactement à ses engagements ». ■

M. Thibault affirme, dans un entretien publié en janvier 1999 par le mensuel *Liaisons sociales*, que les militants CGT « sont aussi capables de prendre le style » pour signer des accords avec le patronat. « Les choses ont changé », reconnaît-il. Nous sommes moins rigides que par le passé. En d'autres temps, la CGT aurait sans doute affirmé comment les 35 heures devaient s'appliquer, sans trop tenir compte des disparités de situations. Notre démarche nous permet aujourd'hui de mieux coller à la réalité. »

● **Retraites.** Sur les retraites, la CGT semble prête à une adaptation des régimes par répartition. Dans le cadre de la commission de concertation sur l'avenir des retraites, placée sous l'égide du Commissariat du Plan, certains de ses représentants ont fait savoir que, sachant que le recul de l'âge de la retraite n'est pas la panacée, il faudra trouver des solutions pour assurer la pérennité des régimes par répartition. Faute de quoi, craignent-ils, les plus jeunes se retourneront vers la capitalisation. Cependant, le 28 janvier, les fonctionnaires CGT ont réaffirmé, dans un communiqué commun avec Force ouvrière (FO) et la Fédération syndicale unitaire (FSU), leur refus de tout allongement de la durée de cotisation et de toute réforme du mode de calcul des pensions.

● **Fonds de pension.** Le 10 novembre 1998, M. Viannet déclare, sur Europe 1, que sa confédération « jugera sur pièces » un éventuel projet du gouvernement instituant des fonds de pension publics pour renforcer le système de retraite par répartition. S'il s'agit de « compléter » le système existant, « alors, on regardera », indique-t-il. « Si s'avère, en revanche, que ce système d'épargne risque, d'une façon ou d'une autre, de devenir un choix pour les employeurs entre retraite complémentaire et épargne, ce serait une condamnation pour les syndicats, pour les

comités d'entreprise, pour les salariés eux-mêmes. »

● **Représentativité syndicale.** Après la signature, à EDF-GDF et dans la métallurgie, d'accords de réduction du temps de travail par des organisations minoritaires, M. Viannet fait franchir un nouveau cap à la CGT en prononçant pour « un lien beaucoup plus étroit entre représentativité et audience réelle des organisations, mesurées à l'aune des élections ». ■

● **Privatisations.** « Une nouvelle fois, les privatisations ou l'ouverture du capital, y compris aux salariés concernés, sont largement présentes comme inéfuctables, bénéfiques pour les usagers ou nécessaires au développement ultérieur de leurs activités », déplore M. Thibault, le 5 septembre 1997. C'est un leurre ! Soumettre ces entreprises aux contraintes de rentabilité financière n'imposera la présence de capitaux privés, même minoritaires, dans ces entreprises en contraste aux besoins actuels du pays. » « Nous sommes en désaccord complet et en conflit avec le gouvernement sur les entreprises publiques privatisées, sur France Télécom, Thomson, Air France », ajoute M. Viannet dans *Rouge*. « La politique de privatisation totale ou partielle, sous la pression permanente de Bruxelles, témoigne de la rapidité avec laquelle la situation peut se dégrader, dès lors que les impératifs de profits étouffent les objectifs de service public », déclare M. Vianet, le 25 août 1998. Notons, au passage, que le programme Balladur de privatisations est aujourd'hui pratiquement réalisé. »

● **Droit de grève.** « On ne supprimera pas la fièvre en cassant le thermomètre et on ne supprimera pas les mécontentements en restreignant davantage le droit de grève », prévoit M. Thibault, à la suite du discours de Jacques Chirac, le 4 décembre 1998, à Rennes, évoquant le service minimum.

● **Sans-papiers.** « La régularisation des sans-papiers est plus que jamais sur le devant de la scène, estime M. Vianet, le 25 août 1998. Le dispositif gouvernemental est injustifiable et intenable. »

## Souvenir d'Angleterre à partir de 399 F\*



P&O  
PORTSMOUTH

Cherbourg ou le Havre → Portsmouth

Le départ de Cherbourg ou du Havre est quotidien, tous les jours à 18h30.

Le retour de Portsmouth est quotidien, tous les jours à 10h30.

Le départ de Portsmouth est quotidien, tous les jours à 12h30.

Le retour de Cherbourg ou du Havre est quotidien, tous les jours à 14h30.

0803 000 000

## A la SNCF, front syndical contre les « patrons » de la CGT

**AU SIÈGE** parisien du comité central d'entreprise (CCE) de la SNCF, la cinquantaine d'employés qui étaient en grève, depuis le 14 janvier, pour protester contre leurs salaires « scandaleusement bas » et l'attitude « méprisante et infantilisante » de la direction, ont mis fin à leur mouvement, vendredi 29 janvier, deux jours avant que débute le congrès de la CGT. « Nous continuons la lutte pour la dignité, contre l'injustice, pour nos salaires », écrivent-ils, toutefois, au directeur du CCE. Dans cet organisme géré majoritairement par des élus de la fédération CGT des cheminots, les attaques du personnel contre ces « patrons » qui « refusent tout dialogue avec les organisations syndicales » ne manquent pas de sel. « On fait partie de la même maison, mais la façon dont les élus cheminots se comportent est inadmissible », résume Maurice Provinçon, délégué syndical de la... CGT au CCE.

En 1997, une grève « pour le respect de la dignité des employés » avait déjà opposé le personnel du CCE aux élus de la fédération des cheminots. Deux ans plus tard, les sections CGT et SUD-Rail du comité d'entreprise reprochent à sa direction de privilégier « la vitrine des actions sociales et des belles vacances pour les cheminots » au détriment des salaires de ses employés. « Ici, près de la moitié du personnel gagne moins de 6 000 francs par mois, avec une ancienne moyenne de dix ans », rapporte M. Provinçon.

Dans cette entreprise de 227 salariés, dotée d'un budget de 250 millions de francs (38,10 millions d'euros), les grévistes ont dénoncé l'autoritarisme de la direction, le recours abusif aux contrats à du-

rée déterminée, l'entrave à l'information du personnel et au droit syndical. « En juin 1998, la délégue SUD-Rail a reçu une lettre de licenciement une semaine après son élection », affirme Christian Maheux, secrétaire fédéral de ce syndicat.

Directeur technique du CCE, Michel Tosi ne voit « rien d'intéressant » dans un mouvement qui n'a concerné que « 30 % du personnel au siège ». « La grève s'est organisée dans une logique d'affrontement, pas de négociation, regrette-t-il. Je ne suis pas un catcheur, mais un cadre, qui a un mandat et des actionnaires. Je ne suis pas que les employés sont trop payés, mais la notation sociale de la SNCF ne me permet pas d'aller au-delà d'une prime supplémentaire de vacances de 600 francs par an. » Démentant toute attitude « méprisante » de la direction, M. Tosi déplore, en revanche, les « injures contenues depuis des mois dans les tractes syndicales ». « Ces gens-là ne sont pas mes camarades », précise-t-il. Ils m'ont séquestré pendant une heure dans mon bureau, histoire de jouer aux cheminots. Il y a beaucoup de symbolique dans notre maison, mais, moi, je suis un directeur choisi pour ses compétences, pas un militant syndicaliste. »

Alors que le 46<sup>e</sup> congrès doit voir Bernard Thibault, secrétaire de la fédération des cheminots, prendre la tête de la confédération, le délégué cégétiste au comité d'entreprise fusille le « syndicalisme de salon des cadres CGT » et affirme : « A la CGT, la démocratie et la liberté d'expression, ça s'écrit, mais ça ne se pratique pas. »

A. Ga.

## aux courants contestataires de se structurer

« L'anonymat des militants, ce n'est pas de la "désorganisation", poursuit cet opposant : c'est une précaution pour protéger leur qualité de dirigeants et l'exercice de leurs mandats. Nous, les retraités, on ne craint plus rien. »

Du Pas-de-Calais aux Bouches-du-Rhône, de la Bretagne aux Pyrénées-Atlantiques, Continuer la CGT affirme envoyer 1 400 exemplaires de ses bulletins dans 600 à 800 relais syndicaux à travers le pays. Elle semble trouver un écho favorable au sein de la fédération de la chimie, qui a refusé, lors de son dernier congrès, la modification statutaire de la CGT, abandonnant toute référence à la lutte des classes.

Des militants seraient aussi présents dans les fédérations de la santé et des services sociaux, des chemins de fer, de l'énergie, des PTT, de la métallurgie, à la Française de mécanique, filiale de PSA de Renault à Douai (Pas-de-Calais), à la fédération des mineurs de fer de Lorraine (Longwy), ainsi que dans la fonction publique territoriale. « Continuer la CGT répond à la grande angoisse des adhérents de base de la CGT, qui ne savent plus où ils en sont », affirme Georges Gastaud, militant dans le Pas-de-Calais de la Coordination communiste, tendance communiste ultra-orthodoxe qui soutient activement

les positions des syndicalistes contestataires.

Pour autant, toute la sensibilité « anticapitaliste » au sein de la CGT ne se retrouve pas dans Continuer la CGT, même si ce collectif prétend en capter l'essentiel. « Il y a beaucoup de gens à la CGT, qui ne se reconnaissent ni dans la tendance stalinienne, de type socialisme autoritaire, qui incarne Continuer la CGT ni dans celle dite moderniste, du type "on fait table rase du passé" », souligne Jean-Luc Dupréz, responsable d'une union locale CGT dans le Lot-et-Garonne. Ce militant de la métallurgie incarne même sorte de troisième courant, d'accord avec la direction confédérale sur la nécessité de nouvelles pratiques syndicales, mais opposé à la tentation « réformiste », qui traduit la signature d'accords sur les 35 heures « acceptant annualisation et austérité ». Toutes les oppositions à la direction confédérale ne sont pas, non plus, politiques. « La CGT est passée trop brutallement d'une culture étroitement ouvrière à un discours sur la société postindustrielle », explique Jean-Christophe Le Duigou, membre de la commission exécutive, élément-clé de la future équipe de Bernard Thibault et un des ces « modernistes effrénés » qui sont dans la ligne de

mire de Continuer la CGT. « Dans des fédérations comme la chimie ou la métallurgie, une partie des crispations relève d'un sentiment d'abandon, auquel la confédération n'a, pour le moment, pas su répondre », indique-t-il. « Il y a une sensation de vertige des responsables, dans l'appareil syndical, qui ont tendance à se reculer sur des réflexes purement corporatistes, ajoute Jean-Christophe Chaumeton, secrétaire général adjoint de la fédération des finances. Maintenant, on dit à l'appareil : il faut réorienter l'action syndicale vers les actions de terrain. » Certains y arrivent, d'autres pas. Cela alimente aussi le souhait d'en revenir au système d'avant. »

Au camæau des opposants ou des réticents répond celui des « modernistes ». Un Jean-Christophe Le Duigou, proche de Philippe Herzog, qui prône « une innovation de contenu très forte », n'est pas tout à fait sur la même longueur d'onde qu'un Gérard Alazard ou une Lydia Brovelli, de l'Ugcit, qui parlent avant tout de « modernisation de l'appareil ». La CGT est effervescente. Elle est aussi, plus que jamais, interrogative. Et – comment dit-on ? – « pionnière », elle aussi.

Alexandre Garcia et Caroline Monnot

Handicap International

## Rhône-Alpes : le RPR joint ses voix à la gauche pour soutenir Mme Comparini

L'offensive des millionistes et de l'extrême droite échoue

### LYON

**de notre correspondant régional**  
Le conseil régional Rhône-Alpes, présidé depuis le 3 janvier par Anne-Marie Comparini (UDF), a échappé de justesse à la paralysie de l'extrême droite, depuis l'élection de Mme Comparini, a été finalement repoussé. Le RPR a rallié, au cours de l'après-midi, le camp de la majorité de l'Assemblée.

Six heures de séance ont été nécessaires pour permettre aux élus de se prononcer sur le mode de répartition des présidences et vice-présidences des commissions thématiques. Les conseillers du Front national - mécénats et lépénistes unis sur la même proposition - souhaitaient une répartition à la proportionnelle des postes. Les arsis de Charles Millon appuyaient cette démarche.

Une longue bataille de procédure a abouti à la mise en minorité de Mme Comparini, un amendement du FN étant adopté par 74 voix contre 70 (UDF, PS, PCF, Verts et MDC) alors que les 9 élus RPR étaient absents. Ces derniers entendaient ainsi signifier à Mme Comparini que sa marge de manœuvre demeurait très étroite, malgré le soutien que lui apportent les 60 élus de la gauche « plurielle ». Le PS a dénoncé l'attitude des élus millionistes, qui ont systématiquement voté les amendements proposés par le FN, appuyant ainsi la stratégie de ce dernier pour s'emparer de plusieurs présidences de commissions. Selon Jean-Jack Queyranne (PS), l'attitude du RPR a permis « une offensive du FN et du groupe ORA [millioniste] en

Claude Francillon

### DÉPÈCHES

■ RPR : Marie-Thérèse Geffroy, conseillère régionale RPR de Rhône-Alpes a dénoncé, vendredi 29 janvier, son « éviction en siège » de la commission exécutive du mouvement gaulliste, où elle s'occupait de l'enfance, de la famille et du lien social. « Je regrette que Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy n'aient pas eu le temps de m'en avertir », a-t-elle déclaré, après avoir appris son remplacement par Marie-Thérèse Hermange en lisant la presse.

■ SONDEAGE : la cote de confiance de Jacques Chirac et celle de Lionel Jospin s'est élevée, selon la dernière enquête de CSA, réalisée les 23 et 24 janvier auprès d'un échantillon national de 1 003 personnes et rendue publique, vendredi 29 janvier, par France-Info et *La Vie*. M. Chirac recueille 56 % de bonnes opinions (en baisse de 7 points) contre 34 % d'opinions favorables. M. Jospin perd 8 points en un mois, avec 51 % de bonnes opinions contre 38 % de mauvaises.

■ PARITÉ : Dominique Gillot, députée (PS) du Val-d'Oise, a été nommée, par un décret pris au *Journal officiel*, jeudi 28 janvier, rapporteuse générale de l'Observatoire de la parité entre les hommes et les femmes. Elle remplace Roselyne Bachelot, députée RPR, qui occupait ces fonctions depuis la création de l'Observatoire en 1995.

■ ANCIENS COMBATTANTS : le Haut Conseil de la mémoire combattante a approuvé, jeudi 28 janvier, le rattachement au ministère de la défense du secrétariat d'Etat aux anciens combattants.

## GRAND JURY RTL Le Monde LCI

### JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Débat animé par  
OLIVIER MAZEROLLE

avec PATRICK JARREAU - LE MONDE  
et ANITA HAUSSE - LCI

DIMANCHE  
18H30

SUR

RTL & LCI

## Patronat, syndicats et mutuelles critiquent le projet de couverture maladie universelle

Les assureurs menacent de ne pas participer à son financement

Les partenaires sociaux, qui gèrent la Caisse nationale d'assurance-maladie, ont exprimé leur défiance au sujet de la couverture maladie uni-

verselle (CMU). Ils déplorent que, dans le projet présenté par le ministre de la solidarité, Martine Aubry, la gestion des prestations complémentaires offertes aux bénéficiaires de la CMU n'ait pas été réservée aux seules mutuelles, assurances et institutions de prévoyance.

taires offertes aux bénéficiaires de la CMU n'ait

pas été réservée aux seules mutuelles, assuranc

ances et institutions de prévoyance.

engagés à donner un avis favorable

à la CMU, Mme Aubry souçoigne

les assureurs de faire pression sur

la CFDT pour qu'elle émette un

avis très négatif sur la CMU, en agi-

tant le spectre d'un retrait définitif

du patronat de l'assurance-mala-

die. « Les assureurs ne feront pas la

loi à la CNAMTS », s'indigne un ex-

pert gouvernemental, affirmant

que les pouvoirs publics ne revien-

dront pas sur l'architecture d'un

projet qui a reçu l'aval des associa-

tions d'aide aux plus démunis.

Pourquoi la CFDT voterait-elle

contre la CMU, sinon pour sauver

la majorité de gestion qu'elle

forme avec le patronat à la Caisse

nationale d'assurance-maladie, de-

puis le plan Juppé, sur les grands

dossiers de la maîtrise des dé-

penses de santé ? Le président

(CFDT) de la CNAMTS laisse poir-

ter une certaine crainte quand il

s'interroge, dans un entretien à

l'hebdomadaire *Le Médecin géné-*

*liste* publié vendredi : « Le Medef

*veut-il être un acteur de la société*

*française ou ne faire que du lob-*

*by, en laissant à l'Etat seul la res-*

*ponsabilité de la cohésion de la so-*

*cieté ? » Jean-Marie Spaeth*

*reconnait que « si le Medef s'en va,*

*une page de la Sécurité sociale sera*

*tournée ». Mme Aubry va tenter*

*dès à mardi, d'obtenir la neutralité*

*biennale de la CFDT et de la*

*Mutualité.*

Jean-Michel Bezat

### François Hollande, la photo et la légende

AU SIÈGE du Parti socialiste, rue de Solférino, à Paris, de vieilles affiches rappellent le temps de Jean Jaurès et de Léon Blum, de plus récentes les campagnes électorales de Lionel Jospin, des photos évoquent François Mitterrand. Nul portrait de François Hollande, le premier secrétaire, n'orne les murs. Cela tient à la tradition démocratique d'un parti qui récuse tout culte de la personnalité. Cette absence de parfum hagiographique, conforme à l'image modeste que cultive le député de Corrèze, s'explique aussi par le fait qu'il n'a mené aucune campagne nationale.

L'oubli va être bientôt réparé : début février, toutes les fédérations vont recevoir des affiches en couleurs à l'image de M. Hollande. Cela ne veut pas dire que le premier secrétaire va se résoudre à diriger la liste du PS aux élections européennes, rôle qu'il continue, au contraire, de refuser (*« Le Monde* du 28 janvier). Il n'entend pas pour autant s'effacer : la photo officielle est accompagnée, en quelque sorte, d'une légende, sous la forme d'un entretien de soixante-deux pages publié dans les *Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, qui préside Pierre Mauroy. Cet exposé de la « pensée François Hollande » est articulé en trois parties : « Itinéraire », « Ac-

tions », « Convictions ». Précédé d'une petite photo et d'une courte biographie, l'entretien est réalisé par Gilles Finchelstein, conseiller de Dominique Strauss-Kahn, dont il avait pu être, dans un précédent numéro, les « Réflexions pour la gauche du XXI<sup>e</sup> siècle ». L'entretien autobiographique de M. Hollande est, néanmoins, une première.

La tribune ainsi offerte au premier secrétaire du PS lui permet de ciselier son image, celle d'un homme qui s'est engagé par « adhésion à la démarche de François Mitterrand », tout en voyant en Jacques Delors « un mentor extrêmement précieux » ; « naturellement » première gauche, un peu par dépit devant les appétits présidentiels des animateurs de la deuxième ; soucieux de rénover et de moderniser une gauche qui « porte un message universel ». Ennemi d'un libéralisme perçu comme « un mal abandon à des lois prédominamment naturelles », M. Hollande soigne son profil gauche. Opposé à Tony Blair, son socialisme « n'a pas pour vocation de rendre supportable un système qui, en l'état, ne l'est pas ». « La social-démocratie, martèle-t-il, porte un projet qui respecte – et utilise – l'économie de marché, mais qui entend changer l'ordre de la société. »

Mené avec méthode, mais sans insister sur les aspérités ou les défauts du PS, l'entretien donne l'occasion à M. Hollande d'écorrer sa modestie. Il se définit lui-même comme « un animateur du parti, quelquefois un original dans le PS, en tout cas un esprit singulier ». « J'aime le parti parce que je considère que c'est le lieu majeur de l'exercice de la politique », confie-t-il, animé par la volonté de « donner crédit à la politique ». Attaché au rassemblement de la gauche « plurielle » « aucune autre alliance (...) ne sera recherchée », il fait un peu la leçon à ses amis : le PCF est près de ne pas devenir « un partenaire inconstant », et les Verts, d'établir leur « prospérité sans pénaliser [leurs] alliés les plus proches ».

Estimant que le PS doit assurer « un renouvellement de générations » et « mieux représenter » les couches populaires, le premier secrétaire veut « en finir avec des courants » qui, loin de nourrir le débat d'idées, « ne seraient là, en réalité, que pour servir telle ou telle ambition personnelle ». Nul doute que le message sera entendu au-delà des murs de la rue de Solférino.

Michel Noblecourt

### Les mégrétistes lâchent le maire de Toulon

M. Mégret a précisé qu'il ne souhaitait pas que le FN-MN soit « la cause » de la chute de M. Le Chevalier, attitude que Didier Gestet de Garamb, deuxième adjoint, qui a choisi de siéger au conseil municipal parmi les non-inscrits, expliquait, vendredi, par une volonté de faire le moins de vagues possible avant les élections européennes.

SOMMATIONS À M. LE PEN

M. Mégret et ses partisans sont bien déterminés, toutefois, à mener la vie dure à Jean-Marie Le Pen. Serge Martinez, le secrétaire général du FN-MN, a annoncé qu'il va utiliser tous les procédures légales pour tenter de récupérer sigles et biens appartenant au Front national. Dans un premier temps, des sommations seront faites pour intenter à M. Le Pen et à son trésorier d'utiliser leur signature. Arguant du fait que le FN légal est dorénavant celui qui s'est donné un nouveau président lors du congrès de Marignane, les 23 et 24 janvier, M. Martinez compte inviter les banques à refuser les ordres émanant du « Paquetbot », à Saint-Cloud (Haut-de-Seine), siège des lépénistes.

Enfin, le secrétaire général mégrétiste a expliqué qu'il avait, comme le réclamait M. Le Pen, convoqué, pour une assemblée gé-

nrale extraordinaire, les associés de la société civile immobilière propriétaires du « Paquetbot ». Le Front national étant majoritaire dans cette SCI, il faut s'attendre à ce que les présidents des deux branches y présentent, ce qui rendra nécessaire un recours devant les tribunaux sur la question de l'appartenance de l'organisation. En attendant une hypothétique ré-

### CORRESPONDANCE

#### Une lettre du ministère de l'économie

A la suite de l'article du *Monde* du 28 janvier consacré à la situation sociale dans les administrations dépendant du ministère des finances, nous avons reçu une lettre de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et des quatre secrétaires d'Etat qui travaillent auprès de lui, Jacques Dondou, Marylise Lebranchu, Christian Pierret et Christian Sautier.

C'est avec stupéfaction que nous avons pris connaissance de votre mise en cause de M. Marie-Laure Pitois-Pujade, directrice du personnel, de la modernisation et de l'administration. Nommée à ce poste en janvier 1998 sur notre pro-

position, elle y a d'ores et déjà accompli un travail considérable, parfaitement en accord à la fois avec les objectifs qui nous ont conduits à créer cette nouvelle et grande direction, et avec l'esprit dans lequel nous souhaitons que soit conduite la modernisation de ce ministère. Par ailleurs, le doute que vous créez sur sa crédibilité, en mettant en cause les conditions dans lesquelles elle aurait exercé ses anciennes fonctions, est dénué de tout fondement et nous apparaît donc inadmissible. M. Marie-Laure Pitois-Pujade a notre totale confiance et continuera, bien entendu, à exercer ses fonctions auprès de nous.

Christiane Chombeaux

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999

**FAMILLE** Le défilé de protestation contre le pacte civil de solidarité (PACS) organisé dimanche 31 janvier à Paris réunit de façon inhabituelle des représentants des quatre principales

religions, catholique, protestante, musulmane et juive. Ils mettent en avant la défense de la famille et de l'autorité parentale, menacée selon eux par le projet de PACS. ● LA MANIFESTA-

TION, encouragée par les évêques, est organisée par un collectif « Générations anti-PACS », composé d'élus d'opposition, d'associations familiales et de parents d'élèves de l'enseigne-

ment privé. ● LE FRONT NATIONAL devait être présent dans la manifestation par ses deux composantes, légitime et mécénatiste. ● DOMINIQUE DORD, député (DL) de Savoie, sou-

tient le défilé et considère que le débat sur le PACS doit permettre à la droite de reconquérir le terrain sur les questions de société (lire aussi notre éditorial page 13).

## Front commun des religions lors de la manifestation anti-PACS

Présenté comme apolitique et non confessionnel, le défilé devait réunir des élus d'opposition et des adhérents des associations familiales catholiques, protestantes, musulmanes et juives. Les deux tendances du Front national ont mobilisé également leurs troupes

AURA-T-ON jamais vu pareille manifestation dans les rues de Paris ? Des Invalides au Trocadéro, nombre de pasteurs protestants sont attendus, dimanche 31 janvier, ainsi que des musulmans des banlieues de Marseille et Lyon. Dans les cars au départ de Saumur et de Valence, les associations familiales catholiques, musulmanes et évangéliques répètent les mêmes refrains. Dans les synagogues, les rabbins ne découragent pas non plus les fidèles d'aller manifester. Une sorte de front commun des religions contre le pacte civil de solidarité (PACS) est en place. « Les musulmans de Mantes-la-Jolie vont manifester avec les jeunes catholiques versaillaises en socquettes blanches. C'est presque une métaphore biblique », exalte Pierre-Patrick Katerbach, président des Associations familiales protestantes, qui a choisi de s'engager politiquement auprès de La Droite, de Charles Millon.

La manifestation de « Générations anti-PACS » est officiellement apolitique et non confessionnelle. En réalité, les familles religieuses seront largement présentes. Les évêques et les responsables de la Fédération protestante ne se joindront pas à la protestation de rue. Ils se gardent de donner des consignes, mais leurs réserves contre le PACS sont anciennes et connues. A côté du Collectif des maires pour le mariage républicain, les Associations familiales catholiques et protestantes, le Conseil représentatif des musulmans de France et l'Union des familles musulmanes figurent sur la liste des organisations.

● **LE RESPECT DU PÈRE** = Cette alliance entre la droite catholique, la mouvance évangélique la plus dynamique du protestantisme, le judaïsme le plus orthodoxe et des associations musulmanes qui défendent le modèle familial traditionnel de l'Islam témoigne d'une sorte de recomposition de l'échiquier religieux.

« La famille de tradition maghrébine, fondée en particulier sur le respect du père, ne peut pas être d'accord avec un projet comme le PACS, qui confond les rôles. Le gouvernement ne peut pas à la fois prétendre intégrer les jeunes musulmans et faire éclater leur mo-



de familial », affirme Fouad Benabadjji, président de l'Union nationale des familles musulmanes, présente dans dix-sept départements. « Je me bats contre le PACS en tant que citoyen français et en tant que croyant musulman, ajoute Nourredine Hagoug, responsable de l'Union des familles musulmanes des Bouches-du-Rhône. Le PACS heurte mes convictions religieuses. La société ne peut pas mettre à égalité des couples homosexuels et des couples hétérosexuels. » Dans les banlieues de Strasbourg, des associations musulmanes ont distribué des tracts recueillis auprès d'associations catholiques et protestantes. Ancien délégué à l'intégration du gouvernement Juppé, Hamzaoui Mekachera ne fait pas mys-

terie de son appartenance à la droite, mais pense qu'il y a dans cette affaire un « au-delà » du politique. « Si les religions monothéistes partent d'une même voie, c'est qu'on touche à des principes essentiels », souligne-t-il en tant que président du Conseil représentatif des musulmans de France, qui a le soutien de quelques grandes mosquées comme Lyon, Evry, Amiens. Le recteur Dall Boubakeur, de la Mosquée de Paris, a également pris position contre le PACS, sans appeler à manifester. « Je n'ai pas trouvé un seul musulman qui soit pour », assure Hamzaoui Mekachera. Dans les prêches des mosquées, le PACS servira même à justifier les discours de répli sur une identité musulmane traditionnelle et de rejet de la société française.

### TROIS QUESTIONS À... DOMINIQUE DORD

1 Vous êtes député (Démocratie libérale) de Savoie et vousappelez à soutenir la manifestation du 31 janvier contre le PACS, avec Pierre Lefebvre (RPR) et Renaud Duteil (UDF). Quelles sont vos motivations ?

Nous espérons toujours que le gouvernement entendra notre décret sur ce nouveau contrat de PACS. Le suis favorable à des aménagements juridiques pour supprimer les discriminations à l'encontre des couples non mariés, hétérosexuels ou homosexuels, mais contre le principe du PACS. J'ai dé-

fendu ce point de vue à l'Assemblée nationale. Je suis même pour aller plus loin que la proposition de loi, en accordant notamment la pension de réversion aux couples non mariés. Qu'on ne nous dise pas : « Vous êtes anti-homos ! »

2 Le Front national et les slogans homophobes étaient très présents lors de la précédente mobilisation contre le PACS, le 7 novembre 1998, à Paris. En participant à la manifestation, la droite n'aligne-t-elle pas sa propre caricature ?

C'est le problème de ce genre de manifestations : elles sont libres et ouvertes à tout le monde. Des gens peuvent venir défendre tout et

n'importe quoi. Dans l'affaire du PACS, la droite paie ses carences sur les sujets de société : on a eu une droite « techno » pendant des années. Résultat, on est sous la domination philosophique et intellectuelle de la gauche : sur l'éducation, les syndicats, la religion, etc., on est manifestement dépassé, débordé. Il faut reconquérir le terrain. Si on veut se démarquer au Front national, il faut avancer des convictions.

3 Cent vingt-cinq députés de l'opposition sur un total d'environ deux cent cinquante, soit la moitié, ont signé la pétition de demande. C'est à la fois beaucoup et largement.

On peut voir le verre à moitié vide ou à moitié plein... La reconquête du terrain est un long chemin. Le 7 novembre, il est évident entre 15 et 20 élus. Si cette fois-ci on est 100, tant mieux ! Ce sera alors un succès pour le député des élus qui a été stupéfait par la tête de la droite. A droite comme à gauche. Dans mon département, pas un seul homme de gauche n'a pris position sur le sujet. Et il faut lire les lettres alambiquées des élus de la majorité, lorsqu'ils répondent aux courriers des militants pour le PACS ! Nos citoyens doivent être largement paumés...

Propos recueillis par Clémence Fabre

Henri Tincq

### Le Front national sera doublement représenté dans le cortège

Après avoir pris officiellement position contre le PACS à la fin septembre, l'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre (Unapel), qui revendique 800 000 familles) a adopté une attitude de coopération prudente à propos de la manifestation de dimanche. Entre-temps, des parents avaient fait savoir qu'ils considéraient que leur association ouverrait ses devoirs en se mêlant de son organisation. Dans une lettre datée du 12 janvier, Eric de Labarre, président de l'Unapel, donne toutes les informations nécessaires sur la manifestation, qu'il demande de diffuser largement. Il précise en revanche que l'association « n'est pas coorganisatrice de cette manifestation ».

Pour sa part, les enseignants de la FEP-CFDT (Fédération formation et enseignement privés) désapprouvent « totalement les appréciations portées par l'Unapel sur le projet gouvernemental » et assurent qu'ils s'opposent « par tous les moyens à ce que (...) les personnels se voient contraints de distribuer ses tracts en classe ».

LE FRONT NATIONAL sera doublement représenté à la manifestation contre le PACS. Le FN historique (qui réutilise le sigle FN - Front national pour l'unité française - des origines du parti) ainsi que le Front national-Mouvement national (FN-MN) de Bruno Mégré ont décidé de se joindre aux opposants à la proposition de loi, dimanche 31 janvier. Dès mardi 26, Jean-Marie Le Pen a fait savoir par un communiqué qu'il avait demandé à son secrétaire général, Bruno Gollnisch, et son nouveau délégué général, Carl Lang, « de le représenter ». Députés européens et conseillers régionaux ont également été invités à se mobiliser.

M. Le Pen, qui présente son parti comme « le seul mouvement défenseur de la famille », qualifie le PACS de « véritable monstrum juridique qui vis à la reconnaissance du mariage homosexuel ». Mieux, il considère qu'il « accentue les inégalités sociales et constitue un formidable appel d'air pour l'immigration clandestine, il agite le spectre d'une vague migratoire via des « PACS blancs ». Ainsi affirme-t-il que « le PACS blanc, simple for-

malité en cas de rupture par consentement mutuel, va devenir un moyen d'obtenir un titre de séjour en France ».

Vendredi après-midi, ce FN historique ne savait toujours pas de façon certaine s'il allait défilé sous sa propre bannière en queue de cortège ou bien se mêler aux autres manifestants, élus en tête avec les autres élus.

PAS D'ÉTAT D'AME Le FN-MN n'avait pas, lui, de genre d'état d'âme. Son président, Bruno Mégré, a annoncé lors d'une conférence de presse, vendredi 29 janvier, qu'il prendrait part à la manifestation contre la proposition de loi, personnellement et en tête du cortège bras dessus bras dessous avec les autres élus de droite et divers droite. Il sera accompagné de sa femme Catherine, maire de Vitrolles, et du délégué général de son « Front national rénové », Jean-Yves Le Gallou. Ce dernier avait déjà participé à la dernière manifestation anti-PACS, le 7 novembre 1998. A l'époque, M. Le Gallou, qui reprochait à Jean-Marie Le Pen de se préoccuper plus de ses procès que de l'actualité, avait, en tant que président du groupe Front national

au conseil régional d'Île-de-France, réuni les élus et des militants de la petite couronne pour défilé en queue de cortège sous la bannière Front national (L'Monde du 10 novembre 1998).

L'extrême droite devrait également manifester avec les associations familiales et catholiques où elle milite activement. Depuis quinze jours, le quotidien catholique traditionaliste Présent, très proche des deux branches du Front national, mobilise ses lecteurs.

Après avoir donné la parole à différents représentants du monde associatif, dont le président de la Confédération nationale des associations familiales catholiques (AFC) et les porte-parole de la coordination étudiante, Présent donnait la parole, vendredi 29 janvier, au président des associations familiales protestantes, Pierre-Patrick Katerbach. Ce membre de La Droite, mouvement de Charles Millon, estime que « la loi doit favoriser les liens de durée et de projet, reposant sur une relation stable hétérosexuelle ». Selon M. Katerbach, le PACS, « c'est pire que l'islam (...) qui, lui, codifie la polygamie et la répudiation. » Christiane Chombeau

● Opposants. Le collectif Générations anti-PACS, qui appelle à la manifestation de dimanche, est notamment composé du Collectif des maires de France pour le mariage républicain de Michel Pintot (UDF), maire de Félines (Creuse), de l'Alliance pour les droits de la vie, présidée par Christine Boutin, députée (UDF) des Yvelines, des Unions départementales d'associations familiales (UDAF) et des parents d'élèves de l'enseignement privé (Unapel), des représentants des associations familiales catholiques, musulmanes et protestantes, ainsi que de l'Association pour la promotion de la famille, du Mouvement mondial des mères et de la Coordination étudiante contre le PACS.

● Adoption définitive fin 1999. Le texte a été adopté, en première lecture, le 9 décembre 1998, par 314

Juste info

## Claude Allègre fait face à la montée du mécontentement des enseignants

Matignon a demandé au ministre de retirer une note aux recteurs sur la réforme des lycées

Une note adressée aux recteurs par le cabinet de Claude Allègre, qui revenait à supprimer l'un des points essentiels de la réforme des lycées

LA SEMAINE promettait d'être rude pour le ministre de l'éducation nationale. Elle l'a été. Sans compter un week-end qui s'annonce chargé : une réunion des chefs d'établissement à la Mutualité, samedi 30 janvier dans l'après-midi (lire ci-dessous) au moment où des manifestations du SNES (Syndicat national des enseignements du second degré) doivent se tenir, à Paris et en province. Dimanche, à Paris, les enseignants du SE-FEN (Syndicat des enseignants-Fédération de l'éducation nationale) devaient défilé, quant à eux, pour demander au ministre d'accélérer ses réformes.

Bien que les manifestations et les grèves d'enseignants qui ont ponctué la semaine soient restées circonscrites à Paris et à la région parisienne, reprenant des revendications de natures très diverses sans former un mouvement d'ampleur, elles ont largement embarrassé Claude Allègre. Mais pour le locataire de la Rue de Grenelle, le vrai danger est venu, en coulisse, des négociations sur la réforme des lycées.

Lundi 25 janvier, les parents d'élèves et les représentants des lycéens étaient convoqués rue de Grenelle, pour donner un ultime avis sur cette réforme qu'il devait urgent de boucler, afin de préparer

la prochaine rentrée. « Il n'y avait pas une feuille de papier entre nous », fait observer l'un des participants, exprimant ainsi le consensus sur un principe essentiel de la réforme, « l'aide individualisée aux élèves ». Chacun admet alors que les besoins varient d'un établissement à l'autre, d'un élève à l'autre. Il faut donc laisser de la souplesse aux lycées et à leurs enseignants pour gérer les groupes de soutien, qui ne peuvent excéder huit personnes.

Les difficultés commencent mardi, lors de la table ronde syndicale. C'est aussi le jour de la première manifestation qui rassemble deux mille personnes, de la Sorbonne à Matignon, à l'appel du SE-FEN, pour la démission d'Allègre, la coordination du Nord parisien, l'assemblée générale des établissements de Seine-Saint-Denis et l'association Reconstruire l'école. S'y ajoutent des mouvements de protestation dans la région montoise et dans plusieurs établissements d'Ile-de-France. Au ministère, Monique Vuaillet, secrétaire générale du SNES, s'oppose vigoureusement au SGEN-CFDT (Syndicat général de l'éducation nationale), au SE-FEN, ainsi qu'aux positions exprimées par Philippe Meirieu, chargé du dossier des lycées par Claude Allègre. Pas question pour le SNES de

répartir inégalement ces deux heures de soutien hebdomadaires en fonction des besoins. Dès lendemain, Mme Vuaillet a obtenu gain de cause. Mercredi 27 janvier, une note émanant du cabinet part à destination des recteurs, portant la mention « très signalé ».

### Des membres du SNES accusent le ministre de vouloir mener une politique « libérale », en donnant une marge de manœuvre aux établissements

#### Les chefs d'établissement en assemblée générale à la Mutualité

Programmée de longue date, la semaine d'action des chefs d'établissement, lancée par le Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN, ultra-majoritaire), devait s'achever, samedi 30 janvier, par une réunion de ses représentants régionaux à la Mutualité. Les principaux et les proviseurs entendaient montrer leur exaspération devant le nombre croissant de tâches qui leur incombe : enquêtes redondantes, semaines à thème, responsabilité des remplacements, déscentralisation, etc. Sans oublier les risques juridiques, inhérents à la fonction et toujours plus lourds, par exemple en cas d'accident.

Les « patrons » des lycées et collèges devaient aussi évoquer la crise de recrutement qui continue de frapper leur profession, malgré une légère remontée du nombre de recus au concours cette année. Engagé dans une discussion sur le métier avec le recteur de Paris, René Blanchet, le SNPDEN se dit toutefois satisfait de ce dialogue. « Simons, nous serions nous aussi descendus dans la rue aujourd'hui », explique son secrétaire général, Jean-Jacques Roméro.

## La police nationale se dote d'un guide de déontologie

IMPRIMÉ à vingt mille exemplaires, l'ouvrage est d'abord destiné aux formateurs de la police nationale, qui accueillent dans les écoles les futurs gardiens de la paix, officiers et commissaires. Sous le titre de *Guide pratique de la déontologie dans la police nationale*, il « vise à rappeler comment le policier accomplit une fonction difficile en respectant des règles qui s'imposent dans un Etat républicain, respectueux des droits de l'homme », indique le conseiller

d'Etat Pierre Bordry, président du Haut Conseil de déontologie, en guise d'avant-propos.

S'appuyant sur le code de déontologie de la police nationale fixé par le décret du 18 mars 1986, le document détaillé en neuf chapitres ce que doit être le comportement du policier face à toutes les personnes et les situations qu'il peut rencontrer dans l'exercice de son métier : le public, les victimes, les auteurs d'infractions, les témoins, ses collègues, l'administration, les médias. Il précise également les règles et les limites de l'usage des pouvoirs de contrainte, et définit quelques doivent être les rapports du fonctionnaire de police avec le renseignement. Le guide se conclut par la publication du code de déontologie de la police nationale et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

S'il ne comprend rien de fondamentalement nouveau dans ses soixante et onze pages, le document martèle les grands principes de respect dus par les policiers aux citoyens. « La fermeté n'exclut pas la politesse, la retenue dans les propos et les attitudes », est-il indiqué.

Le guide met aussi en garde contre « le piège de la corruption » qui peut être tendu aux fonctionnaires, et commande de « faire preuve d'intégrité ». Il dénonce d'un même trait les attitudes disproportionnées. Pour une infraction mineure, souligne-t-il, interroger une personne sur son lieu de travail au risque de lui faire perdre son emploi, ou encore un menottage trop serré sont « des excès intolérables ».

La diffusion de ce guide pratique pourrait être prochainement étendue à l'ensemble des fonctionnaires à leur sortie de l'école de police. C'est en tout cas l'une des propositions formulées par les Assises nationales de la formation et de la recherche dans la police nationale, qui devaient se tenir, lundi 1<sup>er</sup> février, à la Cité des

Cette controverse intervient au moment où se multiplient les grèves et les manifestations hostiles à M. Allègre.

Le résultat de quoi rassurer le SNES et provoquer la colère du SE-FEN comme du SGEN-CFDT. « C'est de cette façon que l'on renforce les intégrités », s'insurgent ces organisations. Les syndicalistes expliquent les termes du marché : en échange de la capitulation du ministre sur la réforme des lycées, supposée renforcer Monique Vuaillet qui serait chahutée dans son syndicat, cette dernière s'employerait à faire taire les anti-Allègre. Tous deux pourraient ainsi tirer les fruits de leur « réconciliation ».

Encore faudrait-il que Mme Vuaillet puisse faire taire les anti-Allègre. La secrétaire générale du SNES connaît même une particulière popularité dans les divers comités anti-Allègre qui ont animé grèves, AG et manifestations de cette semaine. Les professeurs de base du SNES considèrent que leur syndicat est plutôt à la remorque. Les opposants à la réforme accusent le ministre de vouloir mener une politique « libérale », en donnant une marge de manœuvre aux établissements

En français courant, une affaire d'importance. En deux phrases, la réforme des lycées est enterrée, en tous cas dans l'esprit où Claude Allègre l'avait abordée : « L'idée est attribuée à raison de deux heures professor de division de seconde. Elle doit nécessairement être ratifiée au français et aux mathématiques ». Le soutien devient donc un travail disciplinaire, comme les « modules », assuré par les deux professeurs de maths et de français, les deux heures étant attribuées en proportion identique dans les prestigieux établissements de centre-ville ou les lycées difficiles de banlieue. L'idée de Claude Allègre était pourtant bien, pour que l'école soit son propre recours » d'aider ceux qui en avaient le plus besoin.

Par ailleurs, l'idée d'une différenciation dans le service des enseignants (entre cours et soutien) est clairement écartée : « L'aide fait partie intégrante de l'emploi du temps des élèves et est incluse dans le service des enseignants au même titre que les autres heures de cours. » Il ne reste vraiment plus grand-chose des suggestions de M. Meirieu.

Béatrice Gurrey

## POUR DES DIMANCHES TRANQUILLES SANS CHASSE, SANS RISQUE

L'ASPAS\*, avec le collectif Pour le Partage des Espaces naturels (plus de 60 associations de randonneurs, vététistes, etc.) lance une pétition pour des dimanches après-midi sans chasse, sans coup de fusil. Parce que moins de 3% des citoyens, les chasseurs, se comportent trop souvent comme si la nature n'appartenait qu'à eux. Parce que 50% des accidents de chasse arrivent le dimanche.

Pétition et documentation envoyées contre 1 timbre pour frais d'envoi à :

\* Association pour la Protection des Animaux Sauvages  
BP 34 - 26270 LORIOL  
Fax : 04.75.62.66.00



sciences et de l'industrie, à Paris. L'une des cinq tables rondes du programme devait être intitulée « Former à la déontologie d'une police républicaine » et placée sous la présidence de conseiller d'Etat, Dieudonné Mandelkern, président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS).

Dans leurs travaux préparatoires, les assises recommandent même de « solenniser la remise du code de déontologie et du guide pratique » aux nouveaux policiers. Elles préconisent d'abord, en préalable au recrutement, de s'assurer de l'aptitude de tout futur policier à comprendre et à respecter les valeurs républicaines, mais aussi de mieux enseigner la déontologie dans le cadre de la formation continue délivrée aux fonctionnaires, de faire plus de pratique que de théorie, et enfin de développer « les retours d'expériences ».

La publication du Guide et les Assises de la formation consacrent le retour au premier plan d'un thème que l'encombrement du calendrier parlementaire et le choix de Lionel Jospin avaient renvoyé à un futur indéterminé. A la fin de l'année dernière, le premier ministre avait en effet reporté à une date ultérieure l'examen du projet de loi créant pour la première fois une haute autorité administrative indépendante, chargée de contrôler la déontologie des fonctionnaires d'Etat, des policiers municipaux, et des entreprises privées de sécurité. Cette initiative avait été annoncée lors du premier conseil de la sécurité intérieure, le 19 novembre 1997 (Le Monde du 21 novembre 1997).

Pascal Ceaux

## En Haute-Corse, le conflit de Bastia Securitas inquiète banques et commerçants

Il fait craindre une pénurie de liquidités

BASTIA de notre correspondant

La rumeur publique d'une pénurie immédiate de liquidités dans les banques et distributeurs automatiques de billets a accéléré les mouvements de retraits d'espèces au point que, vendredi 29 janvier au soir, à Bastia, plus aucun guichet n'était en mesure de satisfaire les nombreuses demandes des clients. La Banque de France ne reçoit aucune livraison d'argent depuis le début de la semaine, les ramassages dans les commerces sont stoppés, les dépôts personnels sont strictement limités et les fonds sont stockés dans des coffres accessibles aux seuls convoyeurs conventionnés. Au fil des jours, les masses d'argent s'accumulent et les risques d'insécurité croissent en proportion.

À l'origine de cette situation, l'arrêté signé le 22 janvier par le préfet de la Haute-Corse, Bernard Lemaire, suspendant les activités de la société de convoyage de fonds Bastia Securitas (Le Monde du 24-25 janvier). Cette entreprise, dont le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale indique qu'elle « est l'officine sociale d'Ancizola, c'est-à-dire FLNC-Canal historique », bénéficie depuis plusieurs années d'une situation de quasi-monopole en Corse en matière de transport de fonds et de surveillance armée. La suspicion d'implémentation terroriste de Bastia Securitas, dont la démonstration était recherchée depuis plusieurs années, n'a jamais été établie. Toutefois, plusieurs employés de la société ont été mis en examen, dont son gérant, Jean-Martin Verdier.

La suspension a contraint, mercredi 27 janvier, le préfet de Haute-Corse à réquisitionner deux autres sociétés exerçant en Corse. La première, la SARL Corstrans, se heurte à un manque de moyens humains et matériels et pourrait ne pas être en situation d'assumer ses obligations. La seconde, Ardial Fiduciare SA, serait contrainte d'acheminer des camions blindés et des équipes de travail depuis Marseille. Le transfert pourraient être effectués par avion entre le continent et la base militaire de Solenzara, pour éviter un éventuel mouvement de protestation des marins proches des nationalistes. En réaction, les employés de Bastia Securitas ont décidé, jeudi 29 janvier, de refuser de rendre les clés des coffres-forts de leurs clients en s'enfermant dans les locaux blindés de leur siège social, situé face au commissariat de Bastia. Les quelques dizaines d'occupants ont fait des réserves de vivres « pour tenir nuit et jour, selon l'un d'entre eux, jusqu'à ce que notre droit au travail soit rétabli et que la menace sur les quatre-vingt-seize familles des employés cesse ».

### SUSPENSION D'ACTIVITÉ

De leur côté, le gérant de l'entreprise et l'avocat de Bastia Securitas déposaient une requête devant le tribunal administratif. Leur but est d'obtenir l'annulation des décisions du préfet. Selon M. Pierre-Paul Muscatelli, « la suspension de Bastia Securitas est contestable. En effet, l'article 12 de la loi du 12 janvier 1983 dit que l'autorité administrative peut suspendre l'autorisation lorsque le bénéficiaire fait l'objet d'une poursuite pénale. Mais ce n'est pas une obligation. D'autre part, en vertu de la présomption d'innocence, le préfet n'est pas fondé à invoquer les poursuites contre les dirigeants ni des membres du personnel ».

Les règles de fonctionnement de l'instance administrative ne permettent pas l'examen de la requête avant plusieurs semaines. Les employés de Bastia Securitas proposaient donc, vendredi, une solution qui reviendrait à demander aux coopérateurs visés par une mise en examen de démissionner de l'entreprise. Ainsi, selon eux, la suspension d'activité de Bastia Securitas pourrait être légitimement et légalement levée. Cette proposition sera faite lundi 1<sup>er</sup> février au préfet de Haute-Corse par une délégation de salariés assistés de responsables du Syndicat des travailleurs corse (STC). Michel Codaccioni

## Les Témoins de Jéhovah affirment qu'ils ne sont pas une secte

LES TÉMOINS de Jéhovah ont lancé, vendredi 29 janvier, une vaste opération à travers la France, mobilisant des milliers d'adeptes pour distribuer 12 millions d'exemplaires d'un tract destiné à « mettre fin aux calomnies » les désignant comme une secte. Les responsables du mouvement - qui revendiquent 250 000 membres - ont présenté lors d'une conférence de presse à Paris les résultats d'une étude sociologique de la Sofres tendant à prouver la « représentativité » des fidèles. Actuellement sous le coup d'un redressement fiscal de 303 millions de francs (Le Monde du 30 juin), qui vient de leur être officiellement notifié par le ministère de l'économie et des finances, ils concentrent également leurs attaques contre Jean-Pierre Brard (député apparenté communiste), membre de la commission d'enquête parlementaire sur les sectes, auteur d'un rapport en janvier 1996, qui prépare un nouveau document sur l'origine du financement des groupes sectaires à paraître dans quelques mois.

## Sang contaminé : trois magistrats appellent à la garde des sceaux

TROIS MAGISTRATS de la Cour de justice de la République ont demandé à la garde des sceaux, Elisabeth Guigou, d'attaquer en diffamation l'essayiste Alain Minc et les journalistes Franz-Olivier Giesbert et Judith Perrignon pour des articles les critiquant dans l'affaire du sang contaminé. Dans un courrier daté du 27 janvier, Martine Azani, Guy Joly et Henri Blondet dénoncent les critiques contre l'arrêt de renvoi des trois anciens ministres, Laurent Fabius, Edmond Hervé et Georgina Dufoix devant la Cour de justice, parues dans Le Monde, Le Figaro Magazine et Libération.

Les trois magistrats de la commission d'instruction de la Cour protestent contre des accusations de falsification, de mensonge et de vengeance, dans un point de vue d'Alain Minc (Le Monde du 22 janvier), un editorial de Franz-Olivier Giesbert (Le Figaro Magazine du 16 janvier) et un article de Judith Perrignon (Libération du 26 janvier).

### DÉPÉCHE

■ JUSTICE : les magistrats instructeurs chargés du dossier sur l'accident ayant coûté la vie à Lady Diana, à son compagnon Emad Al Fayed et au chauffeur de leur Mercedes, dans la nuit du 30 au 31 janvier 1997 à Paris, ont annoncé mercredi 27 janvier la fin de leurs investigations. Cette décision a été notifiée par les juges Hervé Stephan et Marie-Christine Devidal aux neuf photographes et, au motif de presse qui ont été mis en examen pour « blessures et homicides volontaires » et « non-assistance à personne en danger », ainsi qu'aux parties civiles.

# En Haute-Corse de Bastia Securité banques et commerce

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

Valérie TIBET  
et Antoine CAUBOLO  
ont la joie d'annoncer la naissance de

Hugo,

le 17 janvier 1999.

100, rue Cambonne,  
75015 Paris.

— Les Montils

Roger et Bernadette  
SIMON-BROSSARD  
sont heureux d'annoncer la naissance de  
leur petit-fils,

Jules, Tim,

le 28 janvier 1999,

chez

Claire et Laurent BONARD.

Maryline GOUSETT  
et  
François CROISNIER  
sont heureux, avec

Hélène,

d'annoncer la naissance de

Paul,

le 21 janvier 1999, à Paris.

### Anniversaires de naissance

— Avignon, 31 janvier 1949.  
Saint-Priest, 31 janvier 1999.

Gilbert,

à cinquante ans, le Monde est à Toi.

Bon anniversaire !

Nous t'aimons.

Nicole, Delphine, Guillemette  
et Francie.

— Pour

Louise et Catherine,

de Paris,  
de Buenos Aires,

... un joyeux anniversaire !

Reymaldo.

### Décès

— Le directeur,  
Le personnel,  
Et les élèves de l'Ecole des mines de  
Nancy, ont la grande tristesse de faire part du décès de

François BENGUIGUI  
et de  
Benoit GELIOT,  
élèves-ingénieurs civils des Mines,

survenu le 26 janvier 1999.

— Edith et Yves Archanbault,  
Jacques Buré,  
ses enfants,  
Ses neuf petits-enfants,  
Ses six arrière-petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

Denise BURÉ,  
née BRIZON,  
survenue à Vannes, le 26 janvier 1999, à  
l'âge de quatre-vingts ans, et rappellent le

— Jean BURÉ,

son époux,  
décédé le 20 mai 1986.

Les obsèques auront lieu le lundi  
1er février, à 14 h 30, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffetard, Paris-5,  
suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à  
la Semaine de bonté, 4, place Saint-Germain, Paris-6.

63, rue Claude-Bernard,  
75005 Paris,  
371, rue des Pyrénées,  
75020 Paris.

— Mme Jeanik DUCOT,

Sa famille,  
Et ses amis,  
ont la douleur de faire part de la mort de

Jeanik DUCOT,

survenue le 21 janvier 1999.

— Vidéo n°  
3190 La Réole.

Souhaitez la

SAINT-VALENTIN

dans le Carnet

du "Monde"

le 14 février

83 TTC LA LIGNE

— John Roy Herridge,  
son époux,  
Roy Julian Herridge,  
son fils,  
Ainsi que sa famille,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Josiane HERRIDGE,  
née LEVEL,

survenue le 24 janvier 1999.

La cérémonie religieuse sera tenue le

3 février, à 19 heures, en la chapelle

Saint-Dominique-Saint-Mathieu, 30, rue

Vauvau, Paris-7.

— Les Montils

Roger et Bernadette  
SIMON-BROSSARD  
sont heureux d'annoncer la naissance de  
leur petit-fils,

Jules, Tim,

le 28 janvier 1999,

chez

Claire et Laurent BONARD.

Maryline GOUSETT  
et  
François CROISNIER  
sont heureux, avec

Hélène,

d'annoncer la naissance de

Paul,

le 21 janvier 1999, à Paris.

### Anniversaires de naissance

— Avignon, 31 janvier 1949.  
Saint-Priest, 31 janvier 1999.

Gilbert,

à cinquante ans, le Monde est à Toi.

Bon anniversaire !

Nous t'aimons.

Nicole, Delphine, Guillemette  
et Francie.

— Pour

Louise et Catherine,

de Paris,  
de Buenos Aires,

... un joyeux anniversaire !

Reymaldo.

### Décès

— Le directeur,  
Le personnel,  
Et les élèves de l'Ecole des mines de  
Nancy, ont la grande tristesse de faire part du décès de

François BENGUIGUI  
et de  
Benoit GELIOT,  
élèves-ingénieurs civils des Mines,

survenu le 26 janvier 1999.

— Edith et Yves Archanbault,  
Jacques Buré,  
ses enfants,  
Ses neuf petits-enfants,  
Ses six arrière-petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

Denise BURÉ,  
née BRIZON,  
survenue à Vannes, le 26 janvier 1999, à  
l'âge de quatre-vingts ans, et rappellent le

— Jean BURÉ,

son époux,  
décédé le 20 mai 1986.

Les obsèques auront lieu le lundi  
1er février, à 14 h 30, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffetard, Paris-5,  
suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à  
la Semaine de bonté, 4, place Saint-Germain, Paris-6.

63, rue Claude-Bernard,  
75005 Paris,  
371, rue des Pyrénées,  
75020 Paris.

— Mme Jeanik DUCOT,

Sa famille,  
Et ses amis,  
ont la douleur de faire part de la mort de

Jeanik DUCOT,

survenue le 21 janvier 1999.

— Vidéo n°  
3190 La Réole.

Souhaitez la

SAINT-VALENTIN

dans le Carnet

du "Monde"

le 14 février

83 TTC LA LIGNE

## CARNET

LE MONDE / DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999 / 11

### Anniversaires de décès

— Le 3 février 1994, disparaisait

Gilberte GOSCINNY.

Une prière pour sa mémoire sera dite le  
3 février 1999, à 19 heures, en la chapelle

Saint-Dominique-Saint-Mathieu, 30, rue

Vauvau, Paris-7.

— Il y a dix ans, le 30 janvier, le

comte

Charles MONTAGNE

sous quitte.

En sa mémoire et en celle de son

épouse,

Sonia,

Marc et Catherine Menwese,

leurs enfants,

vous prient de vous joindre à eux par la

paix.

5, quai Schuman,  
94100 Saint-Maur-des-Fossés.

— Le président

Cher Papa,

Après trente-six années votées à Saint-

Gobain, dans la

Le Monde t'appartient désormais chaque

matin !

Vive vaque

(Vive et porte-toi bien)

Xavier, Virginie et Francis

te souhaitent une retraite qui aille

récompenser de l'aventure !

— Le président

Le conseil d'administration de la

Société française de pédiatrie

ont appris avec beaucoup d'émotion le

décès, survenu le 26 janvier 1999, du

professeur Charles PIUSSAN.

Ils présentent à son épouse et à sa

famille leurs sincères condoléances et

les assurent de toute leur sympathie.

— Saint-Sébastien-sur-Loire.

Le docteur Marceline VERBE,

son époux,

M. Jean-Louis VERBE,

son fils,

Le docteur Brigitte Pérugin-VERBE,

sa fille,

Le docteur Olivier Pérugin,

« Marie-Aimée » et Dorothée,

ses petites-filles,

Mme Claudine Haudrebourg,

M. Hélène Meunier

et sa famille,

Le docteur Jean-Claude Abiven,

ses frères et sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Aimée VERBE,

née ABIVEN,

survenue dans sa quatre-vingt-quatrième

année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le lundi 1<sup>er</</sup>

drill les titres

## HORIZONS

PORTRAIT

# Amélie Mauresmo,

**Battue en finale à Melbourne par Martina Hingis (6-2, 6-3), l'ancienne championne du monde juniors gardera un souvenir impérissable de l'Open d'Australie. Après les polémiques sur sa vie privée, la joueuse déguste les belles promesses nées de son été austral**

# bien dans sa tête, bien dans sa vie...

**M**ai 1998. Assise devant une canette de jus d'orange, Amélie Mauresmo ramasse une mèche blonde et sa déception. Elle vient de perdre au premier tour des Internationaux de France à Roland-Garros, et cela fait mal. La Russe Anna Kournikova, la tête de série n°13, n'a laissé aucune chance à une Amélie intimidée, qui commet cinq fautes directes pour un point sublime. La joueuse française promis à un destin de numéro une française, et plus si affinités. Elle pourrait avoir le tournis, sûrement pas : « Ça serait bien dans mon genre de me prendre le chou », plai-

met au plus grand nombre de découvrant cette grande fille athlétique au regard intense et au visage tourmenté. Six mois plus tard, aux Internationaux d'Australie, les Français ont découvert une grande championne.

La voici dix-huitième mondiale, promise à un destin de numéro une française, et plus si affinités. Elle pourrait avoir le tournis, sûrement pas : « Ça serait bien dans mon genre de me prendre le chou », plai-

**« Je travaille pour être la dernière à rester sur le court »**

sait-elle il n'y a pas longtemps. Amélie Mauresmo pose les jalons d'une carrière qu'elle veut absolument riche de victoires. La gloire la consolerait des tracas de l'existence et la vengerait de tous ceux qui n'ont pas cru en elle depuis son arrivée sur le circuit professionnel, en janvier 1997, après une belle campagne chez les juniors, couronnée par un titre mondial en 1996.

L'histoire d'Amélie Mauresmo avec le tennis commence en juin 1983. Yannick Noah vient de gagner Roland-Garros. Amélie, qui n'a pas encore quatre ans, part au fond du jardin enchaîner des services et des coups droits. « Le tennis était rentré dans ma tête », raconte-t-elle. L'enfant continue de briller dans d'autres sports – en ski, elle décroche le championnat d'or à 11 ans – mais elle s'adonne de plus en plus à la passion du tennis, pour son aptérité et la fragilité d'un match qui peut basculer pour un seul point. Elle joue au Tennis Club de Méru (Oise), où elle est licenciée. « Elle n'est pas restée longtemps », se souvient Gérard Oguez, président du club. « Je ne sais pas si cela pouvait m'arriver, je pensais que j'en étais capable mais pas si tôt, j'attendais beaucoup de moi. Je sais maintenant à quel niveau de jeu je peux jouer. » Ces paroles résonnent encore dans le mémoire, comme le souvenir de cette détermination fée dans ses yeux clairs.

Quelques semaines plus tard, en juillet, son tennis de feu et son tempérament enfiévré séduisent Yannick Noah, qui la sélectionne pour la demi-finale de Fed Cup (la Coupe Davis des féminines) contre la Suisse, à Sion. Elle perd ses deux matches contre Patty Schnyder et Martina Hingis, mais d'une manière tellement superbe qu'elle est suinte par un public conquist. Une chaîne publique, qui s'est décidée à acheter les droits de l'épreuve, per-

met au plus grand nombre de dé-

couvrir cette grande fille athlétique au regard intense et au visage tourmenté. Six mois plus tard, aux Internationaux d'Australie, les Français ont découvert une grande championne.

La voici dix-huitième mondiale, promise à un destin de numéro une française, et plus si affinités. Elle pourrait avoir le tournis, sûrement pas : « Ça serait bien dans mon genre de me prendre le chou », plai-



Melbourne – et d'Amélie Cochetto, à la suprématie du Racing Club de France dans le championnat de France inter-clubs. « C'est la fille du club depuis longtemps », dit Gérard Oguez.

Très vite, c'est vrai, les entraîneurs qui ont croisé l'enfant sur les courts ont été fascinés par sa volonté et sa force. A 12 ans, elle est déjà grande et assez costaudine, et, surtout, elle est intelligente. Elle possède un don exceptionnel pour la numématique. Ainsi reproduit-elle à la perfection des attitudes de Yannick Noah ou de l'Argentine Gabriela Sabatini, un autre modèle.

En 1993, Amélie Mauresmo est finaliste chez les cadettes de l'Orange Bowl, le championnat du monde officiel des jeunes joueuses, qui se dispute en décembre en Floride. La Fédération française de tennis (FFT) jubile, elle tient une génération magique : la génération 1979. Nées la même année qu'Amélie et aussi douées qu'elle, il y a Amélie Cochetto, Anne-Gaëlle Sidot et Nathalie Dechy. Plus tard, les Amélie, Nathalie et Anne-Gaëlle sont sur le circuit juniors. Amélie perd en quart de finale des Internationaux d'Australie face à Nathalie Dechy.

Dès cette époque, son tempérament tranche avec celui de ses condisciples. Amélie est fougueuse, elle a un franc-parler et ses convictions. Elle aime déjà surprendre ses adversaires et séduire le public, notamment grâce à ce revers majestueux avec lequel elle sait déjà tout faire.

Quelques jours avant l'épreuve juniors des Internationaux de France à Roland-Garros, elle enlève la passion du tennis, pour son aptérité et la fragilité d'un match qui peut basculer pour un seul point. Elle joue au Tennis Club de Méru (Oise), où elle est licenciée. « Elle n'est pas restée longtemps », se souvient Gérard Oguez, président du club. « Je ne sais pas si cela pouvait m'arriver, je pensais que j'en étais capable mais pas si tôt, j'attendais beaucoup de moi. Je sais maintenant à quel niveau de jeu je peux jouer. » Ces paroles résonnent encore dans le mémoire, comme le souvenir de cette détermination fée dans ses yeux clairs.

Amélie joue toujours et gagne pour Méru. En octobre 1998, tout auréolée par une belle saison, elle a mis fin, en compagnie notamment d'Emilie Loit – qu'elle a retrouvée et battue en huitièmes de finale à

pour voir. Elle se prend au jeu et succède à sa compatriote Amélie Cochetto au palmarès. Un mois plus tard, à Wimbledon, elle gagne les titres juniors en simple comme en double. Elle peut marcher vers le titre mondial. En septembre, aux Internationaux des Etats-Unis, elle sort en larmes de sa défate en juniors contre une certaine Mirjana Lucic, qui va elle aussi faire repartir d'elle. Quelques heures plus tard, dans le vestiaire des joueurs, Amélie souffle : « Je n'étais plus habitué à perdre. » Son intelligence lui permet de ne pas répéter les erreurs d'une défaite.

En novembre, elle est assurée d'être championne du monde grâce à une victoire dans un tournoi à Osaka. Elle a dix-sept ans. Elle sait ce qu'il attend. Le grand saut, le passage, comme disent les aînées. Amélie s'y prépare presque seule. C'est, à l'époque, une mauvaise habitude à la FFT que de laisser ses jeunes pousses se débrouiller seules. La joueuse, aujourd'hui, préfère faire les mauvais souvenirs, comme ce réveillon de Noël passé seule dans un McDo en Nouvelle-Zélande où elle était arrivée la veille. Cette solitude lui paraissait injuste. Comme cette volonté de l'inciter à « rester derrière », à jouer du fond du court. Amélie grandissait, et ses déchirures d'attaque avec elle : « Je voulais avancer », a-t-elle si souvent raconté.

Elle n'est pas contente, et son corps non plus, qui le fait savoir par diverses blessures. Elle passe la première partie de la saison 1997 avec une épaulade douloureuse, un genou malade ou une cheville récalcitrante. De cette période, elle a beaucoup appris, se souvient de la douleur. Cela paraît écrit dans ses yeux. Alors, elle enrage, elle est triste. La vie n'est pas facile et les équations qui vont avec sont difficiles à résoudre, surtout lorsque l'on est une adolescente un peu plus compliquée que les autres, un peu plus impatiente, un peu plus sensible.

Dans sa chambre du Centre national de Roland-Garros, elle lit beaucoup, elle se perd dans Honoré de Balzac ou Stefan Zweig. Parfois elle fait le mur, elle aime le cinéma et danser. Elle zappe une

La Fédération – et son président Christian Baines en tête, qui était venu pour la féliciter – a retrouvé une jeune femme à la mémoire longue et au caractère toujours aussi trempé, simplement devenue entre-temps une championne.

Elle était partie de France sereine, un dimanche soir pluvieux. En transit entre Nice et Melbourne, déjà bronzée, elle avait l'air de bien sentir cette année qui commençait. Depuis quelques semaines, Amélie Mauresmo a trouvé une nouvelle existence. Entrée dans une « cellule » imaginée par Isabelle Demongeot – ancienne camarade de promotion de Nathalie Tauziat, qui vient juste de prendre sa retraite de joueuse –, elle y a trouvé un nouvel entraîneur, Christophe Fourrier, et un nouvel amour. Christophe raconte : « Je dinais un soir chez Isabelle Demongeot et nous nous sommes rencontrés. Nous avons pas mal parlé. C'est aussi ce soir-là qu'elle a rencontré son amie. »

Coup de foudre, dénouement à Saint-Tropez, Amélie s'est fait une idée du bonheur. Armée de ses dix-neuf ans, de son courage et de sa candeur, elle a décidé de ne pas faire secret de sa relation et a adopté une devise qui ne l'a pas quittée en Australie : « Bien dans ma tête, bien dans ma vie. »

**P**OURLQUOI a-t-elle parié ? Pour ne plus se cacher et pour ne plus entendre des rumeurs idiotes sur sa vie privée. Pourquoi a-t-elle gagné ? Pour cette joie, bien sûr, et ce soulagement : « Je suis moi, je suis bien », a-t-elle répété. Devant l'essentielle poésie, il y avait quinze ans de talent, d'autant moins d'acquis et un mois d'un nouvel entraînement dont elle raffole. Avec Christophe Fourrier, Amélie Mauresmo s'est astreinte à un travail physique plus intense. En décembre, Amélie a travaillé six à sept heures par jour, du court de tennis à la plage où elle finissait les journées par des séances de course en tout genre : « Je travaille pour être la dernière à rester sur le court », dit-elle. Pendant quinze jours, son jeu a témoigné de force et de volonté, de fougue et de cette abnégation qui forge les histoires, ou bien les héros. Au premier tour, contre l'Américaine Corina Morariu, Amélie avait sauvé deux balles de match.

Pendant quinze jours d'un tournoi magnifique, elle disait juste : « Je ne réalise pas. » Elle racontait un coup, elle disait : « T'as vu celle-là ! C'était beau... » Un silence suivait, où elle laissait échapper un soupir d'aise ; elle aimait entendre ce que la nuit française avait gardé comme souvenirs de ses matches joués dans l'après-midi torride de Melbourne ; elle blaguait, elle riait de grand cœur, elle était heureuse. Elle s'en allait brusquement pour se faire masser, boire une mauresque, peut-être deux avant le dîner, dans un restaurant français de Melbourne. Sa voix était si calme, si tranquille et joyeuse, vivante.

Relayée avidement par les médias à cause de propos un peu stupides de joueuses déçues ou impressionnées, cette polémique autour de ses

dizaine de CD par heure pour écouter ses chansons préférées, elle aimait être aimée.

Et le tennis ? Passionnément. A Roland-Garros en 1997, le journaliste de télévision, qui vient recueillir ses premières impressions après sa sévère défaite au deuxième tour contre un momentum du jeu, l'Allemand Steffi Graf, trouve une perdante radieuse. Sur le court Suzanne-Lenglen, Amélie vient de rencontrer l'une de ses idoles, elle a beaucoup appris, encore. Oui, elle voudrait vraiment la battre, oui, c'est gentil malgré tout. Pour elle, le tennis est une joie : « Je travaille pour être la dernière à rester sur le court », dit-elle. Pendant quinze jours, son jeu a témoigné de force et de volonté, de fougue et de cette abnégation qui forge les histoires, ou bien les héros. Au premier tour, contre l'Américaine Corina Morariu, Amélie avait sauvé deux balles de

match.

Pendant quinze jours d'un tournoi magnifique, elle disait juste : « Je ne réalise pas. » Elle racontait un coup, elle disait : « T'as vu celle-là ! C'était beau... » Un silence suivait, où elle laissait échapper un soupir d'aise ; elle aimait entendre ce que la nuit française avait gardé comme souvenirs de ses matches joués dans l'après-midi torride de Melbourne ; elle blaguait, elle riait de grand cœur, elle était heureuse. Elle s'en allait brusquement pour se faire masser, boire une mauresque, peut-être deux avant le dîner, dans un restaurant français de Melbourne. Sa voix était si calme, si tranquille et joyeuse, vivante.

Relayée avidement par les médias

à cause de propos un peu stupides de joueuses déçues ou impressionnées, cette polémique autour de ses

épaules et de sa force physique, elle l'a vécue en colère. Parce que sa vie était vécue et avec elle, son homosexualité. « C'est injuste. Après tout ce que j'ai fait pour arriver là, on ne parle même pas de mon tennis mais de ma vie privée. »

Amélie va partir en vacances, loin, pour « réaliser » l'exploit et se reposer. Elle rentrera à Saint-Tropez, puis sera reçue en vedette à l'Open féminin de Paris, qui se dispute du 22 au 28 février. Elle ne sera pas favorite, elle ne veut pas ; elle a toujours eu du mal à jouer en France ou, pire, contre des joueuses françaises. Elle se laisse du temps pour apprivoiser ses sentiments, ce qu'elle fera – sans doute ! – un jour, pour gagner – sans doute ? – les Internationaux de France à Roland-Garros. Qui jour ? Elle ne veut plus prévoir. Pour elle, le temps s'est accéléré en Australie.

**Bénédicte Mathieu**  
Photo : Corinne Dubreuil  
(Tennis Magazine/DPP)



# Barbie, femme-jouet planétaire

Symbol de l'« American way of life », la poupée-star a quarante ans. Blonde et lisse, sage et sexy, elle incarne le rêve d'une vie en rose bonbon. Après avoir hésité, les Françaises, elles aussi, l'ont adoptée. Même si son public a rajeuni, elle reste la coqueluche des six-huit ans

**L**e 9 mars 1959 s'ouvre la traditionnelle Foire de jouet de New York, Salon professionnel où se côtoient industriels et distributeurs. La firme californienne Mattel, dont le nom est formé sur ceux de ses deux créateurs, Harold Mattson et Elliot Handler, qui produisent des fournitures pour maisons de poupée, des jouets musicaux et des armes miniatures, présente une figure de vinyle haute de 29,5 centimètres.

Ce *teen-age fashion model* disparaît en brune ou en blonde s'appelle Barbie. C'est le diminutif de Barbara-Joyce, la fille de Handler. L'allure de cette poupée-mannequin à l'échelle 1/6 est inhabituellement provocante. Rien à voir avec les innocents baigneurs et les figurines asexuées que l'on offre aux petites filles sages. Taille de guêpe, poitrine douce, longues jambes effilées : ses mensurations (99-48-84) expriment une féminité exacerbée. Son mini-maillot de bain une pièce rayé blanc et noir accentue encore cette taille étranglée qui permet à la poupée, une fois habillée, de paraître bien proportionnée malgré l'épaisseur de l'ourlet intérieur.

Les représentants de l'industrie du jouet sont loin de faire un triomphe à ce jouet hors normes, mais un passage remarqué dans l'émission télévisée « Mickey-Mouse Club » attire l'attention du public. Rapidement, les petites Américaines découvrent qu'avec ce personnage et son incroyable catalogue d'accessoires et de tenues directement inspirées des grands noms de la mode parisienne elle peuvent faire mieux que jouer à la marmite. À travers Barbie, elles s'imaginent en jeune femme moderne, sûre d'elle, riche et insouciante. Dès le premier été, le succès est acquis : 351 000 poupées sont vendues, les stocks sont épuisés.

Américaine jusqu'à la caricature dans son mode de vie, Barbie doit beaucoup à une autre poupée européenne. Son histoire débute un jour d'été 1956 à Lucerne, en Suisse, où la famille Handler passe ses vacances. Ruth Handler, l'épouse du cofondateur de Mattel, tombe en arrêt devant la vitrine d'une boutique où elle vient de remarquer une poupée. Elle s'appelle Lilli, mesure 29,5 centimètres, et sa morphologie est celle d'une séduisante jeune fille. Sa chevelure est blonde et sa jolie frimousse n'est pas sans rappeler la Brigitte Bardot de la fin des années 50.

Depuis longtemps, Mrs Handler — femme d'affaires au caractère bien trempé — proposait de réaliser une poupée-mannequin que les petites filles pourraient habiller tout à loisir mais, jusqu'alors, ses propositions avaient été accueillies avec scepticisme. Or la rencontre de Lucerne correspond parfaitement à ce dont elle rêvait. Lilli est une jeune femme un peu



s'adresse aux enfants de six à douze ans. En même temps, elle leur adresse un message nouveau, à la limite de la transgression : « Cette poupée a été conçue pour des petites filles qui détestent des petites ». peut-on lire, dès 1965, dans la presse américaine.

L'idée de doter Barbie d'une garde-robe très large en permettant aux enfants de se procurer de nouvelles tenues sans pour autant acheter une nouvelle poupée s'avère être une idée de génie. Les vêtements, fabriqués au Japon — comme la poupée elle-même — par des ouvrières à domicile, sont de vraies merveilles. Certains sont en soie véritable et les coutures sont faites à la main. Les robes et les pantalons se ferment avec de minuscules boutons-pression et de micro-fermetures Éclair. Du jamais vu.

La poupée suit la mode sans chercher à l'influencer. Ses tenues sont une réinterprétation des productions de la haute couture française. Leurs noms : « Gay Parisienne », « Roman Holiday » et le fameux ensemble « Solo in the Spotlight » (« seule sous les pro-



Barbie 1959, en manteau rayé rouge et blanc, haut assorti et jupe droite bleu marine, dans les jardins du Palais-Royal (photo du haut). Barbie 1998 (photo du bas).

efolos, les codes esthétiques — et singulièrement ce rose omniprésent — brouillent les cartes et rendent le message un peu confus.

— Barbie n'interroge pas seulement la femme. Elle entre aussi en concurrence avec la mère.

— La gêne qu'éprouvent les mères tient aussi au trouble que la poupée jette dans couple pionnier mère-fille. Barbie n'est ni maternelle ni enfantine. Avec elle, la fillette joue à la femme et, symboliquement, dépasse sa mère de son identité maternelle. En jouant, elle n'est plus une petite fille, mais une femme. Ce n'est évidemment pas la même chose.

— En France, où Mattel a dû patienter dix ans avant d'imposer sa poupée, le terrain n'a pas toujours été favorable. Venue des Etats-Unis, Barbie a-t-elle souffert d'une forme d'antiaméricanisme ?

— Barbie exprime des valeurs typiquement américaines auxquelles nous ne sommes guère sensibles en France. Aux Etats-Unis, réussir, c'est être riche, beau, populaire et passer son temps à s'amuser. Barbie cadre parfaitement avec cette vision des choses qui nous est assez étrangère. Au début des années 60, les mères françaises n'étaient pas prêtes à mettre un tel objet entre les mains de leurs filles. De plus, il s'agissait d'une poupée chère et dont la diffusion était restreinte. Après mai 68, les mentalités ont sans doute changé et la perception de la poupée de Mattel a évolué.

— En jouant, l'enfant construit sa personnalité. Quel rôle joue une poupée-mannequin ?

— Fondamentalement, Barbie est un premier outil de construction de l'identité féminine. Entre autres choses, elle oblige à admettre qu'il existe une sexualité enfantine. Il faut la considérer comme le support de cette sexualité psychologique. Elle aide la fillette à gérer des sentiments impulsifs, lui permet de s'émanciper de son statut d'enfant. La poupée-mannequin avec laquelle les enfants jouent lorsqu'ils sont en compagnie d'un autre enfant est complémentaire de la poupée-poupon qui la fillette utilise plus fréquemment lorsqu'elle est seule, comme le soulignent des études américaines. Celles-ci montrent également que l'enfant a tendance à être autoritaire, voire agressif, avec la poupée-poupon. Or les jeux sont plus calmes et plus créatifs avec une poupée-mannequin.

— Bref, selon vous, Barbie n'est pas le symbole de la femme-object, mais bel et bien une militante féministe ?

— Lorsque mes filles étaient petites, j'ai fait de la résistance pour qu'elles n'aient pas de Barbie. Fi-

lucteuses », qui présente Barbie devant un micro dans une robe fourreau noire volante aux cheveux. La garde-robe de Jackie Kennedy, la First Lady la plus élégante qu'ait connue l'Amérique, influence également celle de Barbie, qui même une intense vie sociale. Les tenues plus décontractées s'appellent « Going To The Ball », « Tennis, Anyone ? » ou « Gold'n Glamour ».

Parallèlement, Mattel propose

une incroyable quantité d'accessoires : escarpins et mules à pompon, casque à permanente, toaster, éléments de mobilier, micro-paquets de corn-flakes, tourne-disques, téléphones, camping-cars, scooters...

Porte-drapéau de l'*American way of life* dans ce qu'il a de plus ostentatoire, Barbie affiche un train de vie de milliardaire. Les personnages qui gravitent autour d'elle ne lui portent pas阻碍. En 1961 apparaît Ken, le pâle boy-friend de la belle, dont il a été décidé, après bien des discussions, d'éduquer l'anatomie en faisant en sorte que son maillot de bain ne soit pas amovible. Le « couple » est disponible avec une tenue complète de mariés mais il est bien clair qu'il s'agit d'un simulacre. Car Ruth Handler est ferme sur les principes, et particulièrement sur celui-ci : Barbie, qui n'a pas de nombril, n'aura pas de bébé. Les personnalités des amis de Barbie — Midge, la copine, et son petit ami Allan, Skipper la petite soeur, Skooter et Ricky — sont à peine plus sanguines. Tout ce petit monde attend sagement que Barbie organise la party d'anniversaire ou le bal des débuts, proposé aux fillettes sous forme d'un jeu de société.

En 1966, la parole vient à Barbie. Le répertoire de la poupée en dit long sur ses centres d'intérêt : « Que vais-je faire pour aller au bal ? », « J'ai un temple vous ce soir », « Veux-tu aller faire du shopping ? ». Elle montre cependant un redoutable sens de l'opportunité, évoluant avec les modes. En 1967, elle se dote de hanches pivotantes pour s'adonner aux nouvelles danses puis prend le virage disco au milieu des années 70. Tous les sept ans, environ, elle se soumet à un lifting pour s'adapter aux canons de la beauté du moment. Le dernier remonte à 1998 : taille plus ronde, poitrine moins agressive, lèvres plus fines et regard plus sage.

Barbie sait aussi rester attentive aux changements de mentalité. Mannequin, danseuse étoile ou hôtesse de l'air à ses débuts, elle embrasse successivement une carrière de vétérinaire, d'enseignante, d'actrice, de femme d'affaires ou d'astronaute. On la voit même se porter candidate à la présidence. Il faudra cependant attendre 1980 pour voir apparaître une Barbie noire... aux traits francophones européens. La concurrence a fini par jeter l'éponge. Giny, Miss Revlon, Miss America, Tammy, Tressy, Miss SevenTeen, « Happy To Be Me » (« Jeune et heureuse comme je suis »),

d'une chanson — fait immédiatement l'objet d'un recours en justice !

En France, la réussite n'a pas été immédiate. Barbie ne devient vraiment populaire qu'à partir de 1972, lorsque Mattel décide de créer sa propre filiale. Une résistance s'organise. « A ses débuts, elle a dû assumer l'antipathie des femmes qui se situent dans les catégories sociales les plus favorisées », estime Marie-Françoise Hanquez-Maincent dans son livre *Barbie, poupée-totem* (lire ci-dessous). « Aujourd'hui, on ne perçoit plus de résistances », assure pourtant Hervé Parizot, directeur général adjoint de Mattel France, qui s'apprête à célébrer à grand renfort de paillettes le quarantième anniversaire de Barbie. La poupée, avec laquelle on peut également jouer sur CD-ROM, est néanmoins confrontée à un double phénomène de rajeunissement et de rétrécissement de sa clientèle, dont la plus grande partie est désor- mais âgée de six à huit ans.

Dans la *Pink Valley* des magasins de jouets — on nomme ainsi la travee réservée à Barbie et à ses produits dérivés —, les petites filles voient la vie en rose bonbon depuis presque quarante ans. « D'un strict point de vue commercial, cette prédominance d'une seule couleur est contre-productive : elle finit par rendre difficile la recherche d'un article précis. Nous n'avons pas renoncé à modifier l'emballage et les couleurs mais, jusqu'à présent, il a fallu se rendre à l'évidence : les filles veulent une Barbie blonde dans un univers rose », soupire M. Parizot. Aux Etats-Unis, la fascination qu'exerce la poupée de Mattel ne se dément pas. Cindy Jackson, une jeune Texane, a consacré 30 000 dollars et dix-huit opérations de chirurgie esthétique pour réaliser son rêve : ressembler à Barbie. Pourquoi un tel mimétisme ? « Avoir la beauté, a-t-elle expliqué, c'est détenir le pouvoir. »

J.-M. N.

\* *Barbie*, de Frédéric Belgebet, Editions Assouline, 1998, 99 F, 15,09 €. *Barbie, quarante ans de magie*, de Marco Tosa, Editions Hors Collection, 1998, 129 F, 19,67 €.

**Marie-Françoise Hanquez-Maincent, spécialiste de civilisation américaine (université Paris-VIII)**

**« Une féministe attardée, incapable de penser sa féminité »**

— Ou reproche à Barbie d'enfermer la fillette, donc la femme, dans un idéal inaccessible de féminité trop parfaite. Les choses, dites-vous, sont plus compliquées qu'il n'y paraît.

— C'est vrai, la perfection esthétique de Barbie est agaçante pour les femmes, auxquelles elle renvoie une image chimérique. Mais il ne faut pas s'arrêter à cette seule dimension. Barbie a d'autres caractéristiques. C'est une cible-taire, émancipée et financièrement autonome, qui gagne sa vie. Détail important : elle n'établit aucun lien entre féminité et maternité. D'une certaine manière, elle représente la femme moderne qui force les bastions masculins. Barbie réalise une alliance paradoxale entre les rôles féminins traditionnels et la modernité de la femme au travail, maîtresse de son corps, autonome et sachant parfaitement ce qu'elle veut. Tou-

tefois, les codes esthétiques — et singulièrement ce rose omniprésent — brouillent les cartes et rendent le message un peu confus.

— Barbie n'interroge pas seulement la femme. Elle entre aussi en concurrence avec la mère.

— La gêne qu'éprouvent les mères tient aussi au trouble que la poupée jette dans couple pionnier mère-fille. Barbie n'est ni maternelle ni enfantine. Avec elle, la fillette joue à la femme et, symboliquement, dépasse sa mère de son identité maternelle. En jouant, elle n'est plus une petite fille, mais une femme. Ce n'est évidemment pas la même chose.

— En France, où Mattel a dû patienter dix ans avant d'imposer sa poupée, le terrain n'a pas toujours été favorable.

— Fondamentalement, Barbie est un premier outil de construction de l'identité féminine. Entre autres choses, elle oblige à admettre qu'il existe une sexualité enfantine. Il faut la considérer comme le support de cette sexualité psychologique. Elle aide la fillette à gérer des sentiments impulsifs, lui permet de s'émanciper de son statut d'enfant. La poupée-mannequin avec laquelle les enfants jouent lorsqu'ils sont en compagnie d'un autre enfant est complémentaire de la poupée-poupon qui la fillette utilise plus fréquemment lorsqu'elle est seule, comme le soulignent des études américaines. Celles-ci montrent également que l'enfant a tendance à être autoritaire, voire agressif, avec la poupée-poupon. Or les jeux sont plus calmes et plus créatifs avec une poupée-mannequin.

— Bref, selon vous, Barbie n'est pas le symbole de la femme-object, mais bel et bien une militante féministe ?

— Lorsque mes filles étaient petites, j'ai fait de la résistance pour qu'elles n'aient pas de Barbie. Fi-

لucteuses », qui présente Barbie devant un micro dans une robe fourreau noire volante aux cheveux. La garde-robe de Jackie Kennedy, la First Lady la plus élégante qu'ait connue l'Amérique, influence également celle de Barbie, qui même une intense vie sociale. Les tenues plus décontractées s'appellent « Going To The Ball », « Tennis, Anyone ? » ou « Gold'n Glamour ».

Parallèlement, Mattel propose

une incroyable quantité d'accessoires : escarpins et mules à pompon, casque à permanente, toaster, éléments de mobilier, micro-paquets de corn-flakes, tourne-disques, téléphones, camping-cars, scooters...

Porte-drapéau de l'*American way of life* dans ce qu'il a de plus ostentatoire, Barbie affiche un train de vie de milliardaire. Les personnages qui gravitent autour d'elle ne lui portent pas阻碍. En 1961 apparaît Ken, le pâle boy-friend de la belle, dont il a été décidé, après bien des discussions, d'éduquer l'anatomie en faisant en sorte que son maillot de bain ne soit pas amovible. Le « couple » est disponible avec une tenue complète de mariés mais il est bien clair qu'il s'agit d'un simulacre. Car Ruth Handler est ferme sur les principes, et particulièrement sur celui-ci : Barbie, qui n'a pas de nombril, n'aura pas de bébé.

Le répertoire de la poupée en dit long sur ses centres d'intérêt : « Que vais-je faire pour aller au bal ? », « J'ai un temple vous ce soir », « Veux-tu aller faire du shopping ? ». Elle montre cependant un redoutable sens de l'opportunité, évoluant avec les modes. En 1967, elle se dote de hanches pivotantes pour s'adonner aux nouvelles danses puis prend le virage disco au milieu des années 70. Tous les sept ans, environ, elle se soumet à un lifting pour s'adapter aux canons de la beauté du moment. Le dernier remonte à 1998 : taille plus ronde, poitrine moins agressive, lèvres plus fines et regard plus sage.

Barbie sait aussi rester attentive aux changements de mentalité. Mannequin, danseuse étoile ou hôtesse de l'air à ses débuts, elle embrasse successivement une carrière de vétérinaire, d'enseignante, d'actrice, de femme d'affaires ou d'astronaute. On la voit même se porter candidate à la présidence. Il faudra cependant attendre 1980 pour voir apparaître une Barbie noire... aux traits francophones européens. La concurrence a fini par jeter l'éponge. Giny, Miss Revlon, Miss America, Tammy, Tressy, Miss SevenTeen, « Happy To Be Me » (« Jeune et heureuse comme je suis »),

d'une chanson — fait immédiatement l'objet d'un recours en justice !

En France, la réussite n'a pas été immédiate. Barbie ne devient vraiment populaire qu'à partir de 1972, lorsque Mattel décide de créer sa propre filiale. Une résistance s'organise. « A ses débuts, elle a dû assumer l'antipathie des femmes qui se situent dans les catégories sociales les plus favorisées », estime Marie-Françoise Hanquez-Maincent dans son livre *Barbie, poupée-totem* (lire ci-dessous). « Aujourd'hui, on ne perçoit plus de résistances », assure pourtant Hervé Parizot, directeur général adjoint de Mattel France, qui s'apprête à célébrer à grand renfort de paillettes le quarantième anniversaire de Barbie. La poupée, avec laquelle on peut également jouer sur CD-ROM, est néanmoins confrontée à un double phénomène de rajeunissement et de rétrécissement de sa clientèle, dont la plus grande partie est désor- mais âgée de six à huit ans.

Dans la *Pink Valley* des magasins de jouets — on nomme ainsi la travee réservée à Barbie et à ses produits dérivés —, les petites filles voient la vie en rose bonbon depuis presque quarante ans. « D'un strict point de vue commercial, cette prédominance d'une seule couleur est contre-productive : elle finit par rendre difficile la recherche d'un article précis. Nous n'avons pas renoncé à modifier l'emballage et les couleurs mais, jusqu'à présent, il a fallu se rendre à l'évidence : les filles veulent une Barbie blonde dans un univers rose », soupire M. Parizot. Aux Etats-Unis, la fascination qu'exerce la poupée de Mattel ne se dément pas. Cindy Jackson, une jeune Texane, a consacré 30 000 dollars et dix-huit opérations de chirurgie esthétique pour réaliser son rêve : ressembler à Barbie. Pourquoi un tel mimétisme ? « Avoir la beauté, a-t-elle expliqué, c'est détenir le pouvoir. »

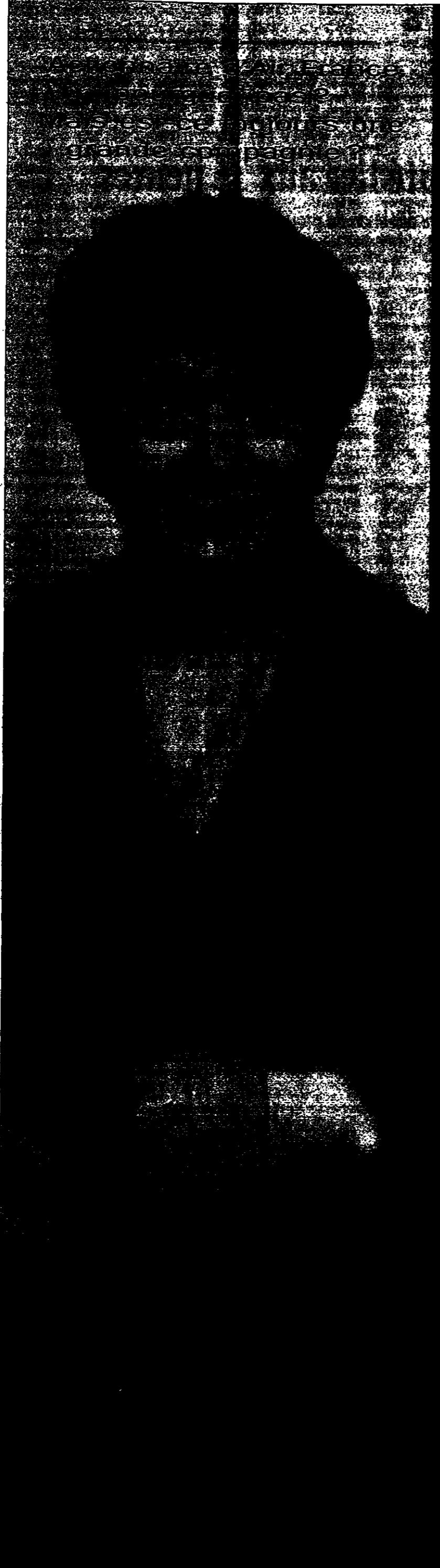
J.-M. N.

\* *Barbie*, de Frédéric Belgebet, Editions Assouline, 1998, 99 F, 15,09 €. *Barbie, quarante ans de magie*, de Marco Tosa, Editions Autrement, 1998, 129 F, 19,67 €.

# planétaire

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999 / 15



## Ouverture du capital

**Nous sommes  
la 4<sup>e</sup> compagnie  
mondiale pour  
les passagers  
internationaux.**

**S**i Air France est aujourd'hui l'une des plus grandes compagnies aériennes mondiales, elle le doit à la confiance des 34 millions de passagers du Groupe. Ce n'est pas là le seul chiffre qui témoigne de notre performance. Nous sommes aujourd'hui la 2<sup>e</sup> compagnie européenne pour le trafic long-courrier<sup>(1)</sup>. La 3<sup>e</sup> compagnie mondiale pour le fret International<sup>(2)</sup>. Le 3<sup>e</sup> opérateur mondial pour la maintenance aéronautique<sup>(2)</sup>, entretenant les flottes de plus de 100 compagnies dans le monde. Et le 4<sup>e</sup> opérateur mondial par son chiffre d'affaires pour la restauration aérienne(s) avec Servair, assurant la restauration sur les vols de 140 compagnies aériennes. Enfin notre plate-forme de Roissy-Charles de Gaulle, nos accords avec 4 compagnies européennes franchisées, et notre réseau d'alliances avec 27 compagnies internationales, dont deux des leaders américains, Delta Air Lines et Continental Airlines, nous permettent de vous emmener dans les meilleures conditions toujours plus loin dans le monde. Voilà pourquoi Air France est une grande compagnie mondiale. Voilà pourquoi nous pouvons dire que vous avez raison d'y croire.

Réservez dès maintenant auprès de votre intermédiaire financier. Pour toute information, n° vert 0 800 320 310. Internet : [www.airfrance.net](http://www.airfrance.net)

Dans le cadre de l'ouverture du capital d'Air France, les souscripteurs personnes physiques bénéficient d'avantages particuliers : une réduction par rapport au prix fixé pour les investisseurs institutionnels ; 1 action gratuite pour 10 actions achetées et conservées 18 mois, dans la limite d'un investissement de 30 000 francs (4 573,47 euros) ; la gratuité des droits de garde pendant 18 mois ; la possibilité de souscription dans le cadre fiscalement attractif du Plan d'Epargne en Actions. La réservation vous garantit, dans la limite de 8 000 francs (1 219,59 euros), soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit, d'être deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé. Elle est révocable à tout moment jusqu'à la fin du quatrième jour de bourse de l'Offre à Prix Fixe. Des bulletins de réservation d'actions sont disponibles auprès de votre banque, des Caisses d'Epargne, de La Poste, du Trésor public ou de votre société de bourse. Le document de référence, la note d'opération préliminaire et la note d'opération définitive visée par la COB seront à votre disposition, sans frais, auprès des intermédiaires financiers et d'Air France.

(+) Source IATA (International Air Transport Association), classement 1997. (1) Source AEA (Association of European Airlines), classement 1998, en passagers kilomètres transportés. (2) Source Air France. (3) Source Rapport annuel Servair 1997.

**AIR FRANCE**  
**Vous avez raison d'y croire** //

Justine Tito

je l'irai lire

1

3

10

## ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999

**SOCIAL** Les syndicats de PSA Peugeot-Citroën ont annoncé, vendredi 29 janvier, après avoir consulté les salariés dans les usines et les bureaux du groupe, qu'ils ne signeraient pas en l'état le projet d'accord sur les 35 heures, établi une semaine auparavant. ● A L'ORIGINE de ce refus, l'annualisation du temps de travail, qui implique la perte du paie-

ment des heures supplémentaires, et la généralisation du travail du samedi. ● LA CFTC, FO et la CGE-CGC demandent la réouverture de négociations sur la réduction du temps de travail.

● LA DIRECTION indiquait, vendredi, avoir « bien entendu le message » et « réfléchir à la façon de mieux expliquer un accord effectivement complexe ». ● LA CGT avait, dès le

départ, annoncé qu'elle ne cautionnerait pas ce texte. Elle appelle à de nouveaux débrayages mardi, date à laquelle Renault doit débuter les négociations sur les 35 heures.

## Les salariés de PSA refusent la flexibilité liée aux 35 heures

Aucun syndicat ne signera, en l'état, le projet d'accord présenté par la direction du groupe automobile. Le personnel s'oppose à la banalisation du travail le samedi. Ce blocage pourrait rendre plus difficiles les négociations dans les autres entreprises

L'ACCORD exemplaire qu'appelaient de leurs vœux la direction de PSA Peugeot-Citroën et le gouvernement va-t-il, au contraire, symboliser la difficulté de mettre en place les 35 heures ? Les uns après les autres, les syndicats ont annoncé, vendredi 29 janvier, qu'il ne signeraient pas en l'état, le 5 février, le projet proposé par la direction. Rien ne laisse présager ce refus. À la sortie des négociations, vendredi 22 janvier (*Le Monde* du 24-25 janvier), hormis la CGT qui avait annoncé qu'elle ne signerait pas le texte, les autres organisations avaient mis l'accent sur les avancées, et certaines n'excluaient pas de parapher

le document. Marcel Grignard, secrétaire général de la CFDT-métallurgie, s'était félicité, dans un entretien dans *Les Echos* du 26 janvier, que « le projet d'accord formalise des flexibilités existantes. Un tel accord rompt avec la logique antérieure, où le temps de travail n'était pas négligé ». Une semaine plus tard, plus personne ne veut « y aller », même la CSL, étiquetée « syndicat-maison » par ses adversaires, et qui avait pourtant annoncé sa signature le 22 janvier. Que s'est-il passé ? Entre-temps, chaque organisation a présenté le texte dans les usines. L'accueil a été pour le moins glacial. La CGT avait fait monter la pression, jeudi 28 janvier, en appellant à des arrêts de travail sur le site de Sochaux. Mais le rejet du texte va au-delà des bastions célestins. Les salariés trouvent que la flexibilité

demandée est trop grande par rapport à la réduction du temps de travail obtenue. Le projet d'accord contenait deux volets principaux. D'abord, un dispositif de départ en préretraite (12 500 compensés par 200 embauches de jeunes, qui n'est pas contesté). Deuxième volet, le passage aux 35 heures, sans perte de salaire, au 1<sup>er</sup> septembre, et assorti de l'embauche de 1 500 personnes.

### VIE PRIVEE

« Une réduction du temps de travail au rabais », avaient alors protesté les syndicats, dans la mesure où les temps de pose sont décomptés du temps de travail effectif, ce qui le ramène automatiquement à 36 h40. Toutefois, ce volet prévoit une pluriallénement du temps de travail et des horaires qui varient en fonction de la cadence de

la production. Le travail pouvant être organisé sur trois, quatre, cinq ou six jours par semaine. Un dispositif qui banalise le travail le samedi. « Les salariés ont eu l'impression qu'on appliquait la réduction du temps de travail sur leur dos, explique Bruno Lemerle, délégué CGT à l'usine de Sochaux. Le samedi, c'est notre vie privée, on peut pas nous la prendre ». Pour Raymond Buchholzer, représentant CFDT à Mulhouse, « le problème c'est celui de la contrainte. On travaille déjà le samedi, mais c'est un choc. Dans le projet d'accord, c'est l'employeur qui décidera ».

### COMMENTAIRE

### AVERTISSEMENTS

Jusqu'où peut-on, au nom de l'emploi et de la compétitivité, dégrader les conditions de travail ? Telle est la question posée par le refus des salariés de PSA de banaliser le travail le samedi tout en voyant leur pouvoir d'achat se dégrader. Jusqu'à présent, le travail le samedi était basé sur le volontariat et était payé en heures supplémentaires. L'accord qui était sur le point d'être signé prévoit de le rendre obligatoire si la direction le juge utile, tout en excluant les heures supplémentaires puisque ce temps de travail est intégré dans les 35 heures hebdomadaires. Certes, on pourra tou-

jours objecter que, malgré tout, les salariés de PSA auraient moins travaillé. Mais pour les intéressés, les inconvenients l'ont d'autant plus emporté sur les avantages que les embauches sont apparues comme la contrepartie des départs en préretraite et non celle

des 35 heures. L'autre échec concerne les relations sociales. Les accords sur les 35 heures sont des accords complexes à négocier, à expliquer aux salariés et à mettre en œuvre. Les entreprises qui ont, comme PSA, « cassé du syndicat » durant des années n'ont pas forcément le savoir-faire pour se lancer dans une telle démarche.

Même cet échec est aussi une leçon pour le gouvernement. Si l'effet positif de la réduction du temps de travail sur les chiffres du chômage n'est pas perceptible, les salariés jugeront les 35 heures à l'aune de leurs conditions de travail. Le faux pas de PSA montre que le pari n'est pas encore gagné.

Frédéric Lemaître

## « Union sacrée » chez les « Sochaux »

### BESANÇON de notre correspondant

La météo était maussade, comme le climat social. Alors, le slogan s'est imposé de lui-même. « Le temps est pourri, les 35 heures de Folz et Aubry aussi ! », ont crié en chœur les premiers manifestants, pour la plupart militants de la CGT. En deux jours, le centre de production PSA de Sochaux, près de Montbéliard (Doubs), a retrouvé de la pugnacité et l'ambiance de la grande grève Peugeot de 1989, même si 10 % seulement de ses 17 500 employés ont à ce stade, exprimé publiquement leur colère. « Si la direction nous cherche des noises, elle trouvera à qui parler ! », a lancé un solide gaillard, sorti en bleu de travail de son atelier de fabrication. « Surtout si elles s'en prennent à notre vie de famille », a renché里 un de ses camarades, qui se dit « furieux de ce mauvais coup ».

Le succès croissant des deux débrayages quotidiens - qui ont réuni chacun entre 700 et 1 000 salariés selon les syndicats, et de 500 à 600 personnes selon la direction - a surpris la CGT, qui avait appelé à cesser « provisoirement » l'activité et n'en espérait pas autant. Au point que l'entente FO/CFTC/CFE-CGC a pris acte, à son tour, de l'ampleur de cette gronde. « Tout syndicat qui signera cet accord sur la réduction du temps de travail sera attaqué par nos trois centrales », a donc prévenu son porte-parole local, Alain Setten.

Seule à prôner une « poursuite du débat », la CFDT a fini par faire savoir, comme la CSL, qu'elle refuserait également le texte proposé. « C'est l'union sacrée », s'est rejoui, en apprenant cette nouvelle, un jeune manutentionnaire qui brandissait un tract « explicatif » diffusé sur le site.

« Nous avons joué la carte de l'information du personnel », a confirmé, vendredi soir, Bruno

Lemerle, permanent de la CGT, à l'issue d'une assemblée générale. « Outre une synthèse que nous avons distribuée, chacun pouvait prendre connaissance des trente pages du projet auprès de nos délégués. » Cinq de ses articles ont aussi mis le feu aux poudres.

« Grâce à un tour de passe-passe sur les pauses, les 35 heures deviendront 36 h 45. La flexibilité et l'annualisation permettront des semaines allant de trois à six jours et pourront atteindre 48 heures. Nos deux jours de repos consécutifs ne seront plus garantis, pas plus que nos quatre semaines de congés d'été. Le travail le samedi, jusqu'à présent facultatif et payé en heures supplémentaires, deviendra obligatoire. Et malgré les embauches de jeunes prévues pour compenser les départs des anciens, l'opération se soldera par une perte séche de 3 800 emplois », a énuméré M. Lemerle, très applaudie par ses troupes.

### MULHOUSE AUSSI

Le directeur, Roger Garnier, a beau préciser que l'accord assurerait « le maintien des rémunérations » et jurer que le problème du samedi travaillé ne se poserait pas au centre de Sochaux, rien n'y fait. D'autant que l'usine voisine de Mulhouse a, de son côté, voté un appel à la grève pour mardi matin 2 février. « Aujourd'hui, nous exigeons le retrait pur et simple du texte et nous ne nous satisfirons pas de modifications de détail », a d'ores et déjà prévenu le permanent de la CGT, qui souhaite établir une conciliation avec les autres syndicats. Avec l'espoir de parvenir à une position commune d'ici mardi, date du prochain arrêt de travail.

« La suite des événements dépend de la direction », a-t-il conclu. Si elle conserve ses préventions, même de façon déguisée, ce sera le conflit. Car les salariés resteront vigilants. »

Jean-Pierre Tenoux

## La Cour de cassation juge les méthodes de la COB

### POUR L'OCCASION

La chambre commerciale, financière et économique de la Cour de cassation a tenté à se réunir en assemblée plénière. L'affaire qui se plaide, vendredi 29 janvier, est d'importance : la Commission des opérations de Bourse (COB) demande l'annulation de deux arrêts de la Cour d'appel. Ceux-ci avaient cassé les sanctions infligées par les autorités boursières à Jean-Marc Oury, ex-président de la Compagnie immobilière Phénix (CIP). La Cour d'appel avait jugé que la procédure n'avait respecté ni la présomption d'innocence, ni le respect des droits de la défense, dont bénéficia toute personne selon la Convention européenne des droits de l'homme.

Derrrière ce débat juridique formel, l'enjeu est considérable. Il s'agit de savoir quel est le rôle de la COB. S'agit-il d'une simple autorité administrative ou d'une juridiction ? Comment peuvent être garantis les droits de la défense ? Selon la réponse apportée par la Cour de cassation, tout le fonctionnement de la Commission des opérations de Bourse peut être amené à évoluer. Au-delà de la COB, le Conseil de la concurrence et, plus largement, toutes les autorités de régulation - CSA, Commission bancaire, Conseil des marchés à terme, ART - qui se substituent à l'Etat sont concernés.

L'affaire remonte à 1994. A l'époque, la COB s'inquiète des agissements de la CIP et décide d'ouvrir une enquête sur le groupe immobilier, filiale de la Générale des eaux. Plusieurs opérations lui paraissent contestables. Parmi elles, un système de portage des titres de sa filiale, la société financière Bassano-Cambacéries, par la société Kléber-Lubeck. Démonstration de l'existence du portage, la CIP s'était engagée auprès de Kléber-Lubeck à lui racheter ses titres. Un engagement passé sous silence dans le rapport annuel. En revanche, la CIP inscrit une plus-value de 250 millions de francs

dans ses comptes, ce qui lui permet d'afficher un résultat positif.

L'enquête de la COB releva aussi une série d'opérations douteuses menées par la CIP autour de l'achat d'une trentaine d'hôtels, dont la propriété des fonds de commerce et des murs fut séparée entre deux sociétés. Un mécanisme qui permet à nouveau de dégager des plus-values fictives. Jugeant que ces deux séries d'opérations donnaient une image trompeuse des comptes de la CIP et une information mensongère au public, la COB condamna par deux fois, M. Oury à 500 000 francs d'amende.

### PRÉSOMPTION D'INNOCENCE

Celui-ci fit appel de ses condamnations. Pour lui, la présomption d'innocence n'avait pas été respectée. En pleine enquête, le président d'alors de la COB, Jean Saint-Germain, avait évoqué dans un entretien à *la Vie française* : « les acrobates comptables de l'Immobilier Phénix où des hôtels sont passés à des prix gonflés de filière en filière comme un mystère ». De plus, selon M. Oury, les droits de la défense n'avaient pas été respectés puisque la procédure confondait dans un même organe de décision les fonctions de poursuite, d'instruction et de sanction. Sur ces deux points, la Cour d'appel de Paris donna raison à M. Oury et annula les condamnations.

Pour la COB, c'est son pouvoir même qui est remis en cause dans la mesure où la Cour d'appel critique la procédure définie par la loi de 1989 sur la surveillance des marchés financiers. « La COB est une autorité administrative et en aucun cas une juridiction. L'imperatif d'efficacité et de souplesse peut justifier l'intervention préalable dans la procédure répressive d'une autorité administrative », souligne M. Arnaud Lyon-Caen, défenseur de la COB. Il rappelle que M. Oury a été assisté d'un avocat tout au long de la procédure.

« Un avocat ne suffit pas pour rés-

pecter le droit de la défense. Infiger des condamnations financières relève de sanctions pénales. De plus, la procédure doit respecter la convention européenne des droits de l'homme. Les règles de fonctionnement de la COB sont massivement incompatibles avec cette convention. La COB instruit, juge, sanctionne au sein d'un même organe, sans séparation », a rétorqué vendredi l'avocat général, Maurice Antoine Lafontaine. « Alors que nous cherchons à séparer les fonctions, la COB entretient la confusion. Ce qui vaut pour l'Etat ne doit-il pas être appliqué à une autorité indépendante ? », a-t-il interrogé M. Bouffard, défenseur de M. Oury. Il insiste particulièrement sur le fait que le rapporteur peut débattre lors du jugement, ce qui cause l'impunité des débats. L'avocat général s'est rallié à cette position, en rappelant que la participation du rapporteur au délibéré de l'instance de jugement de la COB est contraire au principe de l'impartialité et de l'égalité entre les parties d'un procès.

Quant à la présomption d'innocence, elle n'a pas été respectée, selon l'avocat général. A ses yeux, la présidence de la COB ne pouvait pas, en cours d'enquête, faire des déclarations sur la CIP. Le défenseur de la COB soutient pour sa part la contradiction : d'un côté, la COB a une mission d'information auprès des épargnants, mais elle ne devrait pas parer des enquêtes en cours, au nom de la présomption d'innocence. « Cela voudrait assurer une imprégnation quasi-générale des manquements susceptibles de leur être reprochés et de leur préjudice causé au fonctionnement du marché », assure-t-il.

La COB a demandé l'annulation des arrêts de la cour d'appel. L'avocat général demande le rejet du pouvoir de la COB, comme le défenseur de M. Oury. Le juge doit être rendu le 5 février. Martine Orange

### DÉPÊCHES

■ FIAT : le premier groupe industriel italien a annoncé, vendredi 29 janvier, ses premiers résultats provisoires pour 1998. Le bénéfice avant impôts a chuté de 38 % en 1998 à 2 500 milliards de lires, soit 1 291 milliard d'euros pour un chiffre d'affaires pratiquement stable (+ 1,5 %) à 88 000 milliards de lires (45,4 milliards d'euros). Dans sa toute première lettre aux actionnaires, le nouveau président de Fiat, Paolo Fresco, auparavant numéro deux de General Electric, a dû admettre que ces résultats « ne sont pas au niveau attendu ».

■ DRESDNER BANK : la banque allemande s'est déclarée prête, vendredi, à restituer le bénéfice qu'elle avait tiré de la vente d'or volée par le régime nazi aux victimes de l'Holocauste, soit environ 2,55 millions d'euros.

■ INFORMATIQUE : selon une étude de Dataquest, les livraisons de PC dans le monde ont augmenté de 15 % en 1997, à 92,3 millions d'unités, et les marchés européens et des Etats-Unis ont représenté près de 65 % du total.

■ TELEVISON : le groupe M6 a enregistré en 1998 une hausse de 29,4 % de son bénéfice net consolidé (part du groupe), qui a atteint 403 millions de francs (61,4 millions d'euros), pour un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de francs (526 millions d'euros), selon les estimations publiées vendredi par la chaîne de télévision.

■ IMPRIMERIE : la CGT a signé un accord sur les 35 heures dans l'imprimerie de Fabrèges, vendredi (Le Monde du 29 janvier). Les syndicats CFDT et CGC n'ont, pour leur part, pas signé l'accord, alors que FO et la CFTC n'étaient pas présentes lors de la signature.

■ PUBLICITE : Havas Advertising a racheté 68 % du capital de l'agence allemande Kempen and Partner, qui a réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 800 millions de francs (122 millions d'euros).

## PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999

### Les fonds humanitaires permettent d'épargner en se donnant bonne conscience

Il existe deux grandes catégories de placements « moraux ». Les fonds éthiques, qui s'interdisent d'investir dans les sociétés ne respectant pas certaines valeurs, et les fonds de partage, qui affectent une partie des gains à une bonne cause

**JOUER** en Bourse tout en ayant bonne conscience ! C'est le contrat testamentaire que proposent les fonds humanitaires. Très développés aux États-Unis, ils n'ont qu'une existence discrète en France. Et réalisent des prouesses chiffonnées. Une quinzaine de sicav ou de fonds communs de placement recueillent les souscriptions des épargnantes animées d'une double préoccupation financière et morale. En achetant des parts de fonds de partage ou de fonds éthiques – ce sont les deux grandes familles de fonds humanitaires – les souscriptrices mettent leurs capitaux au service d'une bonne cause, soit qu'ils acceptent de faire un sacrifice sur leurs gains financiers, soit qu'ils sélectionnent les cibles de leurs investissements.

Les fonds de partage présentent la particularité de reverser une

partie de leurs revenus à des organisations humanitaires ou caritatives. Epic Solidarité, une sicav d'obligations du Crédit lyonnais, fait don à la moitié de ses revenus au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), qui finance des créations d'emploi en Europe centrale ou orientale en France. Depuis le mois de juillet 1992, la contribution financière de la sicav porte sur plus de 5 millions de francs. Le fonds commun de placement Téléthon Poë, qui soutient la lutte contre 14 maladies génétiques, fait preuve d'une générosité équivalente. Ici aussi, il reverse à l'Association française contre la myopathie (AFM) la moitié des revenus recueillis par son portefeuille d'obligations.

C'est là même clé de répartition qui prévaut pour le fonds commun

de placement Faim et développement, du Crédit coopératif. Il reverse la moitié de ses revenus à des « bonnes causes ». Environ 40 % des sommes redistribuées vont au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) et 10 % vont à six associations, au nombre desquelles figurent Terre des hommes, Pères des hommes et la Communauté du chemin énoui. Epargne solidaire, un autre fonds commun de placement géré par le Crédit coopératif, a mis en place cette architecture. La moitié des revenus vont à des organisations non gouvernementales humanitaires, comme Médecins du monde, l'Institut Pasteur, l'Institut Curie, France active ou l'Union nationale des parents d'enfants handicapés mentaux.

La plupart des fonds de partage gèrent des portefeuilles d'obligations. CM France emploi est un fonds commun de placement monétaire. La moitié du coupon est reversée à l'association France active. « CM France emploi aide à la création d'emplois et soutient des entreprises qui participent à l'insertion », explique Serge Ruchaud, responsable du développement de l'économie sociale au Crédit mutuel. Epargne solidarité habitat combine deux leviers financiers. Le fonds commun de placement obligataire du Crédit lyonnais reverse 25 % de ses revenus à l'association Habitat et humanisme qui œuvre pour le logement des familles défavorisées. Aux dons des souscripteurs s'ajoute la contribution du Crédit lyonnais, puisque la moitié des droits d'entrée est « offerte » à Habitat et humanisme.

Le fonds commun de placement investissement et partage, proposé par la Financière Meeschert, pratique, lui aussi, une double générosité. Non seulement il reverse la moitié des revenus à la Fondation Alliance, qui mène des actions de réinsertion, mais il lui abandonne la moitié des frais de gestion (ceux-ci s'élèvent à 2 %). C'est également sur les frais de gestion que le fonds commun de placement Humanis, commercialisé par GPK Finance, fait un « sacrifice ». La moitié va à la recherche médicale.

Les fonds éthiques – l'autre grande famille de fonds humanitaires – obéissent à une morale stricte. Ils s'interdisent d'investir dans les sociétés qui ne respectent

pas les valeurs auxquelles ils sont attachés. Les fonds éthiques ont été mis sur pied pour les congrégations religieuses qui refusaient d'investir dans le tabac, l'alcool, l'armement ou les jeux d'argent. A la différence des fonds de partage, les fonds éthiques ne redistribuent rien. Les performances sont intégralement versées aux souscripteurs.

Nouvelle Stratégie 50, commer-

cialiste de la gestion à la Financière Meeschert. « Mais il s'agit également sur la consultation d'indicateurs éthiques : profil social de l'entreprise, l'entreprise et l'environnement, l'entreprise et la société civile, l'entreprise et les relations avec les clients, les fournisseurs et les actionnaires. »

Le fonds commun de placement Hymnos, lancé par le Crédit lyonnais en mai 1989, a adopté un

ment ou la production de films pornographiques », explique Guillaume Jonchère, co-gérant d'Hymnos. « Une société qui serait amenée à dévoiler ses effectifs dans des conditions acceptables peut très bien figurer dans notre portefeuille. En revanche, une entreprise qui adopterait une attitude plus brutale serait sanctionnée. »

Chaque fonds éthique possède sa propre grille. Le fonds commun de placement Pluriel éthique s'articule autour de trois critères de sélection. Il n'investit que dans des entreprises qui militent pour la protection de l'environnement, qui attachent une grande importance à la dimension sociale ou qui travaillent dans le secteur de la pharmacie. Le fonds commun de placement Insertion emploi, géré par la Caisse des dépôts, s'est fixé pour règle impérative d'investir dans des grandes entreprises françaises qui n'ont pas effectué de licenciements au cours des deux dernières années et qui mènent des politiques d'insertion en faveur des personnes en difficultés. Parallèlement, 5 % des actifs sont consacrés au financement d'associations ou de petites entreprises d'insertion. Le reste du portefeuille se partage entre les actions (70 %) et les obligations (25 %).

La sicav Nord-Sud développement milite, elle, pour l'expansion économique des pays en voie de développement. C'est – de très loin – le plus gros « véhicule » humanitaire. Elle pèse 1,5 milliard de francs, alors que les encours de la plupart des fonds éthiques et de partage sont inférieurs à 100 millions de francs. Géré par la Caisse des dépôts, c'est une sicav d'obligations internationales.

Michel Turin

#### Les performances sont plutôt faibles

EST-CE que la morale paie ? Les fonds de partage n'affichent pas, dans l'ensemble, des performances extraordinaires. Pour pouvoir affirmer leur générosité et verser des revenus réguliers aux associations, ils sont investis, pour la plus grande partie, dans les portefeuilles en obligations ou en produits monétaires. Mais les rendements des unes et des autres ont beaucoup baissé. « Avec la baisse des taux d'intérêt, il devient de plus en plus difficile de partager quelque chose de substantiel », constate le gérant d'un fonds de partage.

Epargne Solidarité Habitat a réalisé une performance convenable, de 9,28 %, en 1998. Patrick de Fragué, son gérant, fait remarquer que les fonds de partage à gain 41,5 % depuis février 1994 (date à laquelle le Crédit lyonnais a repris la gestion d'Epargne Solidarité Habitat), alors que les sicav d'obligations n'ont progressé, en moyenne, que de 31,7 % au cours de la même période. Mais un autre fonds, Faim et Développement, a réalisé une très mauvaise année 1998. La progression est de 0,07 %. Celle d'Epargne solidaire, le fonds « jumeau » du Crédit coopératif, n'est pas plus brillante. Il n'a gagné que 0,78 %. C'est une mauvaise anticipation qui explique tout. « Nous pensions que les taux d'intérêt allaient remonter », reconnaît Jean

M. Tu.

**EFFETS DE L'AVORMENTE**

« Sur une longue période, les souscripteurs ont bien gagné leur vie », constate Nicolas Lucioni. Nord-Sud Développement s'est toujours bien classé, sauf en 1998. C'est la première année où tous les éléments se sont ligés contre nous. » La conjoncture financière dans laquelle ont été pris les marchés émergents a produit des effets dévastateurs. Nord-Sud Développement la gagne, l'année dernière, que 76 %. Sur trois ans, du 5 janvier 1996 au 7 janvier 1999, la progression est de 29,09 %. On ne fait pas toujours de bonnes performances avec de bons sentiments !

M. Tu.

#### L'immobilier parisien confirme son renouveau

L'IMMOBILIER parisien retrouve peu à peu sa vigueur. Pour le marché des appartements anciens, à Paris, et dans les trois départements de la petite couronne, la chambre des notaires de Paris, dans son dernier bilan, fait état d'une augmentation de 22 % du volume des transactions au troisième trimestre 1998 par rapport à la même période de 1997. Mais la reprise de l'activité est encore plus spectaculaire sur le marché des biens neufs dont le volume des ventes augmente de

1 million de francs (153 000 euros).

Dans la capitale, au troisième trimestre 1998, le prix moyen au mètre carré des appartements anciens était de 15 773 francs (2 404 euros) et s'échelonnait de 24 745 francs (3 772 euros) dans le 7<sup>e</sup> à 11 344 francs (1 729 euros) dans le 19<sup>e</sup>. Ce sont les arrondissements centraux (du 3<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup>) qui enregistrent les augmentations les plus importantes. Les arrondissements où les prix sont les plus stables (moins de 3 % d'augmentation en un an), outre le 19<sup>e</sup>, sont les 10<sup>e</sup> (11 395 francs, soit 1 737 euros), 20<sup>e</sup> (11 620 francs, soit 1 771 euros), 18<sup>e</sup> (11 639 francs, soit 1 774 euros), 17<sup>e</sup> (15 518 francs, soit 2 365 euros), 14<sup>e</sup> (16 434 francs, soit 2 505 euros), 15<sup>e</sup> (17 056 francs, soit 2 600 euros), soit 20 178 francs, soit 3 076 euros).

Dans les trois départements de la petite couronne, les communes les plus sensibles à la hausse (de 3 % à 7 %) sont Levallois-Perret, Issy-les-Moulineaux et Boulogne-Billancourt dans les Hauts-de-Seine, avec des prix moyens au mètre carré situés dans une fourchette de 13 000 à 14 000 francs (environ 2 000 euros) et Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, qui plafonne néanmoins à 8 000 francs (1 220 euros).

Quelques communes sont toujours à la baisse, notamment Saint-Ouen et Pantin, en Seine-Saint-Denis (environ 7 000 francs au mètre carré, soit 1 067 euros).

Christine Garin

#### Bons résultats de la construction neuve

Avec 376 400 logements en 1998, les autorisations de construire ont fortement progressé en un an, bénéficiant d'un quatrième trimestre exceptionnel, en hausse de 61 % par rapport à 1997. Depuis le début de l'année, la hausse a été régulière pour les maisons individuelles, tandis que pour les logements collectifs, elle s'est amplifiée au deuxième trimestre. Les mises en chantier ont progressé de 9,3 % en 1998, atteignant 285 100 logements. Le rythme s'est accéléré depuis plusieurs mois, notamment pour les logements individuels, atteignant 21,4 % au dernier trimestre de 1998.

Si la progression des autorisations de construire est beaucoup plus forte que celle des mises en chantier, c'est essentiellement, selon la direction de la construction du ministère du logement, qui publie ces chiffres, parce que la fin annoncée du dispositif de soutien à l'investissement locatif privé a dopé les résultats de mois de novembre et décembre.

52 % (30 % à Paris, 76 % dans les Hauts-de-Seine).

Les notaires donnent plusieurs explications à ces résultats exceptionnels. Les promoteurs ont acheté d'importants programmes de logements neufs sur des terrains achetés en 1997 mais, surtout, l'annonce de l'arrêt du dispositif dit « amortissement

Sous le Haut-Parrainage de Madame Jacques CHIRAC  
et de la Communauté Européenne  
Organisé par la Fédération Française des Oncologues Médicaux

### CONFÉRENCE / DÉBAT “VOUS ET LE CANCER”

Renforcer la participation des patients et des proches face aux enjeux du cancer.

Le 5 février 1999 à 9h30  
Palais des Congrès de Paris

M° et RER : Porte Maillot

avec la participation des représentants des trois plus grandes associations américaines de patients, et des plus grands spécialistes européens.

Animation : Alexandre Jardin

De 12h30 à 17h15 ateliers spécialisés :

- 1/ Information sur les nouveaux traitements du cancer
- 2/ Fatigue et cancer
- 3/ La participation des patients à la recherche clinique

Inscription gratuite au 01 42 16 04 51 ou 52  
ou par fax au 01 42 16 04 65



DRH & ASSOCIES

## REVUE DES ACTIONS

## ÉNERGIE

	en euros	DIF.
Cofisip	56	-0,31
Elt Aquitaine	95,40	+0,31
Esso	69,30	+0,30
Geophysique	41,60	-21,50
Total	89,50	-0,39

## PRODUITS DE BASE

	en euros	DIF.
Air Liquide	144,10	-2,37
Cit (Ferrallies)	10,40	-0,65
France Zinc	36,60	-1,99
Gascogne	71,50	+1,99
Meteurope	4,20	-3,19
Pechiney Act Ord A	30	+2,82
Rhône-Poulenc	13,46	+1,26
Rhône-Poulenc (La)	2,40	+1,26
Usinor	11,25	+10,18
Vallourec	30,50	+5,17
Grande Paroisse	24,50	-2
Oxygénium	335	-5,30

## CONSTRUCTION

	en euros	DIF.
Bouygues	231	+0,47
Bouygues Off.	21,75	-0,22
Ciments Français	48,75	+5,02
Comptoir Immobilier	18,00	+0,26
Elf	61,20	-2,05
Groupe CTM	85,70	-0,25
Impeal	96	+1,26
Lafarge	77,05	-0,42
Lafarge	65,00	+2,23
Saint-Gobain	123,20	+11,18
SCE	43,70	+6,32
Vicat	76,98	-0,65

## BIENS D'ÉQUIPEMENT

	en euros	DIF.
Alcatel	102,20	+9,03
Alcatel	5,95	+0,97
Bull	7,30	+0,22
Carbone Lorraine	36,50	+7,02
CS Signaux (CSEE)	64,60	+14,13
Dauphin-Aviation	16,00	+0,84
De Dietrich	36,20	+2,05
Fives-Lille	64,40	+11,22
France Telecom	82,90	+4,60
InterTechnique	25,00	+3,04
Legrand	197	+0,15
Levi's Product	15,50	+0,50
Sagem SA	578	+3,58
Schneider SA	51,10	+12,90
SFR	2,60	+0,25
Stetel	7,80	+0,28
Turkmen-CSF	35,50	+11,45
Zodiac exdt divid	185,50	+2,45
Algeo	64	+3,03
CHIM Car	11,68	+2,09
Condur	1,20	+0,05
Entec SA	31,27	+0,77
FGI Industries	24,90	+7,37
Latecoëre	79,40	-0,75
Lectra Sys. (B)	5,93	-1,16
Mantoux	122	+4
Merck & Co	24	+0,99
Radiall	66	+0,99

## AUTOMOBILE

	en euros	DIF.
Eca	104,50	+2,45
Labinal	184	+2,79
Michelin	33,68	+10,42

	en euros	DIF.
Montage SA	36,30	+3,71
Peugeot	149,60	+0,49
Plastic Omni (Ly)	66	+0,29
Hermes Int.	75	+1,43
Info Relais	39,40	+17,41
Castorama Dub (Li)	200	+1,25
Pochet	84,85	-0,27
Reynolds	34	+7,18
Robertis	123	+5,12
Robertis (Ly)	58	+1,28
Saint-Gobain	161,10	+11,18
SGE	43,70	+6,32
Vicat	76,98	-0,65

## AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

	en euros	DIF.
Bongrain	385	+0,77
Chateaux	45	+0,51
Christian Dior	52,00	+0,31
Clarins	64,50	+0,25
Deveaux Lyne	78	-16,75
Valeo	50	+8,45

## AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

	en euros	DIF.
Montage SA	36,30	+3,71
Guérin France	17,76	+0,57
Guy Degrenne	40,02	+1,33
Hermes Int.	75	+1,43
Info Relais	39,40	+17,41
Castorama Dub (Li)	200	+1,25
Phyto-Uterac	19,95	+1,25
Pochet	84,85	-0,27
Reynolds	34	+7,18
Robertis	123	+5,12
Robertis (Ly)	58	+1,28
Saint-Gobain	161,10	+11,18
SGE	43,70	+6,32
Vicat	76,98	-0,65

## AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

	en euros	DIF.
Bongrain	385	+0,77
Chateaux	45	+0,51
Christian Dior	52,00	+0,31
Clarins	64,50	+0,25
Deveaux Lyne	78	-16,75
Valeo	50	+8,45

## AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

	en euros	DIF.
Bongrain	385	+0,77
Chateaux	45	+0,51
Christian Dior	52,00	+0,31
Clarins	64,50	+0,25
Deveaux Lyne	78	-16,75
Valeo	50	+8,45

## AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

	en euros	DIF.
Bongrain	385	+0,77
Chateaux	45	+0,51
Christian Dior	52,00	+0,31
Clarins	64,50	+0,25
Deveaux Lyne	78	-16,75
Valeo	50	+8,45

## AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

	en euros	DIF.
Bongrain	385	+0,77
Chateaux	45	+0,51
Christian Dior	52,00	+0,31
Clarins	64,50	+0,25
Deveaux Lyne	78	-16,75
Valeo	50	+8,45

## AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

	en euros	DIF.
Bongrain	385	+0,77
Chateaux	45	+0,51
Christian Dior	52,00	+0,31
Clarins	6	

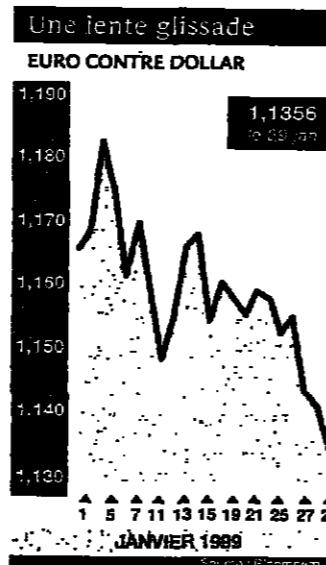
## Le dollar bénéficie de la vigueur de l'économie américaine

La faiblesse de l'inflation et le ralentissement de la croissance en Europe relancent les spéculations sur une rapide baisse des taux directeurs de la Banque centrale européenne

**Le billet vert s'est hissé sur ses plus hauts niveaux contre la devise unique européenne et a regagné du terrain contre le yen tandis que le real poursuivait sa dégringolade. La vigueur de l'économie américaine explique en grande partie cette renaissance du dollar, donné pour mort au lendemain de l'avènement de l'euro. En Europe, la faiblesse de l'inflation et le ralentissement de la croissance relancent les spéculations sur une rapide baisse des taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE). Toutefois, les autorités monétaires multiplient les déclarations pour soutenir la croissance qu'un assouplissement de leur**

**CESUX QUI** avaient, au lendemain de l'arrivée de l'euro, annoncé la prochaine mort du roi dollar doivent reconnaître aujourd'hui qu'il continue de faire preuve d'une belle vigueur. Cette semaine, le billet vert s'est hissé à ses plus hauts niveaux contre la devise unique européenne et a regagné du terrain contre le yen tandis que le real poursuivait sa dégringolade. Vendredi, la monnaie brésilienne a franchi, pour la première fois, la barre des 2 réals pour un dollar et a touché un plus bas à 2,18 dollars en cours de journée. Ni la hausse, décidée jeudi par la banque centrale, des taux à 35,5% par an et qui pourraient atteindre bientôt le plafond de 41%, ni celle sur le marché à terme, qui prévoit en février un taux de 59,5%, n'ont suffi à contenir la chute du real. Pour tenter d'enrayer la descente aux enfers de la devise du Brésil, le président Fernando Cardoso a assuré que l'accentuation de la baisse du real n'entamerait pas les réserves de change du Brésil et a prêté un retour à la normale.

De façon beaucoup moins drastique, le billet vert s'est apprécié, envoyant vendredi l'euro à son plus bas niveau de sa jeune histoire. En fin de semaine, la devise européenne s'est traitée autour de 1,136 dollar contre 1,165 dollar au moment de son introduction. Jeudi, face au yen, la monnaie américaine a franchi en hausse, pour la



La devise européenne se traite contre le billet vert à ses plus bas niveaux depuis son lancement.

première fois depuis près d'un mois, la barre des 116 yens. C'est la vigueur de l'économie américaine qui explique en grande partie ce retour en force du billet vert. Le produit intérieur brut américain a progressé de 5,6% en rythme annuel au quatrième trimestre, alors que les analystes s'attendaient à une croissance de 4,5%. Cette bonne surprise devrait

### Marché international des capitaux : de record en record

**LES OBLIGATIONS** émises par des entreprises sont très recherchées sur le marché international des capitaux. Cela est dû au fait qu'elles rapportent bien davantage que les titres jugés les plus sûrs. Maintenant que le premier choc de la récente crise brésilienne paraît absorbé, les investisseurs ne garnissent plus seulement leur portefeuille de signatures impeccables. Mais ils exigent alors que la rémunération soit fonction de l'évaluation des différents crédits. Par la force des choses, cette évaluation a un aspect subjectif que les spéculateurs tentent de réduire le plus possible, la pratique américaine est de se fier à des experts qui déterminent des notes aux emprunts selon un barème bien précis. L'usage s'étend en Europe où, cependant, les grands groupes industriels peuvent lever des montants élevés pour de longues durées sans se prévaloir de l'avis autorisé d'une agence de notation.

Olivetti vient d'en faire la démonstration, se procurant aisément, en une seule transaction, un montant de 1,5 milliard d'euros, soit environ 10 milliards de francs pour dix ans. La société italienne avait confié à la banque américaine Lehman Brothers le soin de diriger cette affaire, dont le taux d'intérêt annual est de 5%.

Pour ce qui est des entreprises très bien notées, le calendrier de février est chargé de noms prestigieux qui, eux aussi, veulent se lancer sur le marché de l'euro et pour des durées de dix ans. Les plus attendues sont Alcatel (par l'intermédiaire de la BNP) et de la

Deutsche Bank) et British American Tobacco (qui s'est adressée à la Dresdner Bank). Si la demande continue d'être aussi forte, certains emprunteurs en profitent pour se financer à très bon compte.

#### L'EXEMPLE PPR

Il existe toutefois une solution permettant d'obtenir des ressources en offrant moins que le Trésor français ou son homologue allemand. C'est celle des emprunts convertibles ou échangeables en actions. Le plus récent exemple a été fourni par Pinault-Printemps-Redoute (PPR). Il s'agit d'un emprunt d'échangeable (on emploie ce terme lorsque le débiteur est différent de la société dont les actions sont concernées). L'émetteur, Artemis, a contracté un emprunt de 457 millions d'euros, pour une durée pouvant aller jusqu'à six ans, en proposant une rémunération inférieure de 0,30 point de pourcentage à celle que procurent les valeurs du gouvernement français. Chaque obligation Artemis pourra, au gré des porteurs, être échangée contre dix actions PPR, au cours fixé jeudi 28 janvier, dépassant de très loin les prix actuels en Bourse. La prime se situe entre 35% et 40%. Il faudra donc une performance remarquable de l'action pour que l'échange ait lieu. Cette perspective a paru suffisamment réaliste pour que la demande atteigne douze fois le montant proposé. Cela porte à environ 36 milliards de francs le montant total des souscriptions réalisées en moins de douze heures. Même si

on divise par deux le volume des souscriptions pour s'approcher de la réalité, on reste confondu par son étendue. Quatre banques étaient chargées de cette transaction : le Crédit lyonnais, Paribas, la Caisse des dépôts et le CCF.

Les acheteurs de tels titres sont soit des organismes spécialisés qui placent uniquement leurs fonds dans des emprunts combinant les obligations et les actions, soit des investisseurs qui, d'habitude, veulent des obligations classiques.

D'une manière générale, l'augmentation des volumes des emprunts contractés en Europe s'explique par l'utilisation de la monnaie commune. L'année dernière, lorsque le risque de change existait encore et que nos différentes devises limitaient le cercle des souscripteurs à certaines zones géographiques bien précises, on disait d'un emprunt qu'il était grand si son volume atteignait 3 milliards de francs. Aujourd'hui, on serait bien en peine de dire si le minimum requis pour être considéré comme grand est de 1 ou de 2 milliards d'euros. Les records de taille se succèdent. La Belgique vient ainsi de lancer la plus volumineuse opération jamais prise, ferme, en Europe, par un groupe de banques. ABN Amro, la Générale de banques et Warburg Dillon Read s'occupaient du placement de 5 milliards d'euros d'obligations d'une durée de dix ans. Le nouvel emprunt belge a d'ailleurs été très bien accueilli.

Christophe Vetter

moyenne de 1%. « C'est une modification qui est plus importante que ce qu'a fait la Réserve fédérale américaine dans la même période », a-t-il déclaré.

Comme Wim Duisenberg, le président de la BCE, au début de la semaine, M. Noyer a rappelé que « la politique monétaire ne peut pas tout faire » en matière de croissance et d'emploi, donnant l'exemple des Pays-Bas et de l'Allemagne, qui, malgré des politiques monétaires identiques sur une longue période, affichent un taux de chômage qui va « du simple au double ». Même si les autorités monétaires prennent le soin de ne pas entamer une polémique avec les gouvernements européens, elles insistent sur le rôle que ceux-ci doivent jouer dans le soutien de la croissance. « Nous n'avons pas de reproches amers et publics à faire aux gouvernements, nous disons calmement que, pour réduire le chômage, il faut restructurer et réformer le marché de l'emploi », a jugé M. Noyer, en ajoutant qu'il n'appartenait pas à la BCE de définir la nature de ces réformes. La Banque centrale européenne milite cependant sans relâche et depuis plusieurs semaines en faveur d'une réduction des dépenses publiques, qui permettrait de réduire la pression fiscale pour soutenir la croissance.

D'autres facteurs devraient inciter la BCE à une certaine prudence en matière de baisse des taux. Certains pays de la zone euro, l'Italie, le Portugal et l'Irlande, enregistrent une inflation supérieure ou égale à 2%, la limite imposée par la banque centrale. De plus, une réduction des taux de la BCE pourrait précipiter la baisse de l'euro.

Joël Morio

Carole Petit

## Regain encore timide du Nikkei, hausse insolente du Nasdaq

AU TERME du premier mois de l'année 1999, les indices des grandes places financières mondiales reflètent une certaine prudence. L'indice Dow Jones de la Bourse de New York n'a progressé que de 1,93%, celui de Londres de seulement 0,23% et ceux de Francfort et Tokyo de respectivement 3,47% et 4,75%. La crise financière brésilienne a opportunément rappelé aux investisseurs internationaux que le système financier mondial reste fragile.

Or, il existe un compromis où la notion de risque a pratiquement disparu pour laisser place à une spéculation débridée. C'est celui du Nasdaq, le marché électronique américain dédié aux valeurs de croissance et de haute technologie. Depuis le début de l'année, l'indice Nasdaq composite a gagné 14,28%, dont 5,76% durant la semaine écoulée. Pis, depuis le 8 octobre 1998 (point bas sur les marchés mondiaux), l'indice a grimpé

de près de 80% en un seul mouvement de hausse ininterrompu. Les investisseurs spécialisés dans la haute technologie se sont pris de passion pour les valeurs Internet, saluant tout à la fois les introductions de sites Web et leur rachat quelques mois après. La dernière opération en date concerne GeoCities, une porte d'accès à Internet. Yahoo!, le premier site Web mondial, a mis 3,5 milliards de dollars (3 milliards d'euros) pour racheter GeoCities sur la base de 113 dollars par action. Or ce site a été introduit en août 1998 à 17 dollars par action. Auparavant, At Home avait acquis Excite pour 6,7 milliards de dollars et American On line a mis la main sur Netscape pour 4 milliards de dollars. Des dizaines de sites Internet sont introduits chaque mois et pratiquement autant sont rachetés. Mais, entre-temps, les cours ont fréquemment quadruplé sans aucune autre raison que spéculative.

Cette fièvre boursière a été fustigée par Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, qui a estimé, jeudi 28 janvier devant le Congrès, « que la majorité [des sociétés liées à Internet] allait presque sûrement disparaître ». Il a conclu en comparant ce secteur à une vaste loterie. Ce rappel à l'ordre est sain alors que, du haut de leurs chiffres d'affaires de quelques millions de dollars et de leurs pertes de quelques dizaines de millions de dollars, ces sociétés affichent des capitalisations boursières nettement supérieures à celles des compagnies pétrolières internationales.

LES ÉTATS-UNIS EN PLEINE FORME

De son côté, l'indice Dow Jones a gagné 2,61% cette semaine. Les intervenants ont été encouragés par la publication de statistiques économiques toujours rassurantes. Ainsi, en décembre 1998, les commandes de biens durables ont

augmenté de 1,9%, contre le 0,4% attendu par les analystes. L'économie américaine est toujours en croissance et les entreprises du pays sont en pleine santé financière. Ainsi, le constructeur automobile Ford a à peine écorné son trésor de guerre de 28 milliards de dollars pour acquérir son concurrent suédois Volvo, pour la somme de 6,5 milliards de dollars. Dans la même semaine, l'équipementier automobile américain TRW a lancé une contre-OPA sur le britannique LucasVarity pour 7 milliards de dollars.

En Europe, les marchés ont été soutenus par le retour en force du dollar face à l'euro. Ce dernier s'échangeait en fin de semaine autour de 1,136 dollar, son plus bas niveau de sa courte histoire.

A Francfort, l'OPA de Ford sur

Volkswagen et BMW. Le marché allemand a également été secoué par le bras de fer opposant le gouvernement aux groupes d'énergie, soumis de stopper la production d'origine nucléaire. La semaine dernière, alors que le gouvernement semblait en mesure d'imposer une réduction de 2%, la limite imposée par la banque centrale. De plus, une réduction des taux de la BCE pourrait précipiter la baisse de l'euro.

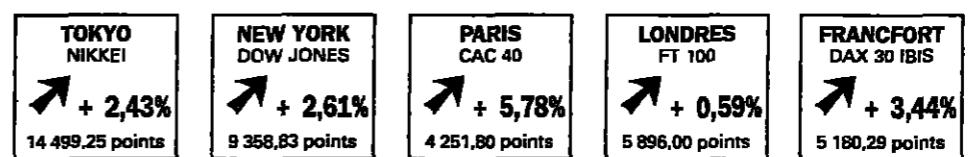
En Europe, les marchés ont été soutenus par le retour en force du dollar face à l'euro. Ce dernier s'échangeait en fin de semaine autour de 1,136 dollar, son plus bas niveau de sa courte histoire.

A Francfort, l'OPA de Ford sur

tabler sur une baisse rapide des taux de la Banque d'Angleterre. Le marché des actions n'a donc pas beaucoup de soutien. L'indice FT 100 n'a gagné que 0,59% en une semaine.

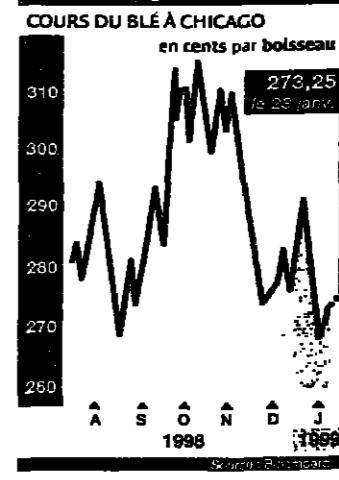
Le marché japonais semble enfin croire à des jours meilleurs. En effet, il a relayé les propos du vice-ministre japonais des finances, Elsuke Sakakibara, qui a déclaré, vendredi 29 janvier à Davos, que la « crise financière est terminée au Japon ». Toutefois, M. Sakakibara a précisé qu'il « ne serait pas aussi optimiste sur l'économie réelle en 1999 ». Selon lui, il faudra encore du temps pour rétablir la confiance des consommateurs, seul élément susceptible de faire redémarrer la croissance économique du pays. En Bourse, l'indice Nikkei a gagné 2,43%, à 14 499,25 points, son plus haut niveau depuis le 10 décembre 1998.

Enguérard Renault



## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le blé au plus bas



SUR LE MATIF parisien, le blé connaît un léger mieux à 70 F par quintal rendu Rouen pour livraison février/mars (10,67 euros). Des nuages persistent, en revanche, sur le maïs. Rendu Rouen, il s'affiche en fin de semaine à 80,50 francs par quintal (12,27 euros) pour livraison février/avril. Sur le Chicago Board of Trade, de l'autre côté de l'Atlantique, le bushel de blé (27,2 kilos) termine à 268 cents pour le contrat à échéance mars et celui de mai (25,4 kilos) à 216 cents pour le même terme. En France, il faudra attendre que l'Espagne et le Portugal aient absorbé les 235 000 tonnes de maïs que la Commission européenne les a autorisées à importer d'Europe de l'Est et d'Argentine pour que le secteur se dégage un peu. C'est ce qu'il fera peut-être sur le blé lorsque seront publiés les résultats de l'appel d'offres que devait lancer l'Egypte ce week-end pour l'achat de 35 000 ou 60 000 tonnes de blé français ou argentin (livraison mars/avril). Certains, sur le marché, parlent même de 500 000 tonnes... de quoi donner des sueurs froides aux rivaux américains.

Aux Etats-Unis, justement, la production de blé est sujette à des aléas climatiques opposés : pluies trop abondantes au nord et sécheresse au sud. Le Midwest ne devrait pas connaître de siôt des jours meilleurs, car les prévisions météo restent mauvaises. Sous d'autres cieux, ces prévisions ne sont d'ailleurs pas plus favorables. Une cruelle pénurie d'eau fait craindre le pire pour la récolte de blé de la plus grande région productrice de la Chine, qui pourrait ainsi avoir à en importer de 1 à 2 millions de tonnes.

Dans l'Union européenne, les céréaliers fourbissent leurs armes pour s'affronter sur le terrain de la politique agricole commune. Les Français sont prêts à baisser la garde en acceptant une réduction de 10% de leurs subventions entièrement compensée, mais Bruxelles veut les réduire de 20% compensés à moitié. Il faudra trouver un bon compromis, car se profilent les rudes négociations du Millennium Round de l'OMC, où les attendent des Américains qui maîtrisent parfaitement une arme essentielle : celle de la compétitivité.

Christophe Vetter

Joël Morio

Carole Petit

Joël Morio

## AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999

**SPORTS** Martina Hingis, 18 ans, n° 2 mondiale, a mis fin au beau parcours de la Française Amélie Mauresmo, 19 ans, en la battant, samedi 30 janvier, en finale des Internationaux de l'Open d'Australie.

naux de tennis d'Australie (6-2, 6-3). CETTE TROISIÈME VICTOIRE consécutive à Melbourne permet à Martina Hingis de bien démarrer une saison au cours de laquelle elle souhaite re-

conquérir la place de n° 1 cédée à l'Américaine Lindsay Davenport en novembre 1998. LA CHAMPIONNE SUISSE a également emporté, vendredi 29 janvier, le tournoi de double en

compagnie de la Russe Anna Kournikova. LES COMPLIMENTS ne cessent de pleuvoir sur Amélie Mauresmo, qui passe de la 29<sup>e</sup> à la 18<sup>e</sup> place mondiale, et devient, du coup, la grande vedette

de l'Open de Paris, organisé du 22 au 28 février. LA RELEVE FRANÇAISE pointe déjà. Virginie Razzano, 15 ans, s'est qualifiée, samedi, pour la finale du tournoi juniors.

## Martina Hingis repousse Amélie Mauresmo et repart vers le sommet

A l'Open d'Australie, la Suisse, n° 2 mondiale, a conservé son titre en mettant fin à l'impeccable parcours de la Française à l'issue d'une rencontre tendue. Elle entend faire de ce succès (6-2, 6-3) la première étape vers la reconquête de sa première place

C'EST FINI. La balle échoue dans le filet. Amélie Mauresmo relève la tête et va saluer Martina Hingis. La pression, alchimie sportivo-culinnaire, qui met les nerfs à vif et donne les jambes raides, a eu raison de la fougue de la Française, battue (6-2, 6-3) samedi 30 janvier, en un peu plus d'une heure, en finale des Internationaux d'Australie. Pour Amélie Mauresmo, le match a été frustrant : « Tout allait bien jusqu'à l'échauffement explique-t-elle. La tension est arrivée sans crier gare. » Il y a bien eu ces six balles de match qu'elle a sauveées sous les vivas, mais, rien à faire, Martina Hingis a été la plus forte.

Face à une joueuse intraitable qui, à dix-huit ans, disputait sa troisième finale consécutive à Melbourne et défendait son titre, Amélie Mauresmo, à peine plus vieille (dix-neuf ans), a offert le spectacle de son puissant revers, frappé dans tous les coins du court, devant toute une Martina Hingis parfois admirative.

Ce ne fut pas assez pour gommer la panne des premiers services et ces coups lâchés par un corps qui semblait engourdi. Et Martina Hingis était survoltée. La n° 2 mondiale a une nouvelle fois brillé par sa remarquable intelligence du jeu. Dépassée par les coups de son adversaire, elle a souvent su reprendre la balle très tôt après le rebond pour mieux utiliser sa force. Intuition tactique, aisance dans la lecture du jeu adverse, aptitude à utiliser les

trajectoires, touché de balle... elle a été impressionnante.

Il y a eu cette volée amortie cassée à deux mains et tombée sur la ligne ; il y a eu ces services peu rapides mais si coupés qu'Amélie Mauresmo devait parfois quitter le court pour les retourner ; il y a eu ce rythme donné à la balle et ces courbes folles pour résister au jeu offensif de la Française. « Il fallait que je finisse ce match au plus vite, car un troisième set aurait été risqué face à elle qui est forte physiquement », a reconnu Martina Hingis.

Prenant le service d'Amélie Mauresmo dès le premier jeu de

la première manche, Martina Hingis a contrôlé le match sans jamais l'avoir complètement en main. Après la perte du premier set, la Française s'est rassurée. Elle a desserré son jeu, soulevé les exclamations à grands coups de revers croisés. La Suisse a résisté ; et, si la Française a eu le courage de prendre des risques, elle a fini par être ensorcelée par la n° 2 mondiale : « Elle a serré le jeu au moment où j'étais en position de revenir. »

Pour Martina Hingis, cette nouvelle victoire aux Internationaux d'Australie donne le signal de la reconquête. Elle veut re-

prendre la place de n° 1 mondiale à l'Américaine Lindsay Davenport, qui s'est installée en novembre 1998. Pour cela, elle tient, notamment, à gagner le seul tournoi du Grand Chelem qui manque à son palmarès : les Internationaux de France, à Roland-Garros (du 24 mai au 6 juin).

En Australie, elle est apparue plus sérieuse et plus appliquée dans ses entraînements et dans ces matches. Pendant l'intersaison, Martina Hingis s'est vigoureusement fait « remonter les bretelles » par sa maman, Mélanie, qui a repris les choses en main et n'est pas étrangère à la

rupture de sa fille avec son petit copain espagnol.

Quant à Amélie Mauresmo, elle mérite les compliment qui l'ont accompagnée jusqu'à la finale et peut s'accorder d'autres sans rougir. « J'ai fait un tournoi exceptionnel », a-t-elle dit. Je me suis prouvée à moi-même et à tout le monde que j'étais capable de jouer au plus haut niveau. »

### UNE BELLE CHAMPIONNE

Après avoir sauvé deux balles de match au premier tour contre l'Américaine Corina Morari, elle avait battu la huitième joueuse mondiale, Patty Schnyder, puis la

onzième, Dominique Van Roost, avant d'éliminer la n° 1, Lindsay Davenport. A Melbourne, le public lui a réservé des ovations à chacune de ses sorties. En France, elle sera la vedette de l'Open de Paris, organisé du 22 au 28 février au stade Pierre-de-Coubertin.

Le monde du tennis a trouvé une belle championne, symbole du tennis du futur. Amélie Mauresmo est force et spectacle, elle est aussi talent et bagout, possède une sacrée personnalité et un sens de l'humour qui lui sera très utile dans les mois à venir.

Côté technique, il lui manque encore un service plus régulier et une présence plus incontestable à la volée. Elle ne devrait plus tarder à les acquérir. Elle en a les capacités, le talent et l'envie. « J'ai un tennis qui pourrait s'adapter à toutes les surfaces », dit-elle ; elle espère beaucoup de la terre battue de Roland-Garros et de son contraire, le gazon de Wimbledon. Finaliste aux Internationaux d'Australie, Amélie Mauresmo confirme un peu plus l'extraordinaire bonne santé du tennis féminin français. Aujourd'hui 18<sup>e</sup> mondiale, elle est la cinquième joueuse nationale à rentrer parmi les vingt meilleures mondiales avec Mary Pierce, Sandrine Testud, Nathalie Tauziat et Julie Halard-Decugis, de bon augure pour la Fed Cup. D'autant que Mary Pierce, qui avait boudé l'épreuve en 1998, serait prête à revenir. La bonne nouvelle n'est pas arrivée seule : Virginie Razzano s'est qualifiée, samedi, pour la finale du tournoi juniors. Agée de quinze ans, la Française est une candidate à la relève.

B. M.

## Christophe Fournerie, entraîneur d'Amélie Mauresmo « Tout ce qu'elle doit faire pour arriver, Amélie le fait »

« Que pensez-vous du parcours d'Amélie Mauresmo lors des Internationaux d'Australie ?

— Sa réussite n'est pas une réelle surprise. Avant le tournoi, elle se sentait bien. Elle avait dû passer par les qualifications du tournoi de Sydney, où elle avait bien joué avant de tomber au premier tour contre Barbara Schett, qui était la joueuse en forme du moment. A Melbourne, nous savions qu'elle pouvait faire un bon tournoi. Physiquement et psychologiquement, Amélie a été très sereine et a pris à chaque fois un grand plaisir à gagner ses matches.

— Comment travaillez-vous ?

— Mes méthodes sont différentes de celles de son ancien entraîneur, mais nous avons préservé les acquis. Je lui fais faire du travail physique qui est lié directement avec l'entraînement tennis pour qu'elle mette son talent au service de sa force et vice versa. Nous travaillons six à sept heures par jour en trois temps : entraînement physique, entraînement tennis et entraînement musculation.

— Durant le tournoi, ses adversaires ont beaucoup parlé de sa carrière...

— C'est ridicule, ce ne sont jamais les épaules qui ont fait les grands joueurs mais la tête et les jambes. Amélie jouerait aussi bien au tennis si elle avait les épaules plus étroites.

— Elle lève de la fonte ?

— Elle travaille sur des petits haltères. Elle s'est surtout attachée au relâchement du haut du corps et sur son jeu de jambes. C'est un travail dynamique et en puissance car il faut qu'elle soit agressive pour aller vers l'avant. Nous alternons aussi avec des séances d'étirements.

— Est-ce une « élève » facile ?

— J'adore la façon dont elle s'investit dans le travail, elle a une application totale. Elle m'a complètement époustouflé. Tout ce qu'Amélie doit faire pour arriver, elle le fait. Je me souviens d'un jour où nous avons fini sur la plage une journée de six heures d'entraînement. Nous avions déjà beaucoup abattu de boutefeu et elle mettait une énergie incroyable à faire les der-

niers exercices difficiles que je lui infligeais. Il s'agissait de faire des démarquages en course dans le sable encore et encore et encore pour augmenter la puissance dans les jambes. Elle n'a pas réchigné, il a fallu la sortir de la plage pour qu'elle arrête.

— Quelle est votre relation avec elle ?

— Cela fait six semaines que nous traversons ensemble, je suis ravi. C'est une jeune femme très sensible et cela me plaît parce que je le suis aussi. Nous sommes complices dans la vie et dans le travail. Nous vivons une relation saine. Nous rions beaucoup et nous ne nous prenons pas au sérieux car il faut vivre, il ne faut pas que cela devienne lugubre.

— Vous avez montré, avec son amie, un trio très sonore...

— Cela se passe très bien. Amélie est amoureuse et quand on est amoureux, on a des idées.

Propos recueillis par Bénédicte Mathieu

## Bordeaux a surclassé l'Olympique de Marseille et rêve désormais du titre

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Le pire n'est pas toujours sûr. La lituanie des chocoponiques s'est brutalement interrompue, vendredi

29 janvier, au stade Lescure.

Et, d'un trait, le souvenir des quels empêts, phagocytés par l'enjeu, s'est estompé. Le

mérite en re-

vient aux Girondins de Bordeaux, qui ont éclairé ce match avancé de la 22<sup>e</sup> journée de championnat de France de leur football cristallin. Un moment de bonheur pur pour les esthètes, un cauchemar pour

l'Olympique de Marseille, qui a peut-être perdu davantage que sa première place au classement tant il est difficile de se remettre d'un échec (1-0) aussi cuisant.

Les petites phrases assenées méthodiquement par Rolland Courbis depuis le début de la semaine n'auront donc servi à rien. L'entraîneur marseillais avait décreté l'état d'urgence dans les rangs bordelais en affirmant qu'une victoire de l'adversaire était impérative pour ne pas être débordé dans la course au titre. La bonne parole méridionale n'a fait que motiver un peu plus les Girondins, qui ont surmonté dix minutes d'inhibition avant d'exprimer magistralement leur savoir-faire. Inspiration, vivacité, réalisme, Bordeaux a frappé quatre fois entre la 1<sup>re</sup> et la 32<sup>e</sup> minute avec Sylvain Wiltord à deux reprises, Johan Micoud et Lillian Laslandes dans le rôle du finisseur sans état d'âme. La défense marseillaise, performante jusqu'alors, n'a pas résisté.

Cette soirée de gala devait être illuminée par le talent du quatuor

offensif marseillais (Christophe Dugarry, Florian Maurice, Robert Pires, Fabrizio Ravanelli). L'œuvre a été accompagnée par le carré bordelais, moins glamour mais plus complémentaire.

Ali Benzaïd et Johan Micoud totalisent quinze passes décisives depuis le début du championnat, soit deux de plus que Dugarry, qui a été détrôné par l'OM, où Christophe Dugarry n'a marqué, vendredi, que son quatrième but de la saison alors que Florian Maurice doit se contenter d'une passe décisive (contre six pour Lillian Laslandes).

• L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT •

Sans communion d'esprit, point de salut : le précepte de l'entraîneur bordelais, Elie Baup, s'inscrit dans les faits. Voilà pourquoi les Girondins ne peuvent plus avancer drapés dans leur modestie à douze journées de l'épilogue. C'est Sylvain Wiltord qui s'est chargé de lever l'ambigüité dans une mise en

série tout en symboles. Le héros du jour a quitté les vestiaires le visage barbu d'un masque noir. Face aux micros, il passe aux aveux : « Maintenant que nous avons repris la tête du championnat, nous allons tout faire pour la conserver jusqu'au bout. Après notre démonstration face à l'OM, cela ne me semble pas pré-somptueux. »

Elie Baup, plus granitique sur ce thème, n'a concedé qu'une légère inflexion des objectifs : « Il m'a été assigné comme mission de qualifier l'équipe pour une coupe européenne. Désormais nous visons la Ligue des champions, c'est-à-dire une des trois premières places. » Simple précaution vite balayée par l'un des deux présidents, Jean-Didier Lange : « Nous affirmons notre présentation au titre. Ce n'était pas prévu au départ, ce sont les résultats qui nous font changer de discours. » Si l'opportunité était saisie, elle relancerait la course vers l'indispensable nouveau championnat. La direction des Girondins n'a pas beaucoup avancé sur ce dossier depuis deux ans.

« Notre parcours sportif constitue l'arbre qui cache la forêt », admet le coprésident, Jean-Louis Thiaud, en évoquant la surface financière actuelle du club. Tout comme le RC Lens, qui a été délesté de ses meilleures individualités après avoir vaincu le championnat en mai 1998, Bordeaux n'est pas sûr de pouvoir conserver ses artistes, à commencer par Johan Micoud et Sylvain Wiltord.

Autant de soucis dont l'OM est exempté grâce à la fortune personnelle de son président-mécène, Robert Louis-Dreyfus. Les Marseillais livrent une course effrénée pour une reconnaissance internationale qui leur échappe depuis la conquête de la Ligue des champions en mai 1992. C'est dire si la pression est forte sur les larges épaules de Rolland Courbis.

Nanti du même nombre de points que Bordeaux (48), l'OM n'est distancé qu'en raison d'une différence de buts moins avantageuse (+21 contre +29). Le calendrier est, à priori, plus avantageux

avec six matches à domicile (cinq pour Bordeaux). A condition de surmonter la déconvenue de vendredi soir. « Comme les Marseillais avaient annoncé à l'avance leur défaite chez nous, ils doivent être contents », ironise Elie Baup.

La réflexion n'a pas amusé Rolland Courbis, qui s'est évertué à minimiser le désastre en réduisant l'exploit du rival à un concours de circonstances : « Bordeaux a réalisé un quart d'heure exceptionnel où tout lui a souri. Notre défense a souffert, en particulier Cyril Domoraud, moins bon que d'habitude. J'ai fallu me lever et appeler les actions adverses. Un moment, j'ai crû d'en prendre huit ou neuf. C'est notre deuxième défense en trente matches officiels. Si je commençais à m'inquiéter après un bilan pareil... »

« On a pris une racée mais nous allons réagir », promet Robert Pires comme pour relever le défi avec ces supporters girondins qui l'ont traité de « simplet ». Elie Baup

Rennes profite

de la nervosité bastiaise

En attendant que Nantes se déplace à Lorient, samedi 30 janvier, pour le compte de la 22<sup>e</sup> journée de championnat de France, Rennes s'est imposé (1-0) à Bastia, la veille, pour s'emparer de la troisième place du classement, à 12 points de Bordeaux et Marseille.

La rencontre, conclue par la victoire des hommes de Paul Le Guen sur ceux de Laurent Fourquier (tous deux anciens du Paris Saint-Germain), grâce à un but de l'attaquant burundais Shabani Nonda (70'), a été marquée par l'expulsion de deux joueurs basiliens – Patrick Valéry (19') et Eric Durand (16'). L'équipe corse, qui totalise 11 cartons rouges et 65 cartons jaunes depuis le début du championnat 1998-1999, ainsi réduite à neuf, ne pouvait pas résister bien longtemps à sa rivale.

C'était sans compter sur la solidarité des insulaires – « Jouer avec autant de défenseurs, ce n'est pas facile », a dit Shabani Nonda – et l'incapacité des Rennais à poser leur jeu. Il leur aura pourtant suffi d'une manœuvre organisée pour vaincre.

SG, le match du rachat était encore à venir. En attendant, celui-ci s'est achevé par une défaite (2-1).

Monaco-Paris-Saint-Germain. Ces deux-là avaient l'habitude, depuis quelques années, de se retrouver au sommet, pour se disputer l'un à l'autre, sinon le titre de champion de France, du moins les places d'honneur. Mais en cette saison 1998-1999, les deux clubs se sont enfermés dans une impasse payée de mauvais résultats : l'hiver n'avait pas commencé qu'ils avaient déjà dit adieu à la Coupe d'Europe et à la coupe de France. Chacun a payé ces égarages d'une crise majeure, interminable pour le PSG, plus difficile, plus digne aussi, à Monaco, où Claude Puel a remplacé Jean Tigana au poste d'entraîneur au début de mois de janvier.

En trois mois, le PSG a changé d'entraîneur, de président et d'attaquants. Mais rien ne marche. Tout cette année, fait de la très mauvaise farine au moulin du PSG. Depuis leur victoire (2-1) face à Reims, le 20 novembre, les Parisiens n'ont plus gagné en championnat. Convalescents, ils étaient venus chercher un nouveau souffle sur la déplorable pelouse monégasque. Artur Jorge, entraîneur déjà en situation difficile, comptait assurer ses arrières en démontrant que ses recrues du marché d'hiver portent en elles les gémens du renouveau, d'un printemps précoce. Vendredi soir, Bruno Rodriguez, auteur du but de l'égalisation (28'), a, certes, montré qu'il valait beaucoup mieux que la réputation de bougon de service qui était la sienne à Metz. Mais sur une énième bûche de la défense Aliou Cissé a trompé son propre

gardien, Bernard Lama, sur une tête plongeante au premier poteau (79'). Nervoussime défaite de la saison pour le PSG. (320 millions de francs de budget) ne regarde plus vers le haut du football français. Englués dans la deuxième partie du classement à 26 points du leader, Bordeaux, les Parisiens commencent au contraire à manquer d'air : ils se rapprochent dangereusement des positions de relégable. Les malheureux supporters du club sont réduits à se chamailler : « Ils ont mieux joué ce soir que contre Nancy, je te dis ! »

## Les juges internationaux sont les vrais maîtres de l'épreuve de danse sur glace

Les Russes Krylova-Ovssyannikov sacrés champions d'Europe

Le couple russe Anjelika Krylova-Oleg Ovssyannikov est devenu champion d'Europe de danse sur glace, vendredi 29 janvier, à Prague (République

tchèque), après trois échecs consécutifs. Ils ont devancé le couple français Marina Anissina-Gwendal Peizerat, qui rêve de la couronne mon-

diale mise en jeu à Helsinki (Finlande) du 22 au 28 mars. Pour cela, ils devront bouleverser la sévère hiérarchie mise en place par les juges.

### PRAGUE de notre envoyé spécial

Il a négligé sur Prague. Quelques flocons, rien de bien méchant, mais ce brusque revers du temps a suffi

pour changer le visage de la ville. Un air frais et comme neuf s'est engouffré dans les rues et a tourné autour des places. Partout, sauf à la patinoire. Normal : on y jouait, ce vendredi 29 janvier 1999, le programme libre de la danse sur glace, titre européen en jeu. Une discipline où l'idée même du changement inspire le dégoût. Dans ce sport de jugement, admis non sans réticence dans la famille du patinage artistique, la hiérarchie a valeur de principe. Et il semble parfois, même aux plus profanes, que le résultat final était écrit d'avance.

En République tchèque, la cinquième soirée des championnats d'Europe n'a pas fait d'entorse à la règle. Le classement établi la veille, après les danses imposées et le programme original, est resté identique au terme de l'ultime épreuve, le libre. A une exception près, un couple de Slovaques autorisé sur ne sait pourquoi à gagner une place. Les autres ont tous sagement conservé leur rang. Une position que la plupart connaissait avant même de pousser la porte de cette patinoire étroite, plus souvent habituée à résonner des bruits de cosses que renvoient les rencontres de hockey sur glace du Sparta de Prague.

Nul besoin, donc, de savoir lire l'avenir dans les lignes de la main

pour deviner le résultat. La victoire pour les Russes Anjelika Krylova et Oleg Ovssyannikov (25 et 28 ans), deuxièmes l'an passé mais désignés nouveaux maîtres du ballet depuis le départ chez les professionnels des doublures champions Olympiques, Oksana Grishuk et Evgeni Platov.

La médaille d'argent pour les Français Marina Anissina et Gwendal Peizerat (23 et 26 ans), troisièmes

en 1998, donc logiquement appelés à grimper cette année une marche supplémentaire. La médaille de bronze pour le deuxième couple russe, Irina Lobacheva-Ilia Avruluk, quatrièmes l'an passé. La discipline est ainsi faite. Mathématique. Les places se gagnent une par une, avec patience et respect de la hiérarchie.

Le public praguois a tenté un moment d'inverser l'ordre établi. Il a longuement ovationné les danseurs français, affirmant bruyamment son choix pour la victoire. La prestation des futurs vainqueurs, Anjelika Krylova et Oleg Ovssyannikov, une

dans le insolite mais satisfaisante exécution sur un rythme de percussions africaines, l'a séduit sans frotter.

Marina Anissina et Gwendal Peizerat, plus classiques mais superbement dans leur interprétation de l'*'Homme au masque de fer'*, l'ont réduite au silence. Avant de le faire se lever de son siège et s'étourdir d'applaudissements. Mais il en faut plus pour perturber neuf juges de danse sur glace. Les Russes devaient l'emporter et les Français attendre patiemment leur tour. C'était écrit.

### CURIEUSE SOIRÉE

La victoire s'est jouée à un cheveu. A un juge près, l'ordre des deux premières places aurait été inversé. Les deux Français le savent, mais le regret semble ne jamais les atteindre. « Dans notre cœur, nous sommes champions d'Europe. Et il s'agit d'une merveilleuse sensation », dit Gwendal Peizerat à sa descente du podium. Puis il se ravise. Et il se sert d'un discours appris pour couvrir pour fermer le débat et éviter le

piège d'une polémique dont il craint trop les conséquences. « Je n'aime pas être jugé, dit-il avec sérieux.

C'est une tâche très difficile. Ils ont une grande pression. » Curieuse soirée. Singulières réactions.

Leur médaille autour du cou, Marina Anissina et Gwendal Peizerat viendront presque à s'excuser d'avoir éclipsé les nouveaux champions d'Europe. « Je connais les notes de nos adversaires et j'ai pensé que nous pouvions gagner. Nous allons maintenant revoir toute la compétition à la télévision pour comprendre nos erreurs, raconte humblement le jeune homme. Il nous reste du travail à faire pour améliorer la danse originale. Elle manque encore de puissance et de définition. Mais nous avons bien senti que nous avons fait peur à Krylova-Ovssyannikov. Il y a désormais une volonté de les battre aux championnats du monde. »

Leurs vainqueurs, pressés de s'exculper d'une victoire que l'opinion ne leur reconnaît pas, serrent les dents pour contenir leur agacement. « Notre programme libre est le plus difficile du lot, aussi bien techniquement que sur le plan artistique, explique Anjelika Krylova. Les gens mettent sûrement un peu de temps pour l'apprécier. » La colère l'envahit quand on ose affirmer que leur danse ressemble comme une seœur à celle présentée moins de dix ans plus tôt par Isabelle et Paul Duchesnay. « Faux entièrement faux, lance-t-elle. Nous ne connaissons rien de leur programme. Vous n'avez pas le droit d'insinuer que nous avons copié. » Mais peu de gens songent à les féliciter. Ils n'ont pourtant pas volé leur victoire.

Alain Mercier

## Les villes candidates aux Jeux olympiques depuis 1996 invitées à enquêter sur leur campagne

LE PRÉSIDENT du Comité international olympique (CIO), Juan Antonio Samaranch, a envoyé, vendredi 29 janvier, des lettres aux villes candidates aux Jeux olympiques - été et hiver - de 1996, 1998, 2000, 2002 et 2004 pour leur demander de faire une enquête sur le déroulement de leur campagne. Une lettre similaire devrait être envoyée aux villes candidates aux JO de 2006.

Selon un communiqué du Comité international olympique, cette demande fait suite aux décisions du comité exécutif du 24 janvier à Lausanne consacrée à la corruption liée à l'obtention des Jeux d'hiver de 2002 par Salt Lake City. « Je suis persuadé que vous êtes aussi concernés que le CIO par l'entièbre restauration de la réputation du mouvement olympique, écrit notamment Juan Antonio Samaranch. Par la présente, je vous demande un rapport complet et qui ne cache rien, incluant tous les faits pouvant être relevés, les noms, et les témoignages disponibles. » Pour permettre aux comités nationaux olympiques de préparer les documents, une date limite de réponse a été fixée au 15 février.

■ Gianni Petrucci, cinquante-quatre ans, président de la Fédération italienne de basket-ball, a été élu président du Comité olympique italien (CONI), vendredi 29 janvier. Il succède à Mario Pescante, qui avait démissionné en octobre 1998, à la suite des multiples irrégularités décelées dans le fonctionnement du laboratoire antidopage de Rome.

### DÉPÉCHES

■ FOOTBALL : Steve McManaman, vingt-six ans, milieu de terrain offensif de Liverpool, rejoindra le Real Madrid, champion d'Europe en titre, le 1<sup>er</sup> juillet pour une durée de cinq ans. Le montant du transfert n'a pas été divulgué.

■ RUGBY : la Fédération française (FFR) a retenu dix-huit candidatures pour la création d'un autre Centre national, après celui d'Agen (Lot-et-Garonne), qui, selon la presse locale, tourne à vide mais a coûté près de 11 millions de francs (1,7 million d'euros). L'ouverture du nouveau centre devra intervenir en septembre 2001. Les sites retenus sont : Hourtin (Gironde), Maffliers (Val-d'Oise), Marcoussis (Essonne), Vichy (Allier), Yerres (Essonne), Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais), Colomiers (Haute-Garonne), L'Isle-Adam (Val-d'Oise), Ennery (Val-d'Oise), Torcy (Seine-et-Marne), Béziers (Hérault), Tarbes (Hautes-Pyrénées), Carmaux (Tarn), La Londe-les-Maures (Var), Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine), Narbonne (Aude), Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) et Marmes-la-Coquette (Hauts-de-Seine).

■ TENNIS : Petr Korda a une nouvelle fois échappé à une suspension, la Haute Cour de Justice de Londres ayant rejeté, vendredi 29 janvier, un recours de la Fédération internationale de tennis (FIT). Le Tchèque avait été contrôlé positif à la nandrolone, un anabolissant, en 1998 à Wimbledon. Le 22 décembre 1998, la commission d'appel de la FIT avait accepté les arguments du joueur, qui disait avoir pris ce produit à son insu, et ne l'avait pas suspendu. Cette décision avait provoqué la colère des joueurs et la Fédération internationale de tennis avait fait appel de ladite décision devant le tribunal arbitral du sport de Lausanne (Suisse). Petr Korda avait alors engagé une action en justice devant la Haute Cour de justice de Londres.

## Le monde du patinage à l'heure du progrès

Un nouveau règlement a transformé le travail des juges des championnats d'Europe, une corporation pourtant peu perméable aux changements. Ils pourront revoir grâce à la vidéo un ou plusieurs éléments du programme d'un patineur avant de lui attribuer une note. Et réduire ainsi nettement les risques d'erreurs d'appréciation, assez fréquentes dans les grandes compétitions. Une première dans la discipline, au moins pour les compétitions réservées aux seniors, la vidéo ayant déjà été testée chez les juniors.

Cette révolution de palais a été voulue et provoquée par Ottavio Cinquanta, le président italien de la Fédération internationale de patinage artistique (ISU). Mais ses effets sont restés timides. A Prague, la vidéo n'a été utilisée que lors du programme court et son recours est présenté comme un simple « essai ». Autre pas en avant : la présence obligatoire, parmi les neuf membres du jury, de deux juges venus d'outre-Atlantique afin d'empêcher les arrangements politico-diplomatiques, fréquents en patinage artistique.

## Heureusement que c'est en noir et blanc sinon vous la verriez rougir.



Merci au public de l'avoir élue plus belle voiture de l'année.

La Plus Belle Voiture de l'Année

FESTIVAL AUTOMOBILE DE CHAMONIX 1999

ON PEUT ENCORE ÊTRE ÉMU À NOTRE ÉPOQUE.

**206**   
PEUGEOT

Je suis fier





Doit je faire

## CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999

**ANNIVERSAIRE** Mort, à Paris, le 30 janvier 1963, le compositeur Francis Poulenc était né dans la même ville, le 7 janvier 1899. Esprit indépendant, fasciné par les boule-

versements esthétiques de son temps, il aimait tout autant, et peut-être par-dessus tout, l'ambiance des quartiers populaires du vieux Paris et des bords de Marne. • GRAND

CAUSEUR, il a laissé de nombreux entretiens écrits et radiophoniques, dans lesquels *Le Monde* a puisé pour un entretien imaginaire qui révèle un homme attachant, drôle et si-

cère. • POULENC a souvent dit que sa musique était mal jouée. Cela n'a guère changé, pourtant, elle intéresse toujours public et interprètes et suscite de très nombreux enregis-

tremens. • LA MUSICOLIQUE Lucie Kayas s'apprête à publier, chez Actes Sud, un ensemble de causeries radiophoniques données à la Radiodiffusion française de 1947 à 1949.

# Un jeune homme nommé Francis Poulenc aurait eu cent ans

Né le 7 janvier 1899, mort le 30 janvier 1963, le compositeur français s'est toujours comporté en homme libre, dans sa vie privée comme dans sa musique. « *Le Monde* » a puisé parmi ses nombreux propos, écrits et radiophoniques, pour cet entretien imaginaire

• Vous interprétez-t-on selon vos vœux ?

— Beaucoup de virtuoses jouent ma musique, Giesecking, Rubinsteïn, Horowitz, Marcelle Meyer. Mais la plupart n'aiment que mes pièces les plus superficielles et les plus « payantes ». J'en souffre parfois. Mais, au moins, ils me donnent l'impression que ma musique, même mineure, tient le coup. D'autres jouent les pièces auxquelles je tiens, mais me massacrent assidûment : trop de rubato, trop d'intentions, trop de clins d'œil entendus. Cela ruine ma musique. Il ne faut surtout pas vouloir y rajouter quoi que ce soit. Il faut respecter ce qui est écrit et la sentir, un point c'est tout. Les cantatrices sont une terrible énergie : je vous assure parfois préférer la bonne chanteuse pas trop fêtée mais avec une vraie voix à l'artiste pseudo-intelligent et toujoures aphone le jour du concert...

— Ce sont des « artistes » qui vous ont chanté plutôt que des « voix ».

— Oui, sans doute. Mais voyez-vous, ce que j'écris est tout de même un peu raffiné, et ce sont des Pierre Bernac, des Suzanne Peignot, des Marie-Blanche de Polognac qui ont su rendre ces subtilités... Mais je regrette que Ninon Vallin ai toujours un peu dédai-né ma musique. Beaucoup plus tard, il y a eu Denise Duval, qui est une vraie chanteuse d'opéra mais que j'ai forcée à faire des récitals,

et puis le jeune Gérard Souza, Bernard Kruysen, que je considérais comme les dignes successeurs de Bernac.

— Lorsque Bernac a créé mes *Chansons gaillardes*, en 1926, je l'avais trouvé un peu trop « sei-zième arrondissement » à mon goût. J'étais — et je suis — plutôt boulevard de Clichy, cirque Médrano, guinguettes de Nogent, et puis le jeune Gérard Souza, Bernard Kruysen, que je considérais comme les dignes successeurs de Bernac.

— Comment avez-vous vécu le Front populaire ?

— Comme un moment de solitude. Je suis et j'ai toujours été un démocrate. J'aimais beaucoup Clemenceau. Mais j'ai souffert de voir tant de mes collègues et amis retourner leur veste, se sentir l'âme soudainement populaire en échange d'un poste, d'une responsabilité. J'ai dit un jour, en forme de plaisanterie, à mon amie la comtesse de Polignac que j'avais assez prouvé combien j'aimais les « fronts » populaires pour être tenu au-dessus de tout soupçon. Je suis resté à l'écart mais j'en ai souffert. Cela a-t-il ravié des souvenirs d'enfance, lorsque j'étudiais la musique en privé et non au Conservatoire ? Vous savez, on ne remet jamais tout fait d'être un autodidacte... J'ai parfois accepté d'écrire en hommage à des compositeurs que je n'aimais guère, Albert Roussel, par exemple. Je l'ai fait pour être de la partie, « dans le coup », je l'avoue. Mais là, non, je n'ai pas cédé. Et je

Papoum, qui m'amenaît au « cat-conc... » Je me suis beaucoup inspiré de ses tours de chant pour les *Chansons villageoises*. C'est un esprit purement parisien, un artiste qui a véritablement de la classe, drôle, sans vulgarité, qui sait si bien contrôler ses effets.

— On vous dit fils à papa, grand bourgeois...

— On exagère. Ma famille était bourgeois installée, mais les usines Poulenc n'étaient pas ce qu'est devenu la société Rhône-Poulenc, qui, croiez-le, ne me verse pas de royalties ! Mais bon, enfin, j'ai de quoi entretenir mon jardinier-vigneron, ma femme de chambre et ma cuisinière à Noizay et loger dans de bons hôtels. Je n'en rougis pas car il y a eu des périodes où j'ai dû écrire et jouer du piano pour gagner ma vie. Grâce à Dieu, je suis souvent joué et enregistré et je sais qu'un sou est un sou.

— Comment avez-vous vécu le Front populaire ?

— Comme un moment de solitude. Je suis et j'ai toujours été un démocrate. J'aimais beaucoup Clemenceau. Mais j'ai souffert de voir tant de mes collègues et amis retourner leur veste, se sentir l'âme soudainement populaire en échange d'un poste, d'une responsabilité. J'ai dit un jour, en forme de plaisanterie, à mon amie la comtesse de Polignac que j'avais assez prouvé combien j'aimais les « fronts » populaires pour être tenu au-dessus de tout soupçon. Je suis resté à l'écart mais j'en ai souffert. Cela a-t-il ravié des souvenirs d'enfance, lorsque j'étudiais la musique en privé et non au Conservatoire ? Vous savez, on ne remet jamais tout fait d'être un autodidacte... J'ai parfois accepté d'écrire en hommage à des compositeurs que je n'aimais guère, Albert Roussel, par exemple. Je l'ai fait pour être de la partie, « dans le coup », je l'avoue. Mais là, non, je n'ai pas céde. Et je



Dans sa propriété de Noizay (Touraine), Francis Poulenc, son fox-terrier dans les bras, est entouré de son jardinier-vigneron, sa cuisinière (à gauche) et sa femme de chambre.

me suis payé le luxe d'écrire, en plein mouvement de gauche, ma première œuvre religieuse, les *Litanies à la Vierge noire*. Ce n'était pas une protestation, croyez-le bien, un refuge tout au plus.

— Etes-vous croyant ?

— Je suis sincèrement quand je le suis. J'ai une foi paisible, une foi de curé de campagne. Je suis aussi sincère dans ma pratique re-

ligieuse que dans ma sexualité. Ce qui est tout dire. J'ai vécu dans l'indifférence la plus totale à l'égard de la foi. En 1936, mon séjour à Rocamadour, la solitude, ce sanctuaire de la Vierge noire, la mort prémature d'un collègue compositeur m'ont donné une conscience nouvelle de la fragilité de l'existence. Depuis, elle ne m'a jamais quitté vraiment, mais disons que

j'ai un rapport relâché avec elle. Et pourquoi pas ? Elle est dans la vie, cette fois, tous les jours, pas seulement au Carmel, dans l'ascèse ! J'ai tant aimé ces bénédictins qui jouaient au football, cela m'a inspiré pour mon *Gloria*. Et j'adore le peintre Zurbaran qui habille ses saintes en grandes dames.

— Vous n'enseignez pas. Pourquoi ?

— J'en parlais justement un jour avec Arthur Honegger, qui me reprochait de ne pas m'y soumettre. Ce n'est pas mon genre. Voyez-vous, je préférerais faire des ménages : j'habite en face du Sénat, je pourrais visiter les corbeilles à papier, le soir, si besoin... Enseigner ? Non, sinon donner un conseil d'orchestration, ou de prosodie de temps à autre quand on me le demande.

— Est-ce à dire que vous vous désintéressez de la jeune génération des années 50 ?

— Oh que non ! J'ai tout de suite adoré la musique de Boulez, qui était autre chose qu'un simple « dodécac », comme je surnomme beaucoup de ses collègues qui n'avaient pas son talent et son oreille. Il a une couleur bien à lui. J'allais au Domaine musical, j'ai donné de l'argent parce que j'y crovais, pas pour étudier à la page. Stravinsky voulait être à la page lui, à la fin, lorsqu'il a pris en marche le train du mouvement stiel. J'ai toujours pensé qu'il mettait des cheveux trop jeunes pour son âge. Boulez n'est probablement pas ma musique, mais c'est le rôle d'un jeune homme d'avant-garde : que de combattre les vieilles barbes de son genre. Que faisons-nous, Arthur et moi, à vingt ans ? Nous discutons du mal de Ravel. On s'en est mondé les doigts. Mais lui ne nous en a pas voulu. Il détestait les « petits Ravel », les suivre... C'était un type de Ravel... »

Propos « recueillis » par Renaud Machart

## Le passage du siècle d'un compositeur méconnu parce que trop célèbre

DARIUS MILHAUD, en 1992 — autant qu'Arthur Honegger, la même année — eut besoin d'un centenaire pour réévaluer, revivifier une œuvre énorme et multiforme. Son ami Francis Poulenc (1899-1963) n'aura pas connu de purgatoire et a l'insolent avantage de faire partie du « grand répertoire », dans tous les domaines de l'expression musicale : mélodie, opéra, choré, piano, musique de chambre, concerto. *Le Berceuse ou La Courte-Paille* sont chantés régulièrement par les récitatifs ; les *Dialogues des carmélites* continuent d'être programmés chaque année au molin dans une grande maison d'opéra ; les *Litanies de la Vierge noire* ou *Figure humaine* demeurent des jalons essentiels de la musique vocale polyphonique du XX<sup>e</sup> siècle ; les *Sonates* pour flûte, hautbois ou clarinette et piano figurent systématiquement aux programmes de musique française ; le *Concerto pour deux pianos*, celui pour orgue, sont des ouvrages stables, joués souvent et enregistrés fréquemment.

Son examen de passage vers la postérité, Poulenc l'a connu dès l'âge de dix-huit ans, au Théâtre du Vieux-Colombier à Paris, lorsque sa

*Rapsodie nègre* fut donnée devant un parterre rassemblant tout ce que Paris comptait d'esprits fins, de duchesses et d'artistes d'avant-garde. Patronné par Jean Cocteau et Erik Satie, Poulenc trouva vite sa place dans la société musicale et le cœur des musiciens.

### EMPRUNTS ET AUTOCHITON

Son professeur de piano, Ricardo Vines, jouera systématiquement ses premiers recueils, lui assurant une diffusion européenne immédiate. Rubinsteïn, Horowitz, Giesecking l'interpréteront régulièrement et Igor Stravinsky l'admirera à trouver un premier éditeur (Chester). Depuis les années 30, le disque a contribué à faire connaître sa musique. Quelques inédits récemment publiés ont apporté leur contribution à l'affinement du portrait de ce bon vivant hypochondrique et souvent dépressif.

Autre distinction de taille : Poulenc possède une signature harmonique et mélodique immédiatement reconnaissable, faite cependant de nombreux emprunts à d'autres compositeurs (Stravinsky et Prokofiev, entre autres) mais pratiquant également beaucoup l'autocitation, de

sorte qu'on a parfois l'étrange sensation de se croire dans les *Dialogues des carmélites* quand on est au beau milieu du *Concerto pour piano*.

Le compositeur se demandait si sa musique « tiendrait le coup » en cette fin de siècle. Ainsi le coup, malgré des interprétations souvent faussées. Lors d'une tribune discographique de France-Musique, il a été passé en revue six versions (selectionnées parmi de nombreuses autres) du *Gloria*, dont deux de Georges Prêtre, créateur de l'œuvre en France et familier du compositeur. Aucune, hormis celles de Michel Corboz (Fnac-Artia Music, à réédition d'urgence) et de Seiji Ozawa (DG) n'ont satisfait les invités. L'ensemble des participants a même unanimement crié au massacre dans quatre des cas envisagés. C'est dire, en prenant l'exemple d'un centre lisible et assez facilement compréhensible (Poulenc est très précis dans ses indications), que beaucoup de travail demeure pour faire entendre la nature stylistique singulière d'un compositeur méconnu parce que trop célèbre.

R. M.

## Causeries radiophoniques autour d'une discothèque variée

POULENC était un infatigable causeur : en (bonne) société, en conférence, pendant ses concerts et lors des innombrables entretiens radiophoniques qu'il accordait à la radio française ou à des radios de langue française comme celle de la Suisse romande. Parmi les archives de la radiodiffusion française se trouve une large série intitulée « A bâtons rompus », dont la musicologue Lucie Kayas a trouvé, à la Bibliothèque nationale, les textes écrits par Poulenc. Elle les a publiés et précisément annotés,

complétant de manière très opportune et documentaire la bibliographie poulençienne.

Cette publication imprimée nous prive des multiples exemples musicaux que proposait Poulenc. Ces émissions « A bâtons rompus », enregistrées et diffusées entre l'automne 1947 et l'été 1949, consistaient en une écoute de disques que Poulenc commentait, les ayant choisis et rassemblés autour d'un thème. Lucie Kayas écrit dans sa préface : « Les quelque 150 disques 78 tours de sa discothèque confirment la variété de ses goûts, la musique boliviane côtoyant les chansons de Maurice Chevalier, les enregistrements de Nellie Melba ou d'Enrico Caruso, ou encore des œuvres de Barber,

Britten et surtout de Stravinsky en très grande quantité. »

On trouve ici des commentaires intéressants et substantiels sur des artistes ou des genres musicaux que Poulenc aimait, notamment la musique populaire en général. On lui découvre une vaste connaissance du répertoire classique et de la musique de ses contemporains (Berg, Bartók, Stravinsky, Barber, Menotti, Walton...).

Lucie Kayas a eu la bonne idée de republier, en plus deux textes de rééditions, écrits radiophoniques de Francis Poulenc, les réunis, présentés et annotés par Lucie Kayas, 236 pages, Actes Sud, publication en février.

R. M.

LE 3 FEVRIER  
GRAND PRIX FESTIVAL DE BELFORT 1998  
**PLUS QU'HIER MOINS QUE DEMAIN**  
GRANDE EXPOSITION DE LA MUSIQUE FRANCAISE  
DU 2 AU 15 FEVRIER 1998  
AU MUSEE DES BEAUX-ARTS DE BELFORT  
ET AU MUSEE DES MINES DE BESANCON  
UN FILM DE LAURENT ACHARD

S'inquiète  
e Timor

## CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999 / 25

# Chandigarh entre bidonville et jardins

Cinquante ans après sa création, la ville conçue par Le Corbusier fait face au vieillissement et à un développement imprévu. Un colloque d'architectes a fait le point.

### CHANDIGARH (INDE)

*«Laissons Chandigarh être une nouvelle ville, symbole de la liberté de l'Inde, libérée des traditions du passé. Une expression de la foi de la nation dans son futur.» Commanditaire de Chandigarh, Jawaharlal Nehru, premier ministre de l'Inde indépendante, voulait à la fois exprimer la modernité de son pays et donner aux Pundjabis, principales victimes de la partition du pays, une capitale, digne de leur faire oublier Lahore, devenue pakistanaise. Un demi-siècle plus tard, cette idée a été célébrée durant trois jours à Chandigarh par de nombreux d'académies internationales. Au-delà des témoignages de reconnaissance à Le Corbusier, l'architecte de cette ville créée de rien, l'évolution de Chandigarh a été au centre des nombreux débats.*

En cinquante ans, l'Inde a fait du chemin et ses problèmes – administratifs, financiers, surpopulation – ont ratrépété cette cité qui demeure toutefois une exception dans l'urbanisme indien. Cette contradiction a engendré durant ces journées une querelle des anciens et des modernes, les premiers cherchant avant tout à préserver caractère quasi sacré du plan de la ville tel que conçu par Le Corbusier et les siens, les seconds plaident pour un réaménagement d'une ville menacée par le développement sauvage des satellites qui l'entourent.

Prévue pour être une capitale administrative qui ne devait pas dépasser 500 000 habitants, Chandigarh en compte déjà 800 000 et 1,2 million avec Panchkula et Mohali, qui se développent à sa périphérie. Les 174 kilomètres carrés de Chandigarh, territoire de l'Union, servent aujourd'hui de capitale à l'Etat du Pendjab et, depuis 1966, à celui de l'Haryana. Ce statut tripartite complique toute planification future. Aux yeux des architectes, seul un plan d'ensemble incluant les villes satellites peut remédier aux maux de la ville. «Sans cela, l'héritage de Le Corbusier deviendra

une sorte de musée à l'usage des riches car la terre y deviendra de plus en plus chère, doublé de villes satellites que personne ne planifie», soutient Julian Beinart, professeur d'architecture au Massachusetts Institute of Technology (MIT) et auteur d'une étude avec l'architecte indien Charles Correa pour la densification de Chandigarh. Le plan original des Sept Voies (VV) et les espaces verts conçus pour permettre aux habitants de respirer et de bénéficier de la vue sur les contreforts de l'Himalaya ont été remis en cause par plusieurs participants.

La densification d'une ville dont aucune habitation ne doit dépasser deux étages a été une des questions les plus discutées. Pour l'architecte français Jean-Louis Véret, une rénovation du centre de Chandigarh pourrait s'envisager en reconstruisant des maisons de quatre étages qui respecteraient le plan d'ensemble de la ville. Pour Charles Correa, une meilleure utilisation des espaces verts, dont la plupart sont devenus des dépôts, s'impose. Le plan de la ville en larges secteurs autonomes dont le nombre a déjà dépassé celui prévu par Le Corbusier complique tout système de transport public. «La gare, dit l'architecte indien, devrait être au centre de la ville et comme à Bombay le développement de se serait fait le long des voies de

### Redonner vie au Capitole

Le quartier du Capitole de Chandigarh, avec son secrétariat du gouvernement, son Assemblée et sa Haute Cour de justice, est l'objet des critiques les plus vives des architectes qui se sont réunis dans la cité indienne pour discuter de son avenir. «Le Corbusier a oublie le peuple, a affirmé l'historien américain Charles Jencks, et succombé à la politique autoritaire de Nehru. L'isolement de l'ensemble monumental est aggravé par les mesures de sécurité adoptées par le gouvernement dans un Etat qui a connu dix ans de troubles violents.

La construction en béton brut a mal résisté à la rigueur du climat. Les effets de lumière voulus par Le Corbusier disparaissent derrière la poussière de milliers de vitres, quand celles-ci n'ont pas été remplacées par des morceaux de carton. Dans une des salles de l'Assemblée, la tapisserie originale a été coupée aux ciseaux pour créer une porte et, dans l'autre, pour installer des climatiseurs. «Il faut redonner vie à cet ensemble», ont plaidé plusieurs participants, qui ont suggéré d'introduire des espaces culturels et de loisir.

## Présences, le grand forum démocratique de la musique contemporaine

**LES AMATEURS** de musique contemporaine se retrouvent du 29 janvier au 14 février à la Maison de Radio-France pour suivre la neuvième édition du festival Présences. Très apprécié du public, tant pour la gratuité des concerts que pour l'atmosphère décontractée qui y règne, ce vaste forum de la création parvient aujourd'hui à maturité, ainsi qu'en témoigne une programmation plus maîtrisée que par le passé. De 1991 à 1997, le contenu de Présences fut défini par Claude Samuel (journaliste spécialisé, directeur de la musique à Radio-France et fondateur de ce festival) et matérialisé par Yves Prin (compositeur, pianiste et chef d'orchestre).

Depuis 1998, ce dernier a assumé seul la direction artistique, avec des effets immédiatement remarqués. Le concept de création connaît ainsi, en 1998, un aménagement d'importance à partir d'une logique qui veut, selon Yves Prin, qu'"une œuvre n'a pas été créée tant qu'elle n'a pas été jouée plusieurs fois". Des partitions d'excellente qualité, oubliées depuis leur première exécution, ont donc bénéficié d'une deuxième chance.

Plus perceptible encore cette année, la marque personnelle d'Yves Prin se dégage des deux axes traditionnellement investis par le festival : la thématique nationale ou instrumentale et l'hommage à un compositeur de référence. Après un assortiment de Russes (1993), de Chinois (1996) et d'Italiens (1997), Présences aurait pu proposer un lot inédit de Latino-Américains ou d'Australiens, au nom d'une illustre notion d'école. Aux pays, Yves Prin a préféré les métropoles, en soulignant l'existence d'un triangle Paris-New-York-Montréal.

### DUSAPIN, SIGNE D'ASSURANCE

L'activité de la troisième génération des compositeurs québécois (emmenés par Denis Bouliane) l'a attiré par sa démarche d'initiation du public. Il l'a donc retenue comme point de départ de l'édition 1999, puis a noté que, à l'instar du Nouvel Ensemble moderne, dirigé par Lorraine Vaillancourt, les musiciens de Montréal entretenaient d'étroites relations avec Paris. New York lui est enfin apparue comme un pendant naturel à Montréal dans l'orientation américaine vers l'Europe, point

commun de compositeurs aux racines fort différentes (argentine, ukrainiennes, etc.) et aux préoccupations fort éloignées de celles des créateurs de la Côte ouest.

Comme pour Montréal et New York, le choix des représentants de Paris s'est effectué selon le critère de brassage des cultures, que l'on pourrait considérer comme le fil rouge de Présences 1999. Pour établir le programme des concerts, Yves Prin a parcouru des centaines de partitions, avec la volonté «de ne pas tenir compte de la vogu des noms, mais de la validité de l'œuvre».

La mutation la plus visible du festival de Radio-France s'apprend toutefois à l'examen de sa tête d'affiche. A la différence de György Ligeti (né en 1923), de Sofia Gubaidulina (née en 1931), de Mauricio Kagel (né en 1931), de Luciano Berio (né en 1925) et de Iannis Xenakis (né en 1922), qui ont ainsi été honorés de 1994 à 1998, Pascal Dusapin (né en 1955) n'est pas une figure ancestrale de la création musicale. Bien que son nom soit assez familier au grand public des mélomanes, il n'est pas encore aussi porteur que ceux cités plus haut. Le choix de Dusapin

est amplement justifié par une production à l'originalité renouvelée – signifie donc que Présences a acquis une indéniable assurance. Encouragé par une fréquentation toujours en hausse (passée, entre 1997 et 1998, de 64 % à 75 % de remplissage de la jauge moyenne), Yves Prin aborde l'édition 1999 avec confiance, sachant que, si la «Présence de Pascal Dusapin» (le compositeur fêté par le festival) se doit d'être sur place pendant toute la durée de la manifestation afin de commenter sa musique à la radio ou de communiquer avec le public) est couronnée de succès, d'autres compositeurs de la même génération pourraient bientôt lui emboîter le pas.

### LE DÉPART D'YVES PRIN

Quittant la radio le 1<sup>er</sup> mars prochain – c'est la règle à Radio-France quand on atteint soixante-cinq ans –, Yves Prin ne sera pas en mesure de prolonger ses innovations jusqu'au dixième anniversaire de Présences. Alain Moëne, son successeur à la tête du service de la création musicale (et donc du festival), s'en chargera peut-être.

Après dix-huit ans passés à la

radio (il y est entré par hasard pour se procurer des partitions à bibliothèque, et s'est vu confier la charge de l'art lyrique puis la direction du Philharmonique, après le départ de Gilbert Amy) à créer et à diffuser les œuvres de ses pairs, le compositeur Yves Prin (qui, en ne programmant qu'une seule de ses œuvres pendant toute sa carrière, n'a pas profité de la situation pour s'autopromouvoir) va de nouveau s'adonner à l'écriture en tentant de tirer parti des conseils prodigues à la fin des années 60 par Bruno Maderna, dont il fut l'assistant.

### Pierre Gervasoni

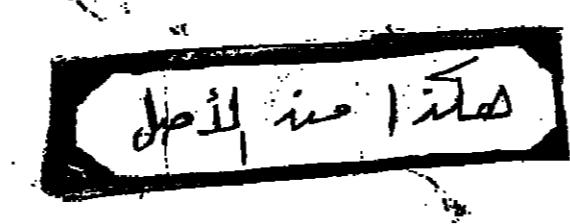
\* Neuvième édition du festival Présences, Maison de Radio-France, 116, avenue du Président Kennedy, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Passy. Tel. : 01-42-30-15-16. Du 29 janvier au 14 février. Deux thèmes : «Présence de Pascal Dusapin» et «Paris-New-York-Montréal». 21 concerts gratuits. 92 compositeurs joués. 87 œuvres, dont 14 de Pascal Dusapin. 54 créations (21 créations mondiales, 33 créations françaises). 12 commandes de Radio-France.



SORTIE LE 3 FÉVRIER 1999

# LA PETITE MARCHANDE DE ROSES

L'enfance tuée  
des rues de Medellin



### DÉPÈCHES

■ AKRIS : le président de la Biennale de Venise, Paolo Baratta, a complété le 26 janvier son équipe de directeurs artistiques, en nommant le pianiste Bruno Canino pour la musique, et Giorgio Barberio Corsetti pour le théâtre. Il confirme ainsi la pluridisciplinarité de la Biennale nouvelle formule, qui est dotée de sept directeurs nommés pour quatre ans : Harald Szeemann pour les arts plastiques ; Alberto Barbera pour le cinéma ; Massimiliano Fuksas pour l'architecture ; Carolyn Carlson pour la danse et Gianfranco Ponti pour les archives historiques des arts contemporains.

■ Christo construira le 30 avril à Oberhausen «The Wall», un mur de 26 mètres de haut et 68 mètres de long fait de 13 000 ballots de pétrole peints. L'artiste et sa femme Jeanne-Claude n'ont toutefois donné aucun détail sur la symbolique de ce projet, qui évoque, naturellement, le mur de Berlin, dans un entretien accordé au magazine allemand *Bunte*.

■ JUSTICE : la 2<sup>e</sup> chambre civile du tribunal de grande instance de Toulon a condamné, lundi 25 janvier, cette ville à verser 100 000 F (15 000 euros) de dommages et intérêts au sculpteur René Guifrey pour avoir retenu une fontaine d'une place publique sans prévenir l'artiste. Dans son jugement, le tribunal a constaté que les «voies de fait étaient constitutives». Cette œuvre contemporaine en verre noir sur laquelle se déversait l'eau de la fontaine – d'un coût de 2 millions de francs (300 000 euros), avait été installée en juin 1993 sur la place Besagne.

■ Une Allemande âgée de trente-sept ans a été écorchée le 28 janvier à la maison d'arrêt de Nice après sa mise en examen pour communication et mise à disposition du public de programmes sans autorisation des producteurs. Elle avait proposé au Midem de Cannes des contrefaçons de deux CD de Cesaria Evora, artiste en contrat d'exclusivité avec Lusafrica/BMG, pour le compte de la société allemande Records Verlag. ■ CINÉMA : le prix Cyril-Collard 1998 a été attribué à Florent Emilio Siri pour *Une minute de silence*. Cette récompense, créée par Arte après la mort du réalisateur des *Nuits sauvages*, est décernée chaque année à l'auteur d'un premier long métrage. Doté d'un montant de 200 000 F (30 000 euros), le prix permettra au réalisateur de se lancer dans l'écriture de son prochain film.

■ Emir Kusturica présidera le jury du 14<sup>e</sup> Festival du film de Paris, qui aura lieu du 6 au 13 avril au cinéma Gaumont-Mariignan, sur les Champs-Elysées. Le réalisateur yougoslave succédera à Sean Penn comme invité d'honneur d'une manifestation désormais dirigée par Daniel Toscan du Plantier. ■ THÉÂTRE : le metteur en scène suisse Luc Bondy renonce à travailler au Deutsches Theater de Berlin, où il devait assurer une présence artistique régulière à partir de l'automne 1999. Il a pris cette décision quand il a su que le contrat de Thomas Langhoff, intendant du Deutsches Theater, qui court jusqu'en 2001, ne serait pas prolongé jusqu'en 2003.

■ La troupe américaine du Bread and Puppet Theatre, fondée à New York dans les années 60, s'apprête à revenir jouer à Cuba après vingt ans d'absence. Ces tenants de l'art des rues, militants du recyclage et de la culture pour tous, donneront du 3 au 6 février dans les rues de la vieille ville de La Havane «un spectacle à caractère communautaire et improvisé».

■ MUSIQUE : le Français Jean-Marie Blanchard a été nommé directeur de l'Opéra de Genève, où il succédera à partir d'août 2001 à René Auphan. M. Blanchard, quarante-deux ans, est actuellement directeur général de l'Opéra de Nancy et de Lorraine et administrateur général de l'Orchestre symphonique et lyrique de Nancy.

# L'art contemporain fait la fête sens dessus dessous à Chalon-sur-Saône

La peinture lutte difficilement contre l'attrait de la vidéo et du cinéma

Une cuvette de WC transformée en fontaine exotique, un aspirateur qui diffuse du rock'n'roll... Baptisée « Xn », la neuvième édi-

**Xn** JANVIERS EN BOURGOGNE. Espace des arts, 5 bis, avenue Nicéphore-Niepce, Chalon-sur-Saône (71). Tel : 03-85-42-52-00. Tous les jours, de 14 heures à 18 h 30. Fermé le mardi. Jusqu'au 4 avril.

CHALON-SUR-SAÔNE  
de notre envoyé spécial

Voilà une manifestation qui ne manque pas de pensées : les petites fleurs violettes sont placardées dès l'entrée, des grandes affiches dues à l'artiste Gianni Motti, directeur d'*In Vitro*, qui conçoit des espaces-vitrines d'exposition. Un phénomène qui résume assez bien la confusion savamment orchestrée par la structure organisatrice invitée pour l'édition 1999, la neuvième des Janviers en Bourgogne.

Baptisée « Xn », elle regroupe cinq personnes : Elisabeth Lebovici, du quotidien *Liberation* ; l'écrivain Jean-Charles Masséra ; le critique d'art Lionel Bovier, habituellement basé à Genève ; le conservateur-volant Hans Ulrich Obrist, basé un peu partout ; et Stéphanie Moisdon-Trembley (*Aden*, n° 80, du 21 janvier). C'est cette dernière qui, cette fois-ci, tient le rôle de « Xn général », comme ils disent, fonction tourmente désignant celui ou celle qui assure l'essentiel du travail de préparation de l'exposition. Elle entend, écrit-elle, « marquer notre engagement dans l'art comme dans le monde, quand l'art, justement,

des Janviers en Bourgogne, à Chalon-sur-Saône, entretient une confusion ludique savamment orchestrée. Dans un dédale de vidéos,

plus que jamais aujourd'hui, s'invente au fur et à mesure comme une autre possibilité de penser ce monde, de le vivre ou de le dépasser ».

Optimisme militant partagé par le maire (RPR) de Chalon-sur-Saône, Dominique Perben. L'ancien ministre de la fonction publique du gouvernement Juppé estime que la culture « n'est pas une caricature sur un gâteau, mais représente l'essentiel. L'art contemporain permet de mieux comprendre la société dans laquelle nous vivons, et celle qui se prépare ». C'est par la fréquentation de la création qu'on peut aider les gens à trouver des repères, dans une société qui a tendance à les perdre. »

Après un moment de désorientation, le visiteur devra convenir que la générale Moisdon-Trembley ne s'est pas trop mal tirée de ce champ de bataille-là. Surtout si, comme le promet Jean-Marc Grangier, directeur de l'Espace des arts, ledit visiteur est accompagné d'un éditeur en l'espèce un étudiant chargé de le guider à son étage, astucieux, rassurant. Mais aussi déplacé dans cette ambiance que la colonne de juillet, place de la Bastille, peut l'être au milieu de la Gay Pride. Alors une artiste compatissante, l'Américaine Amy O'Neill, l'aide grâce à des projecteurs bleus. La même s'est déchirée sur une horne cuvette de WC qu'elle a transformée en fontaine, luxuriante, exotique et capable de guérir de n'importe quelle inquiétude. Un défilé néo-baroque, plus proche de l'esthétique du *Nautlius* que de Marcel Duchamp.

fiques, et des visiteurs de l'exposition. « Cette initiative, dit un communiqué, veut démontrer que le temps de l'exposition peut devenir un temps de production, prouve qu'il existe des modes de production alternatifs et autonomes... Qui n'a pas rêvé un jour de devenir commissaire d'exposition leur jettera la première pierre. »

Il en est une, de pierre, que toute cette agitation laisse de marbre : c'est la sculpture du Lyonnais Ivan Avoscan, installée habituellement dans les lieux, solitaire, sous l'escalier. Un bon gros bloc pivotant, abstrait, rassurant. Mais aussi déplacé dans cette ambiance que la colonne de juillet, place de la Bastille, peut l'être au milieu de la Gay

Pride. Alors une artiste compatissante, l'Américaine Amy O'Neill, l'aide grâce à des projecteurs bleus. La même s'est déchirée sur une horne cuvette de WC qu'elle a transformée en fontaine, luxuriante, exotique et capable de guérir de n'importe quelle inquiétude. Un défilé néo-baroque, plus proche de l'esthétique du *Nautlius* que de Marcel Duchamp.

VIOLENCE FÉMINISTE  
C'est qu'ils ont de l'imagination, les bougres : après avoir écouté l'aspirateur du Suisse Olaf Roll, personne ne diffusera de rock'n'roll, personne n'envisagera plus son ménage de la même façon. L'art, lui aussi, change de nature, et la peinture en devient le parent pauvre. Tout un étage lui est pourtant consacré, sous forme de murs peints. Malgré

films et installations, la peinture lutte difficilement et fait figure de parent pauvre de l'art contemporain.

La présence de quelques artistes des plus branchés, comme Sylvie Fleury, qui montre le Genevois Pierre Huber à la dernière FIAC ; Jessica Diamond, représentée par le marchand new-yorkais de Jeff Koons, Jeffrey Deitch ; le Britannique Liam Gillick, un des cent vingt artistes sélectionnés pour la X<sup>e</sup> Documenta de Kassel en 1997 ; ou l'Ecossais Douglas Gordon, lauréat du Turner Prize ; malgré Richard Wright, malgré Sidney Stucki et d'autres, elle ne convainc plus. Certes, les peintres n'ont pas démérité. Mais ils ont, nonobstant des formats monumentaux, du mal à lutter contre l'effet ludique des vidéos ou du cinéma, présentés aux étages inférieurs.

Bien sûr, la programmation peut en trahir plus d'un : il faut beaucoup d'empathie pour supporter longtemps certaines aventures d'une jeune et belle brune qui promène plus volontiers son spleen à Beverly Hills qu'à Belleville, et vit des drames existentiels dans une villa léchée par les vagues du Pacifique. Mais le choix de la plupart des films est exemplaire. On recommande en particulier les six minutes de *Semiotics of the Kitchen*, tourné en 1975 par Martha Rosler, quand la plupart des artistes et commissaires présents mouillaient encore leurs langues. C'est une inquiétante présentation d'instruments de cuisine, pleine d'une violence féministe à peine contenue, et d'humour aussi.

Harry Bellet

## Laurent Malet, une voix nouvelle pour Arthur Rimbaud

RIMBAUD, DERNIÈRE ESCALE, de Michel Rachline. Mise en scène Nada Strancar. Avec Ophélie Orecchia, Madeleine Marion, Laurent Malet.  
THÉÂTRE MOLIÈRE-MAISON DE LA POÉSIE. 157, rue Saint-Martin, Paris 3<sup>e</sup>. Tel : 01-44-54-53-00. Du mercredi au samedi à 21 heures. Dimanche à 17 heures.

Le 8 juin 1891, sept ans et demi après la mort d'Arthur Rimbaud, sa mère, Vitalie, agenouillée pendant la messe, voit une bécuelle lui passer sous le nez. Elle tourne la tête, et voit son fils : « C'était bien Arthur lui-même, même taille, même âge, même figure, peau blanche grisâtre... et puis une jambe en moins », écrit-elle, le lendemain, à sa fille Isabelle. La « grande émotion » que dit Mme Rimbaud, fable chance pour nous de la ressentir, voyant, à la Maison de la

poésie, apparaître Arthur Rimbaud maigre, hâlé, coiffé du petit bonnet blanc qu'il porte sur une photo qu'il avait prise de lui, à Aden. Oui, c'est du théâtre, c'est l'acteur Laurent Malet. Mais vous ne pouvez regarder ce Rimbaud du même œil libre et tranquille qu'en temps normal, au théâtre, vous regardez un Antiochus ou un Surena, par exemple. Il vous faut donner un sentiment de trompe-l'œil.

Michel Rachline a choisi de présenter son contretype de Rimbaud quelques semaines avant sa mort, lorsque, amputé, fiévreux, impatiente de quitter l'hôpital de Marseille pour rejoindre sa mère et sa sœur dans la maison de famille de Roche. La mise en scène de Nada Strancar s'emploie à rendre les choses plausibles. Les robes de Vitalie et Isabelle sont simples, les meubles et objets aussi, c'est du réalisme tempéré, rien ne vient retenir trop le regard, sauf une malice, la malice qu'a rapportée

Rimbaud, pleine de livres techniques et d'instruments qu'il s'était fait envoyer à Aden par sa mère.

« Faire parler » Rimbaud et les deux femmes n'allait pas de soi. Cela reste plausible. Et Ophélie Orecchia, qui joue Isabelle, la sœur, est très bien : les meilleurs moments de la pièce sont ceux où le frère et la sœur retrouvent un semblant de l'entente natale, totale, de l'enfance. Laurent Malet donne un Rimbaud tout en rupture de conduite, en désarroi, en ressassement ; il semble qu'il y ait, chaque soir, une part d'improvisation dans le jeu hérité de Laurent Mallet. Nada Strancar a c'est le point noir de la soirée : tort de faire crier la grande actrice qu'est Madeleine Marion. Vitalie a été, en toute circonstance, envers Arthur comme envers Isabelle, d'un dévouement absolu.

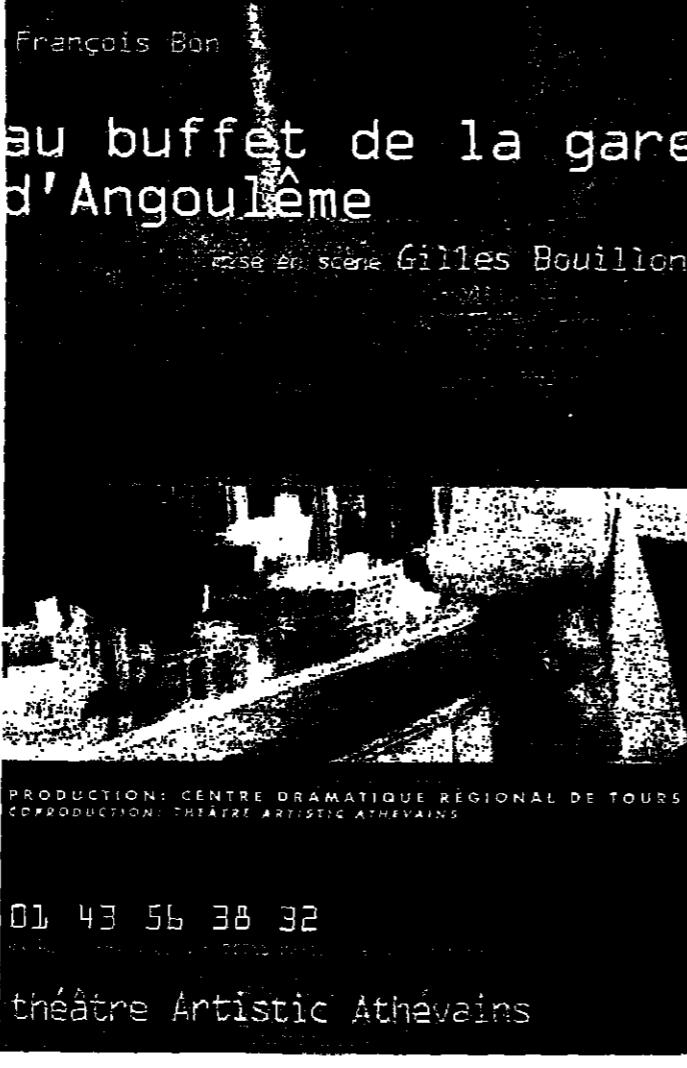
Michel Cournot

## Philippe Adrien à bord du tramway de Tennessee Williams

UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR, de Philippe Adrien. Avec Caroline Cellier, Florence Pernel, Samuel Le Bihan, Chick Ortega, Jean O'Cottrell...  
ELDORADO, 4, boulevard de Strasbourg, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Strasbourg-Saint-Denis. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tel : 01-42-38-07-54. De 150 à 250 F (de 23 € à 38 €). Jusqu'au 30 juin.

Blanche Dubois, enseignante, est licenciée, accusée d'avoir séduit l'un de ses jeunes élèves. Elle se retrouve sans le sou et sans travail. Dans un hôtel de la petite ville, elle trouve d'autre ressource qu'une prostitution amateur. Elle est chassée de la ville. Dernier recours, elle se réfugie chez sa sœur puînée, Stella, qui habite le « carrefour français » de La Nouvelle-Orléans : Stella a épousé un ouvrier d'origine polonoise, Stanley. Le logement est petit. Blanche gêne la vie du couple. Stella attend un enfant. Stanley, exaspéré, mais surtout par besoin irrépressible-contrarié de coucher avec sa belle-sœur, fouille dans le passé de Blanche, découvre ce qui s'est passé. La nuit de la naissance de l'enfant, Stella retenu à l'hôpital, Stanley, se retrouvant seul avec Blanche, passe à l'action. Blanche perd la raison. Deux infirmiers viennent la chercher.

M. C.



PRODUCTION : CENTRE DRAMATIQUE RÉGIONAL DE TOURS  
CO-PRODUCTION : THÉÂTRE ARTISTIQUE ATHÉVAIN

01 43 56 38 32

théâtre Artistic Athévains

Un film d'Eli Kazan, interprété par Vivien Leigh, Marlon Brando, et Kim Hunter, a « mondialisé » la pièce. Appelé à remettre ce *Tramway* sur les planches, Philippe Adrien ne pouvait pas ne pas connaitre le climat très lourd, la tension très forte, la densité de l'ibido, de ce diable de film. Il a dû aussi adapter une œuvre de moyen boulevard aux dimensions presque géantes de la salle de l'Eldorado. Il a fait appel à des apparitions de secours, à des projections sur grand écran.

Il a résolument allégé la pesanteur métodramatique du film, Vivien Leigh était une Blanche Dubois inoubliable de fragilité, de douleur aiguë, de poésie-vérité : Caroline Cellier, à contre-jeu, mise tantôt sur une placidité, un flegme presque froid, tantôt sur une sorte de satisfaction d'actrice à dominer couleur et relief à ses coquelles tirades. En Stanley, Samuel Le Bihan n'a bien sûr rien de la stylisation « Actor's Studio » que Brando poussait au summum, avec génie : son jeu est franc-jeu, direct, clair et net.

L'adaptation française de Jean-Marie Basset, les costumes de Claudià Da Costa, la musique de Ghedalia Tazartès, en accord avec le parti pris de raffinement de Philippe Adrien, sont de premier ordre.

M. C.

## SORTIR

### PARIS

Françoise Buffet-Arsenijevic (piano)

Professeur au Conservatoire national supérieur de musique de Paris, Françoise Buffet-Arsenijevic vient de publier un disque consacré à Rachmaninov dans lequel elle déploie une sonorité ronde, chantante. Son programme à Gaveau ressemble à ceux qui donnaient les planches d'autrefois :

varietà comme le menu d'un grand restaurant.

Ouvrages de Bach-Busoni, Schubert : Symphonie n° 9, « La Grande » en ut majeur, D 944.

Christoph von Dohnányi (direction). Alan Feingold (piano).

Théâtre de la musique, 21<sup>e</sup>, avenue Jean-Jaurès, 19<sup>e</sup>. Le 31 janvier, à 20 h 30. Tel : 01-44-84-44-84. 140 F et 200 F.

Alain Menguellet.

Alain Menguellet est le plus

respecté, le plus populaire des chanteurs de Kabyle. Les poèmes militants qui font vibrer son pays, qu'il n'a jamais quitté, sont assez beaux et mobilisateurs pour remplir le Zénith parisien deux jours de suite, sans barrières générations. Son dernier album, *Amjahed (chez Médiévie)*, se teinte d'une sensualité neuve. Zénith, 21<sup>e</sup>, avenue Jean-Jaurès, 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. Le 30, à 20 heures ; le 31, à 18 heures. Tel : 01-42-08-60-00. 165 F.

Alfred Debussy : Pour le piano. Mozart : Sonates pour piano KV 282 et KV 331 « Alla Turca ». Schubert : Impromptus pour piano D 946.

Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, 8<sup>e</sup>. De 85 F à 200 F.

Maria Joao Pires (piano)

Est-il artiste plus fragile, plus

désarmé que Maria Joao Pires ?

Dans ses grands jours, elle fait

entrer le public en communion

avec les compositeurs qu'elle ser-

ve. Dans ses mauvais jours, elle fait la même chose mais l'on souffre avec elle.

Debussy : Pour le piano. Mozart :

Sonates pour piano KV 282 et KV

331 « Alla Turca ». Schubert :

Impromptus pour piano D 946.

Théâtre des Champs-Elysées, 15,

avenue Montaigne, 8<sup>e</sup>. De 85 F à 200 F.

Alma-Mareeza. Le 30, à 20 h 30. Tel : 01-49-52-50-50. De 60 F à 350 F.

Alain Menguellet.

Alain Menguellet est le plus

respecté, le plus populaire des

chanteurs de Kabyle. Les poèmes

militants qui font vibrer son pays,

qu'il n'a jamais quitté, sont assez

beaux et mobilisateurs pour

remplir le Zénith parisien deux

jours de suite, sans barrières

générationnelles. Son dernier

album, *Amjahed (chez Médiévie)*,

se teinte d'une sensualité neuve.

Zénith, 21<sup>e</sup>, avenue Jean-Jaurès, 19<sup>e</sup>.

M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. Le 30, à 20 heures ; le 31, à 18 heures. Tel : 01-42-08-60-00. 165 F.

Michèle Hendricks Quartet.

Théâtre de l'Empire, 41, boulevard de Wagram, 17<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Ternes. Le 30, à 20 h 30. Tel : 01-46-02-60-44. De 120 F à 150 F.

Des Des Bridgewater Trio.

Théâtre de l'Empire, 41, boulevard de Wagram, 17<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Ternes. Le 30, à 20 h 30. Tel : 01-46-02-60-44. De 120 F à 150 F.

Daniel Brotz Quartet.

Sunset, 60, rue des Lombards, 1<sup>e</sup>.

M<sup>e</sup> Châtelet. Le 31, à 22 heures. Tel : 01-46-56-50-50.

Eric Truffaut.

Le Plein, rue Raryl-Gallagher, 91 Rés.

Orange, 17<sup>e</sup>. Le 30, à 20 h 30. Tel : 01-43-13-

## FILMS DE LA SOIRÉE

16.30 Le Grand Sommeil ■■■	Barry Levinson (Etats-Unis, 1984, N., 110 min.). Ciné Classics	23.05 Secrets et mensonges ■■■	Eric Rohmer (France, 1996, 140 min.). Cinéstar 2	0.40 Perceval le Gallois ■■■	Eric Rohmer (France, 1978, 130 min.). Cinéma
23.00 Les Bas-fonds de Frisco ■■■	Jules Dassin (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 95 min.). Ciné Classics	23.30 Jungle Fever ■■■	Spike Lee (Etats-Unis, 1991, 130 min.). Cinéma	1.40 Steamboat Bill junior ■■■	Charles Reiner (Etats-Unis, 1928, muet, N., 70 min.). Arte
23.05 Drugstore Cowboy ■■■	David Lynch (Etats-Unis, 1989, 100 min.). Cinéstar 1	0.35 La Valtigia dei sogni ■■■	Gianni Cuccarini (Italie, 1951, N., 100, 95 min.). Ciné Classics	2.10 Le Couple invisible ■■■	Norman Z. McLeod (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 55 min.). Ciné Classics

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

17.10 Le Monde des idées.  
Thème : l'intellectuel, mode d'emploi.  
Invités : Alain Finkielkraut et Dominique Lacouture.

LCI

## MAGAZINES

19.00 T.V.+ Canal+  
19.00 Histoire parallèle.  
Semaine du 30 janvier 1946.  
Les temps modernes.  
Invité : Michel Albert.

Arte

20.30 50e anniversaire  
des Golden Globes. Cinéma

20.45 Le Magazine de l'histoire.  
Invité : Anne-Marie Roger. Histoire

21.05 Thalassa.  
Champagne pour le soir.

21.35 Métropolis.  
Pierre Henry, Bernard Pagès.

22.00 L'Aventure humaine.  
La lecture de Noël.

Arte

22.30 Envoyé spécial.  
Toulon : Laboratoire du Front national.  
Blessés au Front. Soudan. Sur la piste des esclaves.

TV 5

23.10 Tout le monde en parle.

23.55 Qu'est-ce qu'elle dit.  
Zazie ?

France 2

0.40 Saturnales. L'Art du flamenco.

Claudia Balla.

DOCUMENTAIRES

19.35 Les Grandes Batonnées du passé.  
L'âge de la Roche.

Planète

19.55 L'Ombre du Maréchal.  
Chronique des années noires en Limousin.

20.10 Hôtel Caraïbes. (5/6).

20.35 Antarctique, la nouvelle  
frontière. (2/6).

20.40 Plastici animal.  
L'arche, 2000 ans après.

(4/6) : les dauphins.

TMC

20.45 Les Armées algériennes. (4/4).  
Pourquoi la guerre est finie.

France 3

FILMS DU JOUR

17.30 Le Meilleur ■■■

Barry Levinson (Etats-Unis, 1984, 120 min.). Cinéma

17.55 Le Couple invisible ■■■

Norman Z. McLeod (Etats-Unis, 1957, N., 90 min.). Ciné Classics

19.30 Le Jeune Comédien ■■■

John Ford et Jack Cardiff (Etats-Unis, 1965, 110 min.). Cinéma

20.30 Police sociale ■■■

Samuel Fuller (Etats-Unis, 1964, N., v.o., 95 min.). Ciné Classics

20.35 Gargouille ■■■

John Frankenheimer (Etats-Unis, 1955, 95 min.). Cinéma

20.40 Les Seisons du cœur ■■■

Robert Benton (Etats-Unis, 1984, 120 min.). RTBF 9

GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

12.10 et 21.10 Le Monde des idées.

Thème : l'intellectuel, mode d'emploi.

Invités : Alain Finkielkraut et Dominique Lacouture.

18.30 Le Grand JT RTI / Le Monde-LCI

Invité : Jean-Pierre Chevallard.

18.50 Public. Invité : Jean-Louis Durbet, Patrick Braouezec, Guy Tessier, Bruno Le Roux.

22.50 Politique dimanche.

Invité : Édouard Balladur.

MAGAZINES

9.30 Journal de la création.  
Invité : Pierre Rovelli, Michel Enrico, Richard O'Rosa.

11.00 Droit d'auteurs.

Invité : Alain Finkielkraut, Amélie Traoré, Monge Bell, Daniel Boulanger, Christian Hoech.

12.30 Art sur images.

Quand les médias fondent pour les fusions ? Invités : Jean-Marc Sylvestre et Philippe Cohen.

14.30 De l'action à l'Histoire.

Invité : Jean-Pierre Belleguion en Turquie.

15.30 Envoyé spécial, les années 90.

Reines du rire. Invité : Sabine Melchior-Bonnet.

16.00 Le Sens de l'histoire.

Invité : Jean-Pierre Belleguion.

16.30 Zone sauvage.

Auteur d'un sang.

18.30 Le Gai Savoir.

Paris Première

20.45 D'actualité à l'Histoire.

Don et commerce du sang.

20.50 Zone interdite.

Histoires d'héritage.

21.45 Envoyé spécial, les années 90.

Eurodisney. Avec Olivier Nomura, Jean-Pierre Belleguion, Durée-Robert.

23.00 Les Dossiers de l'Histoire.

Les petites Indes.

DOCUMENTAIRES

18.55 Les Armées algériennes. (4/4).

Pourquoi la guerre est finie.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision dont qu'une sélection des programmes de la télé et du satellite. Le nom qui suit le générique de l'émission (télé, télévis., etc.) est celui du réalisateur.

► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ On peut voir.  
■ Invité.  
■ Chef-d'œuvre ou classiques.  
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

## SAMEDI 30 JANVIER

## NOTRE CHOIX

23.05 Secrets et mensonges ■■■	Eric Rohmer (France, 1996, 140 min.). Cinéstar 2	0.40 Perceval le Gallois ■■■	Eric Rohmer (France, 1978, 130 min.). Cinéma
23.30 Jungle Fever ■■■	Spike Lee (Etats-Unis, 1991, 130 min.). Cinéma	1.40 Steamboat Bill junior ■■■	Charles Reiner (Etats-Unis, 1928, muet, N., 70 min.). Arte
0.35 La Valtigia dei sogni ■■■	Gianni Cuccarini (Italie, 1951, N., 100, 95 min.). Ciné Classics	2.10 Le Couple invisible ■■■	Norman Z. McLeod (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 55 min.). Ciné Classics
0.40 L'Aventure humaine.	La Magie des Andes.	21.00 Concerto pour treize voix.	Synagogue des Tournelles, Paris 95.

## VARIÉTÉS

20.40 Don Sergio, l'homme qui a réinventé l'automobile.	Arte	21.00 Concerto pour violon.	Synagogue des Tournelles, Paris 95.
21.15 Le Prince de Galles.	Odyssée	21.10 Concerto pour violon et orchestre.	Mozart, 1785. Arte
21.25 La Guerre du futur.	Odyssée	21.20 Le Caméléon.	Un siècle de scandale.
21.35 Des pluies et des hommes et des femmes et des hommes.	Planète	21.30 Asian Dub Foundation.	St-Malo 97. Paris Première
21.55 Jazz Collection.	Planète	21.40 Concerto pour treize voix.	Synagogue des Tournelles, Paris 95.

22.00 L'Age d'or de la jeunesse américaine.	Canal Jimmy	20.50 Starmania. 20 ans déjà.	TF 1
22.30 Le Cartable de Big Brother.	France 3	21.00 Concerto pour violon.	Synagogue des Tournelles, Paris 95.
22.50 Les Années glorieuses.	France 3	21.10 Concerto pour violon et orchestre.	Mozart, 1785. Arte
23.00 Pourtant la guerre est finie.	France 3	21.20 Le Caméléon.	Un siècle de scandale.
23.30 Le Concerto pour violon.	France 3	21.30 Asian Dub Foundation.	St-Malo 97. Paris Première

## SPORTS EN DIRECT

17.55 Football.	Eurosport	20.55 H. une histoire de professeurs.	Canal +
20.30 Basket-ball.	Eurosport	21.00 Concerto pour violon.	Synagogue des Tournelles, Paris 95.
22.30 Golf. Open de Phoenix.	All Sport	21.10 Concerto pour violon et orchestre.	Mozart, 1785. Arte
0.55 Tennis.	Planète	21.20 Le Caméléon.	Un siècle de scandale.
A.135, finale messieurs.	Planète	21.30 Asian Dub Foundation.	St-Malo 97. Paris Première

## MUSIQUE

20.30 Mephistophélis.

Opéra de Sofia. Mis en scène.

Robert Carsen. Par l'orchestre

de l'Opéra de Paris. Dir. San Francisco.

dir. Maurizio Arena.

Mezzo

drill in 1988

# Le Monde

DIMANCHE 31 JANVIER - LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1999

## Affaire Carlos : un témoin met en cause Fidel Castro

**TRAITANT** de la plainte déposée le 6 janvier à Paris, contre Fidel Castro pour « trafic international de stupéfiants, séquestration, torture et assassinat » par la fille du colonel Antonio de la Guardia, condamné à mort à La Havane en juillet 1989 dans une parodie de procès, *Le Monde* faisait état, dans ses éditions du 25 janvier, du témoignage d'un ancien haut responsable cubain évoquant « l'appui logistique » qui aurait été fourni par Cuba « au tueur Vladimír Ilich Ramírez dans les activités de celui-ci à Paris ». Ilich Ramírez Sanchez, alias Carlos, a été condamné en 1997 par la justice française à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre de deux policiers français et de leur informateur, le 27 juin 1975 à Paris.

Dans une lettre qu'il nous a fait parvenir par l'intermédiaire de son avocat, Carlos répond : « Je nie catégoriquement la véracité du témoignage de l'anonyme transfuge cubain cité dans *Le Monde* du 25 janvier 1999. » Je ne connais pas, poursuit-il, le diplomate cubain Armando Lopez Orta, expulsé à la suite de la fusillade du 27 juin 1975, rue Toullier à Paris. » Carlos affirme qu'il n'a « jamais reçu d'appui logistique de Cuba ». Il en veut pour preuve que l'inspecteur général de la DST, Jean-François Clerc, qui fut l'adjoint du commissaire principal Jean Hervant, blessé rue Toullier, « déclara le 18 décembre 1997 à la cour d'assises de Paris que les trois diplomates cubains avaient été expulsés par méprise, et que le gouvernement cubain n'était nullement impliqué ». « Je refuse de prêter mon nom à une campagne d'infamie contre Fidel Castro et la révolution cubaine », conclut enfin Carlos.

### APPARTEMENTS ET FAUX PAPIERS

Ces dénégations s'opposent aux affirmations de Juan Antonio Rodriguez Menier, ancien haut responsable cubain du ministère de l'intérieur, auquel Carlos fait référence. Devenu en 1986 l'un des plus importants transfuges cubains, sous la protection de la police fédérale des Etats-Unis, celui-ci se dit disposé à témoigner dans le cadre de la plainte déposée par Ilena de la Guardia contre Fidel Castro. Dans une lettre datée du 27 janvier et remise samedi 30 janvier aux autorités judiciaires françaises, l'ancien responsable cubain réaffirme que Cuba a apporté son soutien au terroriste vénézuélien.

Il écrit que Carlos « était utilisé par Fidel Castro pour faire pression et exécuter les personnes qu'il avait désignées, il était connu sous le nom de "hit man". Lorsque Carlos opérait à Paris, à la fin des an-

nées 60, son principal soutien logistique, affirme Juan Antonio Rodriguez Menier, « était le responsable du renseignement au ministère de l'intérieur cubain en France, l'avocat Armando Lopez Orta, qui utilisait le nom de guerre "Archimède" ». Il assure qu'à l'époque où Carlos tua les deux policiers français et leur informateur « Archimède lui avait attribué cinq appartements pour sa sécurité ». L'un d'eux aurait été à son nom, l'autre au nom d'un officiel du centre de renseignement de Cuba à Paris et les autres à trois agents cubains d'Archimède « qui occupaient des fonctions à la représentation commerciale et diplomatique de Cuba ». L'ancien responsable cubain assure que, à cette époque, Archimède « a remis à Carlos des passeports avec des identités distinctes, ainsi que de l'argent pour ses frais de mission.

Il raconte enfin que, après le triple meurtre de la rue Toullier, Carlos quitta immédiatement Paris « en utilisant un faux passeport vers Berlin Ouest » pour se réfugier, ensuite, en Allemagne de l'Est. Le transfuge cubain affirme encore que Carlos « a été impliquée dans l'attentat qui a coûté la vie à l'ancien dictateur du Nicaragua, Anastasio Somoza, en septembre 1980, au Paraguay, où il avait trouvé refuge après avoir été chassé du pouvoir par les sandinistes, en juillet 1979.

Pour appuyer ses déclarations, M. Rodriguez Menier déclare qu'il a obtenu toutes ses informations « d'Archimède lui-même », qui fut son chef « immédiatement après qu'il fut expulsé de Paris en raison des assassinats de Carlos. Il fut alors nommé chef du département de l'information au ministère de l'intérieur. » Le transfuge cubain soutient que tous ces éléments lui ont été confirmés à Berlin-Est, en 1982, par un colonel de la sûreté d'Etat de l'ex-RDA, dont il dit ne plus se souvenir du nom, qui était « l'adjoint du général Dam, alors chef des relations internationales de ce service ».

Pour établir la réalité des relations entre Carlos et les responsables cubains, il cite enfin une rencontre « en 1971 ou 1972 », à laquelle il a assisté, entre un officier du service de renseignement des troupes spéciales du ministère de l'Intérieur, Alejandro Ronda, et Carlos, à l'hôtel Habana libre, dans la capitale cubaine. « Carlos nous ouvrit la porte », écrit-il, tout en assurant que, après coup, Alejandro Ronda lui expliqua que Carlos avait pour mission « de neutraliser un général de l'armée nicaraguayenne ».

Alain Abellard

## Le TGV-Est mettra Strasbourg à 2 h 20 de Paris en 2005

L'ETAT ET LES COLLECTIVITES TERRITORIALES intéressées ont abouti, vendredi 29 janvier, à un compromis sur le tracé et le financement du TGV-Est (*Le Monde* du 29 janvier). D'ici à 2005, une première phase de la voie nouvelle, qui reliera Paris au pied des Vosges (Baudrecourt), sera construite. La liaison jusqu'à Strasbourg (Bas-Rhin) sera réalisée plus tard, mais la capitale alsacienne sera à 2 h 20 de Paris dès l'achèvement de la première étape, contre 3 h 56 aujourd'hui. Les élus alsaciens ont accepté de porter leur contribution à 1,85 milliard de francs, contre 1,5 milliard prévu initialement et 2,05 milliards préconisés par le rapport de Fenoy, qui a fourni les bases du compromis. Ils ont obtenu en contrepartie une « clause d'intérêt commun », qui se traduira par un retour aux collectivités, le cas échéant, d'économies sur les investissements et des excédents produits par le fonctionnement. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, s'est félicité de l'accord intervenu, qu'il a qualifié d'*« enjeu pour la France et l'Europe »*, le TGV-Est devant être connecté au réseau allemand de trains à grande vitesse. — (Corresp. rég.)

### DÉPÉCHE

■ CHÔMAGE : le premier ministre a commenté, vendredi 29 janvier à Toulouse, la baisse importante du nombre de demandeurs d'emploi en décembre 1998 (*Le Monde* du 30 janvier) en estimant que « c'est une bonne nouvelle quand il y a 40 000 hommes ou femmes de moins au chômage ». « Le chômage a diminué au cours de ces dix-huit premiers mois de la façon la plus forte par rapport à toutes les périodes comparatives passées », a indiqué Lionel Jospin, tout en assurant qu'il « faut prendre tout cela avec prudence ». De son côté, Martine Aubry, la ministre de l'emploi et de la solidarité, salue une « baisse historique » du chômage depuis la mi-97.

Tirage du *Monde* date du vendredi 30 janvier 1999 : 488 127 exemplaires. — 1 —

## Bruno Pelletier est le premier mis en examen dans l'affaire de la MNEF

L'extradition de l'ancien dirigeant d'Efic-Editif, actuellement au Togo, devrait être demandée

PRÈS DE SIX MOIS après l'ouverture d'une information judiciaire sur le fonctionnement de la Mutualité nationale des étudiants de France (MNEF) et de ses filiales (*Le Monde* du 11 septembre 1998), les juges parisiens Armand Ribérolles et Françoise Néher ont procédé à une première mise en examen. Elle vise Bruno Pelletier, ancien dirigeant de la société de courtage d'imprimerie Efic-Editif jusqu'en 1993, contre qui un mandat d'arrêt international avait été lancé. Retourné au Togo où il dirige une radio, il est placé, depuis le 12 janvier, sous étroite extradition. Dépêchés sur place, les policiers de la Brigade financière lui ont signifié la procédure sous les chefs de faux, usage de faux et abus de confiance. Dans les prochains jours, le parquet de Paris devrait envoyer une demande d'extradition aux autorités togolaises.

Progressivement, les juges d'instruction tentent de reconstituer les liens qui unissaient la MNEF à ses principaux fournisseurs, notamment des sociétés de communication et d'imprimerie soupçonnées

d'avoir bénéficié de tarifs préférentiels. Le volet de cette affaire concerne la Société parisienne d'impression (SPIM), sous-filiale de la MNEF fondée en 1993. Dirigée par Thierry Haynin, cette entreprise assure la réalisation et la livraison des quelque deux millions d'imprimés destinés aux agences de la MNEF.

Lors de l'enquête, les magistrats ont été amenés à s'interroger sur les conditions de la création de la SPIM qui, depuis cinq ans, sous la forme d'une location-gérance, couvre à hauteur de 3 millions de francs les pertes d'Efic-Editif. Ce montage avait été mis en place par Olivier Spithakis, l'ancien directeur général de la MNEF, pour tenter de sauver Efic proche de la liquidation avec un passif d'environ 20 millions de francs dont près de 5 couverts par un apport en compte courant de la Mutualité.

A cette période, Efic, qui effectuait les travaux d'impression pour le compte de la MNEF, était dirigée par Bruno Pelletier, recruté deux ans auparavant par M. Spithakis, dont il était camarade de promo-

tion à l'Ecole supérieure de commerce de Marseille. Les policiers se sont interrogés sur l'amplitude du déficit de cette entreprise qui, sous la direction de M. Pelletier, est passé de 5 millions à près de 20 millions de francs. Même grand train, ayant réalisé des investissements hasardeux pour la création d'un journal qui n'a jamais paru, M. Pelletier aurait aussi connu d'importantes déconvenues avec des établissements d'enseignement supérieur privés.

L'histoire des relations entre Efic et la MNEF devrait donner lieu à de nouvelles investigations, qui risquent fort de remonter aux conditions de reprise, par la Mutualité en 1985, d'Abex Press, l'ancienne imprimerie de l'Organisation communiste internationaliste (OCI). Depuis le 12 janvier, le champ d'investigation des magistrats a par ailleurs été étendu à l'ensemble du fonctionnement de la MNEF et de son réseau de filiales commerciales après l'ouverture d'une deuxième information judiciaire.

Michel Delberge

1780. John Jameson crée le whiskey Jameson... Et, pour une fois, les Irlandais tombèrent tous d'accord. Son mode d'élaboration était le bon !



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE, CONSOMMEZ AVEC MODERATION.